

n° 470
SEPTEMBRE
2018
4,80 €

silence

AUTOGÉRONNS LES COOP' ALIMENTAIRES !

AQUAESTEM IPSUS UNTUR, CUPTI CORI TO

MET, CUSCIA CONSED ET MAGNIS SOLUPTUR



écologie • alternatives • non-violence

La vaccination obligatoire en question

Pourquoi vous opposez-vous à la vaccination obligatoire?

La potentialité iatrogène [c'est-à-dire les effets néfastes provoqués par le traitement médical lui-même, NDLR] des vaccins est aujourd'hui reconnue par les fabricants de vaccins eux-mêmes. La communauté scientifique n'est pas unanime quant à l'innocuité des vaccins ni quant à la pertinence d'une prévention universelle et indifférenciée compte tenu de la diversité biologique de chaque individu. Dans ce contexte, nous considérons que l'obligation vaccinale est une réponse simpliste à un problème complexe et nous revendiquons le droit de débattre objectivement sur les questions médicales et juridiques, mais aussi sur les questions philosophiques et sociétales qu'engendre une telle mesure sanitaire.

La LNPLV reproche à l'extension de l'obligation vaccinale de porter une

atteinte disproportionnée à certains droits fondamentaux : droit au respect de la vie privée et familiale, liberté de conscience, droit des parents à consentir aux interventions médicales pratiquées sur leurs enfants, notamment.

Enfin, l'efficacité et l'innocuité de certains vaccins rendus obligatoires ne sont pas toujours démontrées et de nombreux médecins et biologistes les contestent. Il existe donc un débat quant à la pertinence d'une politique de santé basée sur l'application d'un régime uniforme d'obligation vaccinale pour 11 valences différentes dont la balance bénéfice/risque du vaccin varie pour chacune des maladies. Ainsi, ces substances biologiques, censées n'avoir que des bénéfices à long terme, apparaissent de plus en plus comme de puissants perturbateurs immunitaires.

Comment expliquer le passage de 3 à 11 vaccins obligatoires pour les enfants depuis début 2018?

Si le principe de la vaccination est généreux dans l'esprit, l'obligation vaccinale est contestable dans sa forme. L'extension de l'obligation vaccinale fait suite à un pseudo débat démocratique orienté suite au "Rapport parlementaire sur la politique vaccinale en 2016" rédigé par la députée S. Hurel puis une pseudo "concertation citoyenne" présidée par le Pr Fischer préconisant l'élargissement à titre temporaire du caractère obligatoire de la vaccination, assorti de conditions précises, dont une clause de conscience,

pour "reconquérir la confiance des citoyens au service de l'intérêt collectif". Cette pression pour inciter les États à imposer une vaccination obligatoire concerne tous les pays en Europe. Après un refus du parlement suédois d'imposer l'obligation vaccinale en 2016, le débat fait rage en Pologne, en Roumanie, en Serbie et en Allemagne. L'espoir vient de l'Italie où, après avoir voté l'obligation pour 10 vaccins en 2017, le nouveau gouvernement s'empare du sujet et se prépare à faire marche arrière.

Est-il possible aujourd'hui en France d'éviter la vaccination?

Dans le contexte actuel, la violence d'une telle loi n'offre aucune échappatoire aux parents et aux médecins.

Rien ne changera avec le système avant que davantage de personnes ne comprennent que leur santé est prise en otage par nos institutions pour des motifs économiques et non sanitaires. Loin d'être égoïste, la liberté que nous revendiquons est une attitude lucide et responsable.

Nous tenons à la disposition du public une information plurielle, vérifiée,

validée et objective. Mais il ne nous est pas permis de nous exprimer.

La LNPLV ne peut donner aucun conseil sur les attitudes à adopter face aux abus de pouvoir inévitables qui interviendront, mais nous sommes là pour accompagner les victimes des abus d'un système aveugle et insensible.

L'union, la solidarité, la tolérance et la complémentarité des actions sont plus que jamais nécessaires. L'évolution vers le changement suivra naturellement.

■ **Pour en savoir plus :** Ligue nationale pour la liberté des vaccinations, 3 impasse du Miracle, 74650 Chavanod, tél. : 04 50 10 12 09, www.infovaccin.fr.

TROP DE VIANDE DANS LES CANTINES SCOLAIRES



LA LOI LITTORALE MENACÉE ?



PAS DE NOUVEAU PLAN POUR LES BANLIEUES



GÉRARD COLOMB: "LES MANIFESTANTS COMPLÈTES PAR PASSIVITÉ AVEC LES CASSEURS"





■ DOSSIER AUTOGÉRONS LES COOP' ALIMENTAIRES !

05 Les *Diony-Coop*, c'est l'anarchie... la vraie !

La manière dont une coopérative autogérée décide de s'organiser est éminemment politique. La preuve avec *Diony-Coop*, en Seine-Saint-Denis, qui bouscule les idées reçues sur le fonctionnement d'un collectif de plusieurs centaines de personnes.

08 Oser l'autogestion dans les coopératives alimentaires

Coopérateur de *Diony-Coop* en Seine-Saint-Denis, Jean-Claude Richard apporte quelques conseils pratiques et politiques pour créer une coopérative alimentaire autogérée.

10 *Prairial*, la première coopérative écolo de France

Créée en 1971, *Prairial* était à l'origine une coopérative de consommation. Elle a fonctionné uniquement avec des bénévoles pendant huit ans. Le temps d'une soirée, d'anciens membres de la coopérative qui ont fondé la nouvelle *Scop* et des salariés analysent leur histoire.

12 Le renouveau multiforme des coopératives de consommation

L'intérêt porté aujourd'hui à une consommation plus responsable, en particulier en matière d'alimentation, se traduit par un nouvel essor des coopératives de consommation. Jean-François Draperi apporte un éclairage sur leur histoire, qui explore d'autres pistes que les premiers articles de ce dossier.

■ CHRONIQUES

16 Bonnes nouvelles de la Terre : Les jardins nourriciers coopèrent pour surmonter l'effondrement

20 Nucléaire ça boum ! : Les impostures de la "dissuasion"

21 En direct de nos colonies : Guerre aux migrants es

22 Chroniques terriennes : La vacance de M. Hulot

23 Un lieu à soi : Un sanctuaire vegan et féministe en Nouvelle-Zélande

25 L'écologie, c'est la santé :

Le glyphosate : la FNSEA gouverne en sous-main

■ BRÈVES

16 Alternatives • 18 Société • 19 Énergies

19 Nucléaire • 20 Paix • 21 Nord/Sud • 22 Politique

23 Femmes, hommes, etc. • 24 Environnement

25 Santé • 26 Vélo (rution) • 26 Annonces

27 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

28 Murray Bookchin nous aide à penser la crise écologique

Une biographie de Murray Bookchin a été publiée récemment en France. Pinar Selek, dont le parcours militant et la réflexion ont été marqués par celui-ci, s'adresse dans ce texte à l'inventeur de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire.

31 La non-violence en héritage

C'était une première, voire un saut dans l'inconnu... Du 27 au 30 mai 2018, Non-violence XXI a été présente au congrès annuel des Notaires de France qui se tenait dans le palais du Festival de Cannes.

32 L'économie des sens de la voiture autonome

Après avoir supprimé le "chauffeur-mécanicien" embarqué au début du 20^e siècle, la voiture "moderne" entreprend aujourd'hui d'exclure la personne au volant.

34 Les villes et les territoires en transition en Gironde

Depuis 2010 une quinzaine de groupes de transition se sont progressivement installés en Gironde. Présentation de la philosophie de ce mouvement et de quelques initiatives marquantes.

38 De New-Delhi à Genève, marcher pour "la victoire du monde" !

Le 21 septembre 2020 convergeront à Genève plusieurs marches internationales, dont l'une sera partie de l'Inde un an plus tôt pour porter la parole des sans-grade rencontrés tout au long du chemin.

48 Compagnonnage alternatif et solidaire 2019

Le Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (Repas) organise une formation destinée aux jeunes adultes souhaitant découvrir les valeurs et les pratiques qui y sont expérimentées.

Prochain dossier
L'arbre,
cet allié méconnu



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 27 juin 2018.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 3^e trimestre 2018 - Tirage : 5100 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur, Jean-Marc Pineau - Directrice de publication : Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction : Martha Gilson, Guillaume Gambin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Natacha Gondran, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Claire Cordel, Las-serpe, Nardo - Correctrices : Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - Photographes : Jardins Volpette, Marie Clem's - Et pour ce n° : Marie Bazin, Michel Bernard, Isabelle Cambourakis, Romane Dubrulle, Danièle Gonzalez, Stéphen Kerckhove, Lorène Lavocat, Pascal Martin, Serge Perrin, Jocelyn Peyret, François Veillerette - Couverture : Nicolas Regentête - Internet : Damien Bouveret, Maud, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorisée, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi :
10h-12h / 14h-17h - Dépositaires, stands et
gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi :
10h-12h / 14h-17h - Rédaction : Guillaume
Gambin et Martha Gilson : lundi et mercredi :
10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre,
Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39,
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

L'alimentation, une école d'autogestion !

Face à une alimentation industrielle qui nous échappe, dans laquelle nous ne connaissons ni l'origine des produits transformés que nous mangeons, ni le visage des personnes qui l'ont produite, des alternatives existent.

Le lieu le plus emblématique de cette réappropriation de notre alimentation est le "marché de producteurs". Les AMAP et d'autres systèmes de paniers en vente directe se sont également multipliés, avec pour objectif de retisser des liens entre la ville et la campagne et de dépasser les fossés existants entre le travail de la terre et le plaisir de l'assiette.

Pour les produits secs, les coopératives sont les lieux par excellence où l'on peut trouver un accès à des produits de qualité sans intermédiaires multiples. Cette absence d'intermédiaires permet de conserver des prix à la fois justes pour les personnes qui produisent les aliments, et accessibles aux petits portefeuilles. (1)

Magasins de producteurs, coopératives de consommation, supermarchés coopératifs illustrent cette volonté d'un accès économique facilité aux produits écologiques ou locaux, tout en cultivant le lien avec les producteurs et les productrices.

Parmi ces coopératives, certaines ont fait le choix de fonctionner de manière autogérée et sans salarié·es. On y expérimente une forme d'organisation originale, simple, très horizontale, assez facilement reproductible avec peu de moyens, et qui fonctionne.

De quoi interroger nos modèles associatifs classiques. De quoi également donner envie d'expérimenter des formes d'autogestion radicales et inspirantes. Autour de l'alimentation écologique et sociale, mais pas que.

Guillaume Gamblin

(1) *Silence* a donné voix à certaines de ces initiatives dans son numéro de septembre 2017, "Tout le monde a le droit de bien se nourrir", à propos du réseau VRAC à Strasbourg et à Villeurbanne, et des Amis du Zeybu à Eybens (Isère).

Couverture :

La Coopérative Alimentaire de la Goutte d'Or à Paris devant l'ancien local.
© Nicolas Regentête



La cuisine du Réfectoire de Rues du développement durable à Saint-Etienne.



La cuisine du Réfectoire de Rues du développement durable à Saint-Etienne.



L'un des deux parkings vélos des Castors, habitat groupé à Saint-Etienne.



Le hangar de stockage de la Scierie (photo faite lors des reportages en février).



▲ Une vitrine des locaux de Rues du développement durable.

Les Diony-Coop, c'est l'anarchie... la vraie !

La manière dont une coopérative autogérée décide de s'organiser est éminemment politique. La preuve avec *Diony-Coop*, en Seine-Saint-Denis, qui bouscule les idées reçues sur le fonctionnement d'un collectif de plusieurs centaines de personnes.

LES *DIONY-COOP* S'INSCRIVENT DANS UN parcours commencé en 2007 à l'initiative des membres du groupe militant Henry Poulaille, de la Fédération anarchiste. Il s'agissait alors de créer une université populaire, lieu de partage des connaissances. La *Dionyversité* a réuni plusieurs milliers de personnes et favorisé l'émergence de cours organisés par le public lui-même.

En 2010, le même collectif a porté l'émergence d'une Amap qui a trouvé au bout de deux ans son rythme de croisière avec deux maraîchers distribuant 250 paniers de légumes par semaine. L'Amap *Court-Circuit* se voulait un espace où les principes et idéaux libertaires auraient à s'exprimer avec un large public nullement prédisposé à adhérer à ces principes. Les 70 personnes prêtes à rejoindre l'Amap en formation ont accepté d'expérimenter un certain nombre de règles collectives en rupture avec nos habitudes sociales.

Ainsi, l'association créée pour répondre aux contraintes institutionnelles (assurances, bail, compte en banque) ne devait avoir aucune activité dans le collectif (il n'y a pas de bureau et jamais d'assemblée générale). La responsabilité individuelle des membres de l'Amap devait être le maître mot de notre fonctionnement (si personne ne sent le besoin de préparer les paniers de légumes, c'est que l'Amap n'a pas

de sens et alors il vaut mieux la fermer). Ces pratiques simples entraînent un sentiment fort d'être membre d'un collectif porteur de confiance et d'entraide : clés du local en libre service, absence de contrôle dans la prise des paniers, espace de produits à la vente avec paiement direct dans une boîte et sans aucun contrôle.

PRIVILÉGIER LA RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE OU DE GROUPES

En janvier 2015, une rencontre entre une dizaine de coopératives alimentaires à la coopérative *l'Indépendante*, à Paris, a permis de faire l'inventaire de ce qui était fait ici et là en termes d'organisation, de gestion et de décisions.

A partir de ces expériences concrètes, une quarantaine de membres de l'Amap *Court-Circuit* ont pris l'initiative de créer un certain nombre de "commissions" où se sont retrouvés celles et ceux qui avaient envie de mettre en forme l'organisation d'une coopérative alimentaire : une commission administrative et financière, une commission fournisseurs, une commission aménagement des locaux, une commission communication.

Il est important de signaler que ces commissions n'ont fonctionné que le temps de la réflexion et de la



▲ Paiement en Gallécos à Rennes : l'utilisation de monnaies locales peut permettre de mieux définir nos besoins et de démonétiser ce qui relève des biens communs.

■ **Diony-Coop**,
 dionyversite@orange.fr,
<http://dionycoop.org>.
 Coopérative alimentaire de la ferme,
 2 rue de la Ferme,
 93200 Saint-Denis.
 Coopérative alimentaire du Bel-Air,
 6 place du Bel-Air,
 93200 Saint-Denis.

■ **A lire :**
 Jean-Claude Richard, *Diony-Coop, des coopératives alimentaires autogérées dans le 9-3, ou quelques conseils et informations qui vous permettront d'ouvrir une coopérative alimentaire dans votre ville*. Editions Libertaires, 2018 (2017), 96 p., 9,50 €.

mise en pratique des décisions qu'elles avaient prises, ces décisions étant vues comme des expérimentations pouvant être modifiées au fur et à mesure des mises en pratique.

Chaque commission était totalement autonome par rapport à l'ensemble du collectif composé des membres de l'Amap. Les décisions (et non pas "propositions") de fonctionnement ont été communiquées à l'ensemble des membres, via la liste internet, avant la mise en pratique, mais il n'y a pas eu d'assemblée générale qui aurait pu être amenée à statuer au nom du collectif sur les décisions des commissions.

Cette méthode est en rupture radicale avec nos habitudes dans la mesure où elle privilégie les prises de responsabilité individuelle ou de groupe en acceptant les risques d'erreur. Elle évite aussi les discussions inutiles portées par celles et ceux qui ne font pas grand-chose mais ont des idées sur tout, et particulièrement en assemblée générale.

CHACUN·E COMMANDE !

Si la commission fournisseurs a repris à son compte des éléments majeurs des pratiques mises en œuvre par plusieurs coopératives alimentaires déjà existantes — produits bio et/ou de qualité, produits issus du commerce équitable et de proximité — la stratégie globale a consisté à chercher la conciliation entre les attentes des coopérateurs et coopératrices en terme de nombre de produits proposés (900 références après trois ans d'existence), ainsi que leur implication dans la recherche de fournisseur·ses et de productrices.

Il a été admis que la commande directe à des productrices via l'intervention de coopératrices devait être le maître mot d'un collectif fondé sur l'entraide et la responsabilité individuelle. En d'autres termes, tout membre des *Diony-Coop* peut, de sa propre initiative et sans en référer à une quelconque "commission produits" ni à

L'essor des coopératives alimentaires autogérées

Si en 2015, il n'y avait que quelques précurseurs comme *l'Indépendante*, *Coopaparis*, *Coopali* et les *Gases*, la situation a beaucoup changé et l'avenir est prometteur.

En septembre 2017, une rencontre nationale des coopératives alimentaires autogérées s'est tenue à Saint-Denis. Une dizaine de coopératives avaient été invitées à présenter leur fonctionnement et leurs particularités.

Aujourd'hui, de nouvelles coopératives alimentaires autogérées sont nées à Sète (Hérault), Sauxillanges (Puy-de-Dôme), Grasse (Alpes-Maritimes), Amiens (Somme), Cergy-Pontoise et Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), Châteaufort (Yvelines), Pantin et l'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Lans-en-Vercors (Isère).

D'autres sont en cours de création à Asnières, Gennevilliers, Antony, Fontenay-aux-Roses et Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), Besançon (Doubs), Saint-Georges-d'Oléron (Charente-Maritime) et Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Parallèlement, une fédération des coopératives alimentaires autogérées est en cours de création (<http://fede-coop.org/>). Son objet est simplement de mettre en ligne le maximum d'informations sur les coopératives alimentaires existantes, ainsi que des conseils et des adresses utiles.



▲ Nuit debout, place de la République à Paris, 12 avril 2016 : les besoins doivent être définis démocratiquement

l'ensemble du collectif, passer une commande à un producteur.

Cette commande repose sur un certain nombre de principes relevant de bases communes : privilégier les produits bio ou de qualité, privilégier les petits producteurs, privilégier la production de proximité, payer la commande à la livraison.

Sur ce dernier point, il convient donc de demander l'accord du trésorier sur le montant à dépenser puisque tous les produits sont payés lors de l'achat. Le trésorier doit alors prendre sa décision sur l'aspect financier, sans tenir compte de la nature des produits commandés.

Le coopérateur devient le référent du produit dans la coopérative : il doit alors assurer la réception, la mise en rayons, l'étiquetage et le réapprovisionnement.

Aujourd'hui, en application de ces principes, 58 coopérateurs et coopératrices interviennent occasionnellement auprès des producteurs et 49 passent toutes les trois semaines les commandes aux grossistes et "gros" producteurs.

Cette prise en charge des achats par plus d'une centaine de membres — sur un effectif global de 492 inscrits — est remarquable. Elle tend à confirmer l'importance que l'on doit donner à la responsabilité individuelle si l'on veut répartir le plus largement possible la charge de travail liée aux achats.

PAS DE CONTRÔLE NI D'INFORMATIQUE

Cette commission a bien entendu mis en place des procédures favorisant la responsabilité individuelle, déjà maître mot du fonctionnement de l'Amap *Court-Circuit*.

Pendant trois ans, les 250 familles amapiennes avaient eu la possibilité d'acheter des produits bio et du commerce équitable via trois armoires mises à leur disposition dans le local de *Court-Circuit*. Le

paiement des produits était assuré directement par les amapien-nes, sans contrôle. Dans la foulée de cette expérience, les membres de la commission ont décidé de rompre définitivement avec le système commercial classique en abandonnant le principe de la caisse par laquelle devrait passer chaque coopératrice, afin d'établir la valeur de ses achats.

A *Dionys-Coop*, chaque coopérateur et chaque coopératrice est responsable de ses achats et doit lui- ou elle-même en calculer le montant.

Autre point fort, la commission a décidé d'abandonner l'outil informatique pour revenir à une gestion manuelle, sur papier, des données financières.

Chaque coopératrice dépose sur son compte, matérialisé par une fiche cartonnée, un montant par chèque afin de pouvoir participer à l'achat du stock.

Jean-Claude Richard ■

Quelques adresses :

- **L'Alternateur**,
17-19 rue du Monastère,
63490 Sauxillanges,
tél. : 04 63 80 95 61,
www.alternateur63.fr
- **Coopérative alimentaire de la Goutte-d'Or**,
59 rue Stephenson,
75018 Paris,
tél. : 01 73 74 10 01,
coopparis.wordpress.com
- **SoliBio**,
immeuble du Phares (niveau -1),
6 rue Arnold-Géraux,
93450 L'Île-Saint-Denis,
<http://solibio.org>
- **CoopOise**,
Ferme Cavan, carrefour des rues
Cavan et Berrivin à Courdimanche
(Oise), www.monepi.fr/coopoise
- **Coopali**, <http://coopali.net>
- **Coop les Bains**,
Enghien-les-Bains (Val d'Oise),
coop.alimentaire.enghien@gmail.com
- **Cabas nogentais**,
coopérative alimentaire bio
autogérée et solidaire,
www.cabasnogentais.fr



▲ Paiement en Gallécos à Rennes: l'utilisation de monnaies locales peut permettre de mieux définir nos besoins et de démonétiser ce qui relève des biens communs.

Oser l'autogestion dans les coopératives alimentaires

Coopérateur de *Diony-Coop* en Seine-Saint-Denis, Jean-Claude Richard apporte quelques conseils pratiques et politiques pour créer une coopérative alimentaire autogérée.

L'OUVERTURE D'UNE COOPÉRATIVE alimentaire autogérée repose sur quatre principes et nécessités : trouver un lieu ; trouver des fournisseurs ; pas besoin de gros apport de trésorerie au départ ; enfin ne pas espérer créer d'emploi direct par ce biais.

PEU D'OBSTACLES MATÉRIELS

Il faut en priorité trouver un local et il s'avère que la "grande distribution", défendue par les politiques quels qu'ils soient, a détruit une grande partie des commerces de proximité dans des centres-villes désertés. Il n'y a pas un village ou une ville où les artères principales ne soient envahies par des commerces "à louer". Pour un loyer modeste de quelques centaines d'euros par mois, il est possible de signer un bail précaire avec un propriétaire.

Il faut ensuite des fournisseurs et, là encore, nous pouvons trouver dans les régions une multitude de producteurs qui défendent la qualité et très souvent le bio. De même, quelques petits grossistes de l'économie sociale et solidaire et du commerce équitable, comme *Andines*, *Terra Libra* ou *Avaze* (1), permettent de se fournir en produits de qualité à des prix tout à fait raisonnables.

Plus étonnant, il n'est pas nécessaire d'avoir un capital financier pour ouvrir une coopérative alimentaire autogérée. Il suffit de réunir une trentaine de personnes et décider une mise de fonds individuelle d'une centaine d'euros. A trente, il est possible de passer commande de 3 000 euros à un petit grossiste. On obtient de quoi remplir les rayons en produits de base avant de travailler en direct avec des producteurs plus ou moins locaux.

Enfin, il ne faut pas craindre de dire que créer un emploi est impossible dans un petit commerce de proximité si l'on veut maintenir des prix publics plus bas que ceux pratiqués par les grandes enseignes du bio et la grande distribution, et ainsi permettre à un large public de s'approvisionner en produits de qualité à un prix raisonnable.

Le défi d'aujourd'hui est de participer à la création d'emplois à la source, donc à la production, en développant des coopératives alimentaires autogérées.

CONSTRUIRE DES ESPACES DE LIBERTÉ ET D'INITIATIVE

A partir de ces constats, le plus difficile reste sans doute de ne pas construire une usine à gaz mais un espace de libertés et d'initiatives.

(1) *Terra Libra*, 5 rue des Vanniers, Z. A. de la Forge, 35830 Betton, tél. : 02 99 37 14 00, www.terralibra.fr



▲ Nuit debout, place de la République à Paris, 12 avril 2016 : les besoins doivent être définis démocratiquement

Notre culture, nos habitudes, nous portent vers des solutions qui semblent bonnes mais qui vous mèneront à reproduire la société qui vous entoure, avec ses conflits et ses pouvoirs. Ainsi en va-t-il de la structure juridique choisie et surtout de la place qu'elle prendra dans le fonctionnement du collectif. Si vous créez une association, pourquoi en reprendre le fonctionnement classique, porteur de conflits et de malaises ? Pourquoi ne pas voir l'association comme un simple espace juridique nécessaire à vos relations avec les institutions ? Nous savons, par nos lectures de jeunesse, que la présence d'un président actif entraîne toujours l'émergence d'un calife voulant prendre la place du calife (2) !

L'ÉDUCATION POPULAIRE PLUTÔT QUE LES DÉCISIONS ARBITRAIRES

Le choix des produits à mettre en rayons est aussi un autre espace porteur de conflits... Il n'est pas toujours simple de concilier celui qui veut des produits bio *Demeter* et celui qui veut simplement des produits de qualité. Celui qui ne veut que des produits végan et celui qui trouve plaisir à grignoter un saucisson de porc bio. Celui qui refuse l'alcool et celui qui ne crache pas sur un bon côtes-du-Rhône. Celui qui veut des produits locaux et celui qui ne voit pas d'inconvénient à manger des produits d'une autre région.

A *Diony-Coop*, nous avons privilégié l'éducation populaire plutôt que des décisions arbitraires prises par une "commission produits" autoproclamée. Nous pensons que c'est en expliquant, en proposant des alternatives, en se trompant que l'on fait avancer les hommes et les femmes du collectif. Tous les avis peuvent s'exprimer mais c'est à chaque coopérat•rice de se positionner en fonction des informations et commentaires reçus. Des produits prêtant à discussion ont ainsi disparu des rayons, sans

conflit, simplement parce que les achats se raréfiaient.

S'ADAPTER À SES DÉSIRS ET AUX CONTRAINTES DU TERRITOIRE

A chaque collectif de se donner des priorités et principes. A *Diony-Coop*, nous avons privilégié les produits bio ou de qualité, sans fermer la porte à un vin non bio mais de bonne tenue ou alors à un pâté non bio mais particulièrement parfumé et agréable au goût.

Dans un premier temps, nous avons choisi de ne pas travailler avec les produits en vrac mais uniquement des produits emballés par les fournisseurs. Quand on a à résoudre de multiples problèmes d'organisation, il est en effet plus simple de commander vingt-quatre paquets de riz que de mettre en place un libre-service avec un sac de vingt-cinq kilos de riz, une balance, des sacs en kraft et autres ustensiles nécessaires. Ensuite, au fur et à mesure de notre développement, des coopérateurs ont mis ici et là des espaces en libre-service en fonction de leurs envies : lessive, fruits secs, huile, etc. (3).

Pour les produits frais, nous avons également décidé de ne pas les proposer pendant la période de lancement de la coopérative afin d'éviter les éventuelles pertes. Au bout d'un an, l'envie s'étant fait sentir, un groupe de coopérateurs a pris l'initiative de lancer une souscription pour l'achat de trois armoires froides. Depuis, nous avons des produits frais dans notre coopérative.

Que des solutions simples, que vous devez expérimenter et qui perdureront ou disparaîtront au fur et à mesure du développement de votre coopérative.

Jean-Claude Richard ■

Pour aller plus loin

■ *Vivre Bien en Aunis*, B.P. 24, 17290 Aigrefeuille-d'Aunis, tél 05 46 35 60 81. Sur le site www.non-a831.com, un historique du projet et de son financement, avec les liens de nombreux documents y

(2) Allusion à la série BD *Iznogoud* de Goscinny et Tabary.

(3) De même, parce que nous nous trouvons en région parisienne, donc dans un espace où les petits producteurs sont peu nombreux, nous avons privilégié au démarrage les commandes à de petits grossistes. Les commandes ont ensuite été revues à la baisse au fur et à mesure que les coopérateurs découvraient et faisaient entrer dans la coopérative des produits de producteurs rencontrés à l'occasion d'un déplacement quelconque.



▲ Paiement en Gallécos à Rennes : l'utilisation de monnaies locales peut permettre de mieux définir nos besoins et de démonétiser ce qui relève des biens communs.

Prairial, la première coopérative écolo de France

Créé en 1971, *Prairial* était à l'origine une coopérative de consommation. Elle a fonctionné uniquement avec des bénévoles pendant huit ans. Le temps d'une soirée, d'anciens membres de la coopérative qui a fondé la nouvelle Scop et des salarié·es analysent leur histoire.

C'EST À LYON, COURS VITTON, QUE S'EST installé *Prairial*, la première coopérative bio de France. Pour y participer, il suffisait d'adhérer pour l'année et d'acheter une ou plusieurs actions. Une fois devenu·e membre, il était possible d'acheter les produits (ensuite accessible à toutes et tous), d'obtenir une voix dans les prises de décisions (quel que soit son nombre d'actions) et surtout de filer un coup de main ! Tout le monde passait un coup de balai, mettait en rayon, fabriquait des sirops et du confit de sésame, ensachait les thés et tisanes, préparait les commandes, accueillait les clients, tenait la caisse...

LA COOPÉRATIVE POUR IDÉAL

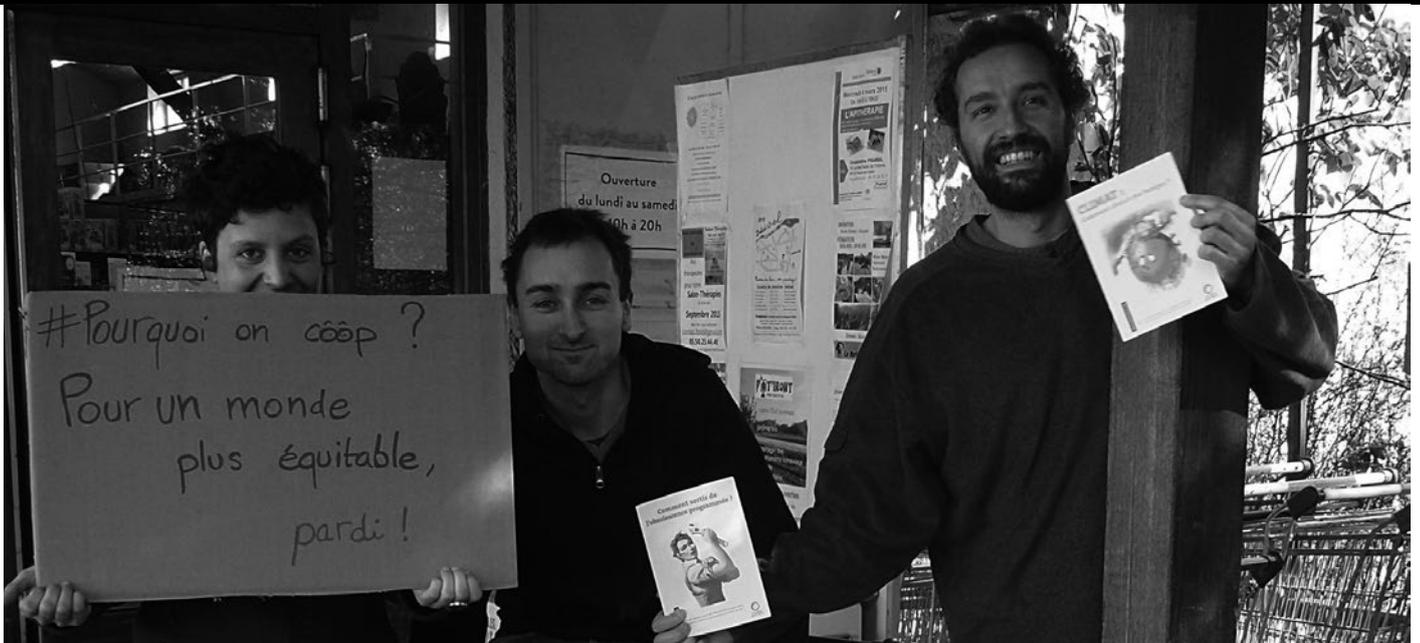
Une vision très politique animait tous les membres, plutôt libertaires, le bio n'étant qu'un prétexte. Le but, c'était "*changer la société !*". L'aspect coopératif primait. A sa création, un petit groupe s'était réuni autour d'un homme : Jacques Bonnefond. Il était "*relativement idéaliste, assez militant*", se souvient François, coopérateur des premières heures. Il explique que Jacques a vu naître "*son bébé*" grâce au soutien "*d'un petit entrepreneur de Tarare qui avait un peu de sous*".

La réclame de l'époque scandait : "*Ouvert les jours de fêtes militaires et religieuses...M'enfin.*" La lutte anti-nucléaire y avait aussi toute son importance. *Prairial* a entretenu des liens étroits avec, notamment, le comité *Malville* de Villeurbanne.

En 1973, la coopérative déménage rue du Dauphiné. Ça tourne bien, trop bien même... Avec au plus fort 1500 coopératrices, *Prairial* est devenue si grosse qu'elle peine à être autogérée. "*C'était difficile pour des coopérateurs de réellement s'investir, d'approcher un peu plus des pratiques autogestionnaires. T'avais pas du tout la mainmise ni sur les commandes ni sur rien du tout. [...]* Pour les militants, c'étaient surtout des tâches de fonctionnement, les petites mains", explique François, qui a alors quitté la coopérative avec une dizaine d'autres personnes pour créer *Alibiobio*, une nouvelle coopérative bio à échelle humaine.

"LE MODE D'ORGANISATION LE PLUS DIFFICILE"

Et puis il y a ces tensions latentes, notamment avec Jacques Bonnefond, décrit parfois comme un



▲ Nuit debout, place de la République à Paris, 12 avril 2016 : les besoins doivent être définis démocratiquement

“leader charismatique”, par d’autres comme un “gourou”... de quoi faire fuir quelques bonnes volontés.

En 1979, le premier poste salarié est créé, amenuisant un peu plus les forces vives. Les bénévoles se reposent sur le, puis les, salariés, qui pallient le manque de participation. La coop entre dans un cercle vicieux. Les coopératrices amenaient leur force de travail, elles n’amènent plus que de l’argent. Le conseil d’administration accapare le pouvoir politique et dépossède les salariées.

Une dualité se crée entre militantisme et contraintes du magasin. Les assemblées générales restent des temps forts mais elles n’ont plus le côté “conférence politique” des premiers temps.

REBONDIR SOUS UNE AUTRE FORME

En 2013, la coopérative est liquidée pour créer la SCOP *Prairial II* (1). Selon Vincent, son dernier président, “la coopérative est le mode d’organisation le plus difficile”. Le contexte a aussi changé : selon lui, “un basculement” s’est effectué dans les années 1990. La demande de bio augmente, l’offre aussi, *Prairial* est pris dans la “bataille de la concurrence”. L’important, au départ, était “l’emballage du produit” (la coopérative, le lien social, l’éthique) ; aujourd’hui, la clientèle veut “un produit de qualité à un prix raisonnable”, explique Vincent. Sans oublier une autre difficulté : l’augmentation des règles sanitaires, notamment pour le vrac.

Aujourd’hui, la Scop compte cinq salariées. Autour de la table, une équipe jeune et pleine d’espoir et des anciens coopérateurs nostalgiques semblent se faire face. Le fossé générationnel paraît béant. Les salariées, se sentant garantes de son histoire, souhaitent “conserver l’âme” de la coopérative et tendre vers l’autogestion.

CONTINUER DE TENDRE VERS L'AUTOGESTION

Sarah, employée-associée depuis 2016, a été “piquée à vie” par ce mode de gestion horizontal et “ne se voit pas revenir dans une entreprise classique”.

Dans ce nouveau marché du bio, qui “n’est plus forcément écologique”, *Prairial* travaille principalement avec des petites et très petites productrices et se rapproche des Amap. La Scop est aussi associée au *Groupe régional alimentaire de proximité* (GRAP) (2).

Romane Dubrulle ■

- (1) Société coopérative de production
- (2) Cette coopérative rassemble des actrices de l’alimentation bio locale, de la transformation à la distribution. Son objectif : fédérer confiserie, brasserie, biscuiterie, boulangerie, chocolaterie, épicerie, etc. dans un périmètre de 150 km autour de Lyon. Elle favorise l’agriculture paysanne, l’agroécologie et les circuits courts, et soutient les terres en conversion.

Le modèle associatif classique en question

Pourquoi une coopérative alimentaire autogérée devrait-elle se réunir à tous moments et pour tous sujets avant de prendre des décisions collectives ? En quoi un ou une membre, ou un groupe de membres, ne pourraient-ils pas prendre des décisions expérimentales quant au fonctionnement général de la structure ? Ouverture des portes, choix des produits, commandes, choix du banquier ou de l’assureur... Il n’est pas certain que les grandes messes collectives soient un espace où “la vérité” s’exprime le mieux.

Pourquoi une assemblée générale serait-elle, de par le nombre, un lieu capable de prendre les bonnes décisions ? Et d’ailleurs, y a-t-il de bonnes décisions ?

Une coopératrice peut très bien être capable de choisir un produit nouveau pour l’intérêt collectif comme il ou elle peut se tromper, mais une assemblée générale peut également se tromper... Toutefois, une assemblée générale engage l’ensemble des membres dans l’erreur alors que la décision individuelle n’engage que le coopérateur ou la coopératrice. Une décision collective engage un peu tout le monde et personne. Une décision individuelle engage la personne ou le groupe de personnes qui l’a prise.

Jean-Claude Richard



▲ Paiement en Gallécos à Rennes : l'utilisation de monnaies locales peut permettre de mieux définir nos besoins et de démonétiser ce qui relève des biens communs.

Le renouveau multiforme des coopératives de consommation

L'intérêt porté aujourd'hui à une consommation plus responsable, en particulier en matière d'alimentation, se traduit par un nouvel essor des coopératives de consommation. Jean-François Draperi apporte un éclairage sur leur histoire, qui explore d'autres pistes que les premiers articles de ce dossier.

DÈS 1835, MICHEL DERRION FONDAIT SUR la colline de la Croix-Rousse, à Lyon, la première coopérative de consommation française, le "commerce véridique et social". Si l'histoire coopérative internationale a gardé en mémoire la coopérative de Rochdale (en Angleterre) (1) plutôt que celle de Lyon, c'est parce qu'elle a résisté au temps et donné naissance à un mouvement de grande ampleur. Le Commerce véridique de Michel Derrion avait adopté des principes très proches de ceux que définiront les pionniers de Rochdale. Repris, discutés, amendés, révisés dans le cadre de l'*Alliance coopérative internationale* (ACI) dès sa fondation en 1895, les principes coopératifs sont aujourd'hui au nombre de sept.

On peut en donner une traduction rapide dans les termes qui suivent : engagement volontaire, égalité des voix, participation économique, autonomie de gestion, éducation, intercoopération et développement durable. L'ACI est aujourd'hui la confédération mondiale des mouvements coopératifs nationaux, qui réunissent à eux tous près d'un milliard de membres à travers environ 200 000 coopératives.

ESSOR PUIS FAILLITE DES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

Les coopératives de consommation ont longtemps constitué la principale branche du mouvement coopératif mondial. A leur apogée, à la fin des années 1970, elles disposent en France de 6 870 points de vente dont 5 300 petits magasins, 299 supermarchés et 30 hypermarchés sous enseigne Coop, et réalisent un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs (2 milliards d'euros). Les sociétaires clients sont environ deux millions. Les magasins coopératifs salarient environ 45 000 personnes et sont organisés en un mouvement puissant (2). La SGCC possède 14 usines produisant environ 300 articles, vendus sous la marque Coop : du riz à Arles, des conserves de légumes à Roye (Somme), des confitures et du coulis de tomate (Marmande, Lot-et-Garonne), etc. (3).

Beaucoup de ces coopératives connaissent une faillite dramatique en 1985. On attribue leurs difficultés économiques à leur incapacité à réagir de façon unitaire et efficace à l'essor des hypermarchés. On peut certes se demander si les "coop" n'avaient

(1) Équitables pionniers est une société coopérative fondée en 1844 par vingt-huit tisserands de Rochdale, souvent considérée comme fondatrice du mouvement coopératif.

(2) La Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC) fait paraître tous les quinze jours *Le coopérateur de France*, journal tiré à plus d'un million d'exemplaires. Les grandes coopératives régionales adhèrent à la *Société générale des coopératives de consommateurs* (SGCC), troisième centrale d'achat de France.

(3) Les coopératives ont également fondé une banque de dépôt (la BCC) qui dispose d'une société de financement. Elles ont créé une compagnie d'assurances (*La Sauvegarde*), une dizaine de colonies de vacances, un comité national des loisirs. Un laboratoire coopératif pour l'information, la protection et la représentation des consommateurs, fondé dès 1955, effectue un travail de recherche sur la qualité des produits et d'information des coopérateurs, et publie un bulletin bimensuel. Les coopératives ont également accompagné la fondation de l'*Office central de la coopération à l'école* (OCCE), des *Presses universitaires de France* (Puf), de la *Revue des études coopératives* (actuelle *Revue internationale de l'économie sociale*, ou *Recma*).



▲ Nuit debout, place de la République à Paris, 12 avril 2016 : les besoins doivent être définis démocratiquement

pas déjà perdu dans les années soixante-dix l'esprit pionnier et alternatif initial, dans lequel se reconnaissent aujourd'hui les initiatives alternatives alimentaires. Peut-être, mais il faut également se dire qu'aucune des questions que se posent les initiatives contemporaines n'a été ignorée par leurs prédécesseurs, même si les réponses ne sont plus les mêmes. Je propose d'aborder très rapidement quelques-unes de ces questions.

FINANCER LA COOPÉRATIVE

Le financement d'une coopérative de consommateurs s'appuie en premier lieu sur les apports de ses membres. En réalité, ces apports n'ont pas besoin d'être importants. En effet, à la différence de l'engagement dans une coopérative de travail, s'engager collectivement dans la consommation nécessite peu d'investissements. Au contraire, la coopérative de consommation génère des excédents, puisqu'on paye moins cher des produits achetés en plus grande quantité. Ainsi les populations les plus pauvres — y compris au 19^e siècle industriel — sont-elles capables de financer de telles coopératives. Les coopératives de consommation ont souvent été le préalable à toute autre forme de coopérative, précisément afin de constituer une épargne collective permettant de fonder une caisse d'épargne, qui fournit elle-même les crédits nécessaires pour bâtir un logement ou un atelier de production. Ce fut d'ailleurs le cas à Rochdale.

Ainsi, les coopératives s'appuient sur l'épargne de leurs membres plutôt que sur des aides publiques ou privées ou du crédit acquis auprès d'une société de capitaux. Le cas de la Louve est, sous cet angle, totalement atypique, puisqu'il a exigé un financement externe considérable (1,5 millions d'euros) et un appel aux membres non

moins considérable. Le principe consistant à relier le crédit à l'épargne renvoie au souci constant qu'ont les coopératives de garantir une autonomie de gestion, seule garante de leur indépendance politique comme économique. Le crédit octroyé par un tiers, même micro et solidaire, reste une dette. L'alternative coopérative au microcrédit réside dans la constitution, par les coopérateurs et les coopératrices, d'une caisse d'épargne et de crédit telle que le *Crédit coopératif* en France ou *Kafo Jiginee* au Mali, qui appartiennent à leurs membres et non à des actionnaires.

ACCESSIBLES À TOUT LE MONDE

La part sociale à acquérir y est faible, de façon à permettre à toutes et tous de devenir coopératrices : elle est de 7 euros à *Coop Atlantique* (4), de 6 euros à *Germinal*, coopérative de produits bio et équitables fondée à Auxerre en 1977, de 16 euros aux *Nouveaux Robinson* à Montreuil, fondés en 1993, qui disposent de 19 magasins pour une surface de vente de 5000 m². Mais elle atteint 100 euros à *La Louve* (5) Précisons ici que *La Louve* est, contrairement à toutes les autres, une coopérative fermée, c'est-à-dire réservée à ses membres. Sous cet angle, ce modèle semble relativement élitiste et potentiellement "communautariste" à côté des coopératives plus "classiques". Le site internet lui-même traduit le risque d'entre-soi : en dépit d'une grande capacité de communication — on parle bien plus de *La Louve* que des autres coopératives — l'essentiel de l'information est inaccessible aux non-membres. Une enquête permettrait sans doute de vérifier que des clients de milieux populaires sont plus présents dans les magasins de *Coop Atlantique* de Montreuil (*Nouveaux Robinson*) ou d'Auxerre (*Germinal*) que dans le supermarché de *La Louve*.

Pour aller plus loin

■ *Vivre Bien en Aunis*, B.P. 24, 17290 Aigrefeuille-d'Aunis, tél 05 46 35 60 81. Sur le site www.non-a831.com, un historique du projet et de son financement, avec les liens de nombreux documents y

(4) *Coop Atlantique* est la plus grande coopérative française de consommation. Créée en 1912 à Saintes, elle réunit 220 magasins (dont sept hypermarchés), 200 000 membres et 3 800 salarié-es.

(5) Plus précisément, chaque part coûte 10 euros mais il faut en prendre dix. *La Louve* est située à Paris, sur 1450 m² de surface de vente. Elle compte 6000 membres, et est la transposition à Paris du *Park Slope Food Coop* de New York.



▲ Le bâtiment du Park Slope Food Coop à New York.

SALARIAT, SYNDICAT, BÉNÉVOLAT ?

Une autre leçon des coopératives de consommation porte sur le rapport entre les consommatrices et les salarié-es. Les coopératives de consommation réalisaient leur projet de remplacer le capitalisme en organisant un partenariat avec les syndicats de salarié-es. Ceux-ci avaient en effet une place très importante, puisqu'ils étaient chargés d'organiser l'embauche et étaient étroitement associés au management et à l'organisation du travail. Ce "partenariat social", qui n'est pas sans rappeler les relations entre syndicat et patronat en Allemagne, a éclaté lorsque les coopératives sont entrées en crise. Sans doute l'une des raisons de ce retournement réside-t-elle dans le fait que les coopératives de consommation entendaient asseoir leur hégémonie sur l'ensemble de la production. Ce temps n'est plus (nous y reviendrons plus bas), mais la question de l'emploi et de la qualité du travail se pose avec plus d'acuité encore aujourd'hui... et les coopératives de consommation ne peuvent pas éviter d'y faire face.

Sur ce plan encore, le principe du bénévolat en lieu et place du travail salarié, à *La Louve* et dans les supermarchés coopératifs qui se développent dans plusieurs villes de France, questionne : historiquement, les bénévoles associatifs (mutualistes ou coopératifs) interviennent en complément des professionnels, et non en substitution. Ils et elles ne réduisent donc ni l'emploi ni la reconnaissance des acquis professionnels (6). Les *Nouveaux Robinson* vont plus loin en embauchant des catégories de personnes en plus grande difficulté d'emploi, d'anciens détenus par exemple.

Alors bien sûr, on peut rêver d'une société qui abolirait le salariat comme les premiers associationnistes mais, dans le cas présent, l'organisation des supermarchés coopératifs

du type de *Park Slope Food Coop* (New York), comme *La Louve*, est rendue possible parce que les bénévoles sont par ailleurs des salariés, et en général, des salariés privilégiés. Ce modèle ne peut être conçu comme une alternative que parce qu'il ne prend pas en considération le coût du travail des bénévoles, précisément, un coût que la société paie à travers la possibilité que ceux-ci ont de donner gratuitement des heures de travail. Ces *supermarchés* affirment qu'ils créent de l'emploi en achetant à des productrices, mais tout commerce, y compris le plus injuste, peut dire de même.

LES RELATIONS AVEC LES PRODUCTEURS ET LES PRODUCTRICES

Il faut donc étudier également les relations entre la coopérative et les productrices. Les coopératives de consommation se sont développées en concevant une alternative économique au capitalisme. Avec les excédents réalisés dans la vente, elles ambitionnaient de remplacer la production dans les sociétés de capitaux et d'acheter les terres pour la production alimentaire. Toute l'économie devait passer sous le pouvoir des consommatrices associées, représentant l'intérêt général.

Les coopératives de production, les coopératives agricoles, les coopératives artisanales et les coopératives de consommation n'ont jamais su se coordonner pour développer une inter-coopération à grande échelle. Pas plus qu'elles n'ont été capables de s'allier avec une économie de proximité, celle des très petites entreprises. C'est l'un des enjeux majeurs aujourd'hui : comme le disait Georges Fauquet (7) dès 1935, le secteur coopératif prolonge l'économie de proximité plus qu'il ne la concurrence. Seule l'économie portée par les grands groupes multinationaux le menace... de même qu'elle menace les petites

(6) De plus, les bénévoles ne peuvent être légalement sous leur autorité car ils et elles s'exposeraient à des poursuites pour travail non déclaré.

(7) Militant et théoricien du mouvement coopératif, auteur de *Le Secteur coopératif*.



▲ *Nuit debout, place de la République à Paris, 12 avril 2016 : les besoins doivent être définis démocratiquement*

entreprises. Là encore, la juste rémunération des producteurs et des productrices est une condition essentielle de l'essor de la consommation de qualité.

QUELLE ÉVOLUTION POUR LES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ?

Face à cette nécessité, plusieurs voies s'ouvrent :

- Soit les consommatrices s'allient aux productrices dans le cadre d'un échange équitable, à la manière des *Amap*. Même si les *Amap* ne sont pas, statutairement parlant, des coopératives, elles représentent le grand mouvement contemporain de coopération de consommation. On peut faire l'hypothèse que nombres d'entre elles évolueront vers une forme coopérative à l'exemple de *Dyonicoop* (Saint-Denis), qui est une forme de coopérative de fait. Mais les *Amap* peuvent aussi devenir des coopératives agricoles, des sociétés d'intérêt collectif agricole ou des *Sociétés coopératives d'intérêt collectif* (SCIC).
- Soit les consommatrices gardent le pouvoir d'administration et de gestion mais utilisent leurs excédents pour soutenir une économie locale dont ils et elles sont partenaires : c'est ce qui se passe par exemple chez *Germinal*, dans l'Yonne.

Et ces soutiens fondent une précieuse intercoopération qui permet de raisonner non seulement au niveau de la coopérative, mais au niveau du développement d'un territoire, d'un lieu de vie. La question n'est donc pas seulement d'avoir le meilleur produit au meilleur prix : laissons cela à Leclerc. Elle est aussi de rémunérer correctement des productrices et des salarié-es pour leur travail. C'est l'une des leçons des coopératives de consommation historiques, qui

avaient donné leur propre réponse à travers la notion de "juste prix". Ce qu'avaient compris des coopératives de consommateurs parisiennes avant 1900, telle l'*Égalitaire* (7100 membres en 1901) qui pratiquait le commerce équitable, soutenait également les ouvriers en lutte en Espagne ou la Verrerie ouvrière d'Albi, et qui faisait bénéficier ses salarié-es d'une caisse de retraite et d'une mutuelle de décès.

Pour mieux servir l'intérêt des consommatrices, il est nécessaire de porter son regard au-delà de la coopérative et de s'élever au niveau d'une alternative sociale et économique qui considère d'une part que chacun-e est à la fois productrice et consommatrice et d'autre part qu'un milieu de vie, un territoire, est riche de la quantité et de la qualité des échanges qui s'y déroulent.

Jean-François Draperi

Directeur du centre d'économie sociale du Cnam (*Cestes*)

Rédacteur en chef de la *Revue internationale*

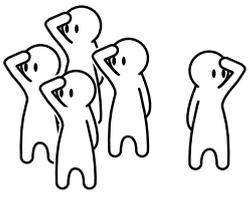
de l'économie sociale (*Recma*) ■

Pour aller plus loin, du même auteur :

■ *La République coopérative*, Larcier, 2012, distribué par les éditions Repas (repas.org).

■ *Coopérer pour consommer autrement*, Presses de l'économie sociale, 2017 (distribution : repas.org).

■ *Histoires d'économie sociale et solidaire*, Les Petits Matins, 2017



Les jardins nourriciers coopèrent pour surmonter l'effondrement

Dans la Drôme, l'association les Jardins nourriciers propose une nouvelle voie coopérative pour multiplier les surfaces à cultiver. Et, donc, les sources d'approvisionnement en cas de catastrophe tout en réinventant les liens à la terre.



Les Jardins nourriciers dans le Diois, ont comme principe de remettre en culture des parcelles délaissées pour créer de l'activité, d'augmenter la production maraîchère et l'autonomie alimentaire du territoire.

L'idée des jardins est aussi d'explorer d'autres pratiques, comme une technique de culture empruntée à la tradition amérindienne : elle associe maïs, haricot grimpant et courge, les "trois sœurs". Leur culture conjointe est mutuellement bénéfique, et montre un bel exemple de coopération. "Les plants de maïs servent de treille aux haricots grimpants, et les haricots fixent l'azote bénéfique à la croissance du maïs. Quant aux courges qui rampent, elles protègent le sol contre l'érosion hydrique et éolienne".

Permettre, à terme, de rémunérer tous les acteurs des jardins partagés

Les chantiers sont ouverts à toutes et à tous, débutant-es comme expérimenté-es ; chacun-e arrive et repart selon ses

envies et disponibilités. Quatre jardinières professionnelles accompagnent les bénévoles, et chaque heure travaillée au champ donne un droit d'accès à des paniers de légumes frais, locaux et bio (l'équivalent d'un gros panier pour une petite demi-journée). Ce qui n'est pas donné en contrepartie des heures de bénévolat est proposé en vente directe, comme dans une Amap traditionnelle.

Tout le monde y gagne : les bénévoles bien sûr, qui en plus de leur panier apprennent à jardiner, les propriétaires fonciers, dont les sols sont de nouveau cultivés, selon des principes agroécologiques et de permaculture qui les enrichissent au lieu de les appauvrir.

Les autres maraîchères n'ont pas de concurrence à redouter. L'indicateur le plus pertinent en la matière restant les ventes de l'Intermarché : tant que des habitant-es iront s'y fournir en légumes, on peut considérer que c'est là que réside la concurrence.

Bien sûr, l'association n'en est qu'à ses balbutiements, il n'est pas toujours aisé de mobiliser des bénévoles dont ce n'est pas le métier et il y a peu de monde les jours de pluie. Mais c'est une piste, très concrète, pour préparer la suite et mettre toutes les chances de notre côté pour que le prochain gros couac de l'espèce humaine se déroule pacifiquement.

➤ L'association Les Jardins nourriciers réalise également un accompagnement des particuliers pour les aider à lancer et entretenir un jardin en permaculture, elle met à disposition une vaste gamme de matériel de jardinage (outillthèque) et organise des formations.

Les jardins nourriciers, 3 place du marché, L'atelier, 26150 Die, lesjardinsnourriciers.com

En partenariat avec: www.reporterre.net



» Monnaies locales complémentaires

L'eusko triomphe à Bayonne

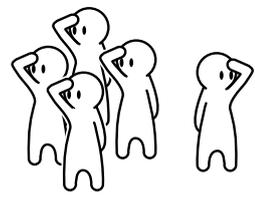
Par une délibération votée à l'unanimité le 19 juillet 2017, la Ville de Bayonne s'est engagée dans une convention avec l'association Euskal Moneta - Monnaie locale du Pays Basque pour mettre en place le paiement en eusko de dépenses à destination d'élus, d'associations ou d'entreprises volontaires. Engagement qui ne plaît pas à tout le monde, notamment au préfet des Pyrénées-Atlantiques qui a déposé un deuxième recours contre l'utilisation des monnaies locales par la ville le 9 mars 2018 (un premier recours en référé avait déjà abouti à un non-lieu avant l'audience prévue le 13 janvier 2018 au Tribunal administratif de Pau). Le paiement en eusko de frais publics serait contraire au code

monétaire et financier selon la préfecture. L'audience a eu lieu le 23 mars et le 29 mars 2018, le tribunal administratif de Pau a rejeté le recours du préfet. L'eusko se voit donc aujourd'hui promue par la ville de Bayonne et reconnue



par des instances étatiques. L'eusko est la plus importante monnaie locale de l'Hexagone, et la 3e au niveau européen, derrière le Chiemgauer, en Bavière, et le Bristol Pound, en Angleterre. La monnaie locale complémentaire est aujourd'hui maniée par plus de 3 000 particulier-es et 700 entreprises adhérentes, pour 754 400 euskos en circulation. De quoi inspirer d'autres villes et pousser chacun-e à franchir le pas : se procurer des monnaies locales !

Contact : Euskal Moneta, 20, rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, Tél. : 05 33 47 54 11, info@euskalmoneta.org



Bilan financier 2017

Résultat d'exploitation 2017 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2016	2017	Produits	2016	2017
Imprimerie	37	36	Reeves vendues	177	170
Achat marchandises	1	1	Ventes de marchandises	2	2
Frais reproduction divers	1	1			
Routage	32	33	Variations stocks	2	-3
Affranchissements	5	3			
Maquettiste	10	10			
Achats et charges externes	22	16			
Salaires & charges sociales	99	110	Aides	12	9
Amortissements	1	1			
Stocks	2	1	Reprise stocks	2	2
Droits d'auteurs/Taxe appr.	1	0	Soutiens et dons	7	7
Charges financières except.	0	0	Produis financiers	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0			
Dotation créance	2	0	Reprise prov. ant. Except.		21
Excédent/Perte	-11	-4			
Total charges	202	208	Total produits	202	208

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2017 (en milliers d'euros)

Actifs	2016	2017	Passif	2016	2017
Investissements	2	2	Fonds associatif	60	49
Stocks	7	4	Excédent/Perte	-11	-4
Titres participation	3	24	Total fonds propres	49	45
Prêt	0	0			
Clients	10	12			
Divers à recevoir	11	6	Fournisseurs	10	13
			Produits avancés	56	45
Trésorerie	90	69	Frais dus au personnel	16	18
Charges avancées	9	4	Divers, dettes	1	0
Total actif	132	121	Total passif	132	121

Un bilan en cache un autre...

Les comptes de notre association *Silence* font ressortir pour l'année 2017 une perte comptable de 4 410 €. Cependant ce chiffre est faussé par une reprise de provision de 21 000 €, ce qui implique que la perte réelle est de 25 000 €, malgré l'obtention d'une aide à la presse indépendante de 9 250 €, après avoir perdu 11 509 € en 2014, 8 538 € en 2015 et 11 189 € en 2016.

Le nombre des points de vente est resté stable, autour de 200, des dépôts s'arrêtant lorsque d'autres se lancent dans l'aventure. Le travail de recherche de nouveaux points de vente se poursuit, et *Silence* a travaillé à la diffusion de la revue avec son comité de développement et la mise en place de partenariats avec différents réseaux.

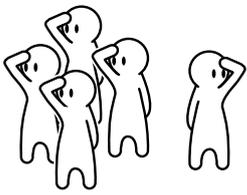
Néanmoins, attention aux dates ! Le bilan d'exploitation est clôturé au 31 décembre 2017 et ne prend donc pas en compte les fruits de la campagne de financement lancée au printemps 2018. Ensemble nous avons réussi à donner de "l'oxygène" à la revue et à l'association grâce aux fruits d'une campagne de finance participative qui a été un succès (grâce aux dons et aux abonnements nous avons récoltés plus de 35 000 €).

Il ne faut cependant pas nous reposer sur nos lauriers : l'avenir de la revue repose sur des abonnements durables et sur un accroissement du lectorat. Pour que *Silence* continue d'accompagner une société plus écologique et non-violente... faites connaître la revue !

Le tour Alternatiba 2018, c'est parti !

Silence était présent au départ du tour *Alternatiba* le 9 juin 2018 ! Pour rappel, du 9 juin au 6 octobre, le *Tour Alternatiba* parcourt 5 800 kilomètres sur des vélos multi-places, à travers la France et l'Europe. Les cyclistes s'arrêtent dans 200 étapes pour parler des alternatives permettant de contrer le changement climatique. De nombreux événements sont prévus midi et soir : villages des alternatives, conférences, concerts, manifs à vélo, animations, expositions, solidarité... et bonne humeur bien sûr ! <https://alternatiba.eu/>





Alternatives

MEDIAS

♦ **L'inventaire**, n°6, automne 2017. Revue semestrielle de critique sociale, *L'inventaire* se fait le porte voix de textes scientifiques, mais aussi de témoignages et de récits sur les évolutions de la société industrielle et capitaliste. On retrouve ainsi dans ce numéro le poème "La maison" de David Linkowski, le récit d'une action pour perturber le congrès de l'Association européenne pour l'amélioration des plantes en 2016 ou encore une analyse d'Aurélien Berlan sur "Le 'citoyen augmenté', un nouveau seuil dans l'aspiration à se délivrer de la politique". Une revue "pour tous ceux qui ne veulent ni déléguer la conduite de leur vie, ni céder leur part des affaires communes, ni renoncer à leur humaine condition".

♦ **Série Sorcières de "La série Documentaire"**, France Culture. Un documentaire de Céline du Chéné et Laurent Paulré, diffusé du 16 au 19 avril 2018. Une série en quatre épisodes qui interroge l'évolution de la figure de la sorcière, hier chassée, aujourd'hui féministe. Le 4^e volet de cette série retrace les différents mouvements féministes des années 1970 qui s'appuient sur la figure de la sorcière. On retrouve Xavière Gauthier, créatrice de la revue *Sorcières* en 1975, Starhawk, sorcière des États-Unis, écrivaine et militante écoféministe qui propose des rituels qui réunissent activisme écologique et anticapitaliste avec la magie, Isabelle Cambourakis, éditrice, créatrice de la collection "Sorcières" aux éditions

Cambourakis, Christelle Enault, artiste, Camille Ducellier, sorcière, réalisatrice et plasticienne et une sorcière anonyme du *Witch Bloc* d'Aix-Marseille. L'émission est réécoutable sur le site de France Culture.



♦ **Les mondes de l'écologie**, collectif, Revue *Esprit*, n°441, janvier-février 2018, 270 p., 20 €. La revue *Esprit* présente un dossier de près de 200 pages autour des questions écologiques, le changement climatique étant maintenant la concrétisation visible des alertes scienti-

fiques déjà fort anciennes. De très nombreux intellectuels abordent différents pans de la question (hauts fonctionnaires, universitaires, chercheurs). Beaucoup misent encore sur de possibles solutions techniques pour faire un virage nécessaire vers le durable (avec des croyances en la voiture électrique ou à l'économie circulaire). Heureusement les deux philosophes Dominique Bourg et Bruno Latour sont là pour expliquer que cela ne suffira pas : il faut diminuer de manière importante notre empreinte écologique pour arrêter de vivre en épuisant les stocks de ressource et cela suppose un fort changement de société. Des convergences et des divergences qui ne peuvent qu'enrichir le débat.

ÉDITIndé : une coopérative pour l'édition indépendante

Les maisons d'édition indépendantes ont de plus en plus de difficulté à trouver leur place face aux gros groupes éditoriaux, aux difficultés liées à la diffusion-distribution et à la visibilité. Pour leur donner plus de poids, une coopérative s'est montée. Elle permet de mutualiser les moyens de la chaîne indépendante du livre. ÉDITIndé est ainsi née fin 2017. La coopérative se donne pour but de mieux faire connaître l'édition indépendante et de promouvoir la bibliodiversité. Des initiatives ponctuelles sont montées, comme la Caravane de l'édition indépendante, qui doit parcourir l'Île-de-France au cours des mois de mai et juin 2018, d'autres plus pérennes, comme la publication d'une revue. Elle affirme fonctionner de manière transversale et égalitaire : chaque sociétaire dispose d'une voix. Ainsi aux côtés des éditeurs et des éditrices, toutes les personnes de la chaîne du livre ont vocation à être représentées, qu'elles soient autrices, lectrices, libraires, diffuseuses, etc.

Contact : ÉDITIndé, 19 rue des Grandes cultures, bât A, 93 100 Montreuil.



Société

Au chômage, la mort ne chôme pas !

En 2015, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) recensait 14 000 morts prématurées par an en France chez les personnes au chômage. Dans une étude qui s'est déroulée sur 8 ans, l'Inserm est arrivé à la conclusion que le fait de perdre son emploi fait chuter l'espérance de vie. La mortalité des chômeurs est trois fois supérieure à celle des travailleurs. Au chômage, le taux de suicide est plus important, mais également celui de pathologies cardiovasculaires : le risque d'accident vasculaire cérébral et d'infarctus est augmenté de 80% par rapport aux dits "actifs". La mortalité par cancer est aussi plus importante. Il en va de même chez les femmes et les hommes. Il est à noter que le chômage ne touche pas de manière égale toutes les catégories socio-professionnelles, les plus touchées sont bien souvent celles des travailleurs dont l'espérance de vie est déjà la plus basse. "Plus on est aisé, plus l'espérance de vie est élevée. Ainsi, sur la période 2012-2016, parmi les 5 % les plus aisés, l'espérance de vie à la naissance des hommes est de 84,4 ans, contre 71,7 ans parmi les 5 % les plus modestes, soit 13 ans d'écart" (Source Insee 2018).

La pression sociale vient s'ajouter ici à la baisse des revenus qui empêche de se soigner convenablement... Et il est probable que cette mortalité soit encore distribuée de manière inégale en fonction de la classe sociale et du métier d'origine.

» Andalousie

Libérer la terre des banques

Le 1^{er} avril 2017, le syndicat agricole andalou SOC-SAT occupait un terrain agricole de 75 hectares appartenant depuis 5 ans à la banque BBVA, près de Jaén. Le terrain n'était plus du tout cultivé depuis ces cinq années, à l'instar des 150 autres domaines aussi propriété de la banque. Pourtant celle-ci continue à percevoir chaque année des aides économiques de l'Europe (la PAC, Politique agricole commune) pour tous ces hectares.

Une aberration alors que la région culmine à 31% de chômage. De nombreux journaliers agricoles y vivent dans la misère. L'Andalousie doit faire appel au Programme Alimentaire Mondial (PAM) de l'ONU qui distribue 6 000 tonnes d'aide alimentaire rien qu'à Jaén.

L'exploitation occupée, rebaptisée "Cerro libertad" (Colline de la liberté), a été remise en culture par les paysannes. La Guardia Civil les a expulsés le 19 avril 2018.

Le SOC-SAT, qui se présente comme le "dernier syndicat agricole à occuper massivement des terres en Europe", appelle à soutenir les actions d'occupation, et à faire pression sur le Parlement européen pour qu'il remette en question l'attribution de subventions de la PAC à la BBVA.

Le syndicat est soutenu par le Forum civique européen, Hameau de Saint-Hippolyte, 04300 Limans, tél. : 04 92 73 05 98, www.forumcivique2.org





Le nucléaire au secours de l'extraction pétrolière

Le pétrole étant de plus en plus rare, les forages sont de plus en plus profonds... et cela entraîne une augmentation de la quantité d'énergie nécessaire pour le remonter à la surface. Et bientôt, l'énergie nécessaire pour produire un litre de pétrole sera supérieure à celle fournie par ce même litre de pétrole. Problème : dans les transports, les solutions alternatives au pétrole n'existent pas (ou peu) et il est donc envisagé de recourir

à d'autres sources d'énergie pour remonter le précieux liquide. C'est ainsi que la Russie a mis en route en mai 2018 la première centrale nucléaire flottante, sur une barge de 144 m de long sur 30 m de large, portant deux réacteurs de 35 MW (alors que les réacteurs terrestres font couramment plus de 1 000 MW). Cette centrale va être positionnée en mer de Barents (nord de la Russie) pour alimenter les plates-formes pétrolières en fonction dans les zones où le réchauffement climatique a fait fondre la calotte glaciaire. Que se passera-t-il en cas de tempête ? Mystère.

Le Canada a annoncé son intention de construire des réacteurs nucléaires près des zones d'exploitation des sables bitumineux pour les mêmes raisons. Une grave fuite en avant.

» Bouches-du-Rhône

La bioraffinerie Total fait tâche d'huile

La rentabilité l'a emporté sur l'écologie... La bio-raffinerie de Total à La Mède, dans les Bouches-du-Rhône, pourra entrer en action à l'été 2018. Conséquence ? L'augmentation de 64 % des importations d'huile de palme (pour atteindre 300 000 tonnes par an), production catastrophique pour les forêts notamment en Malaisie et pour le climat. À contre-courant de l'Union européenne, le gouvernement français s'oppose parallèlement à l'interdiction de l'huile de palme pour les carburants, au détriment de toute considération environnementale.

Nucléaire



De Bure à Bar contre le nucléaire

♦ **Casser la stigmatisation médiatique.** 3 500 personnes venues de toute la France ont participé à une manifestation festive le 16 juin 2018 dans le sud de la Meuse pour démontrer une nouvelle fois la possibilité de s'organiser contre le projet Cigéo d'enfouissement de déchets nucléaires inutile et dangereux porté par l'ANDRA. Le matin était consacré à des tables rondes pour revenir sur la construction anti-démocratique de Cigéo depuis 20 ans, la mise en œuvre de stratégies vicieuses par les institutions pour le faire passer et la colonisation du territoire à travers l'exemple de la nucléarisation autour de Cigéo et des GPlI (Grands projets inutiles et imposés). Malgré une ambiance décontractée et conviviale, la plupart des journaux n'ont titré que sur "les casseurs", figure récurrente

mise en avant par la plupart des médias. Cette manière de traiter médiatiquement les luttes actuelles masque les pressions policières à l'œuvre dans les rassemblements et les enjeux de la mobilisation. On aurait aimé lire d'autres titres, comme "Des citoyens de toute la France s'organisent contre le nucléaire", "Manifestation à Bar-de-Duc : revoir notre position face au nucléaire", ou encore "Une journée de mobilisation réussie pour la lutte anti-nucléaire".

♦ **Une vague de perquisitions et d'arrestations sans précédent.** Le mercredi 20 juin plusieurs lieux de vie liés à la lutte anti-Cigéo ont été perquisitionnés, dont la *Maison de résistance* à Bure. Dans le cadre d'une enquête ouverte en 2017, une commission

rogatoire permet de procéder à des perquisitions, auditions, interpellations de toute personne ayant été en relation, même ponctuelle, avec les opposant-es au projet. À l'instar de "l'affaire Tarnac" et des actes de solidarités envers des migrant-es, les autorités publiques tentent aujourd'hui de faire passer une opposition citoyenne pour une "association de malfaiteurs".

Fukushima

♦ **Poursuite du nucléaire.** Le 9 mai 2018, le réacteur Ôi 4 a été remis en route. Sept réacteurs fonctionnent maintenant au Japon. Le gouvernement espère toujours pouvoir en redémarrer une vingtaine et en construire de nouveaux, pour revenir à 20 % de la production électrique d'ici 2030 (contre 25 % avant l'accident de Fukushima). Le nouveau plan énergétique du pays, adopté mi-mai 2018, prévoit en effet que le développement des énergies renouvelables (15 % aujourd'hui de la production électrique, 24 % prévu en 2030) prendra la place de centrales thermiques (65 % avant l'accident de Fukushima, 83 % aujourd'hui, 56 % prévu en 2030) et non du nucléaire.

♦ **Arrêt de la surveillance de la radioactivité.** Près de 3 000 balises mesurant la radioactivité ont été installées en 2013 dans les communes autour de la zone évacuée pour rassurer les populations. Leur entretien coûtant cher (3,8 millions d'euros par an), la NRA, Autorité de régulation nucléaire, a annoncé l'arrêt progressif d'ici 2020, de toutes celles situées en dehors des zones évacuées (2 400). Cela a provoqué de nombreuses protestations notamment des parents d'élèves qui estiment, avec justesse, qu'il est toujours possible qu'il y ait une contamination ponctuelle lors de pluies et de vents venant du site de Fukushima, puisque les réacteurs accidentés continuent à émettre un nuage radioactif.



La Belgique banalise la pastille d'iode

Depuis début mars 2018, tout le monde peut en Belgique, aller chercher des pastilles d'iode en pharmacie. Cette mesure est présentée comme permettant à chacun-e de se prémunir en cas d'accident nucléaire. Cela reste à voir ! D'abord, les pastilles d'iode ne réussissent à saturer la thyroïde en iode non radioactif que si ces pastilles sont prises plusieurs heures avant l'arrivée d'un nuage radioactif. Si vous habitez près de la centrale accidentée, vous ne disposerez pas de ce délai. Ensuite, elles ne protègent que de l'iode radioactif... alors qu'un nuage radioactif contient des centaines d'autres radioéléments qui vont se fixer un peu partout sur le corps. Si vous n'avez pas de cancer de la thyroïde, vous pouvez vous attendre à beaucoup d'autres cancers (leucémies, cancer des os...). La seule protection efficace est l'arrêt des réacteurs.



NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Général Francis Lenne

Les impostures de la "dissuasion"

Ladite "dissuasion nucléaire", avec son invraisemblable cortège de bombes, est fondée sur un ensemble d'impostures à la fois historiques et stratégiques. Elle ne peut être ni acceptée, ni rejetée, ni comprise selon une approche rationnelle. Il existe cependant, enfin, un espoir pour en sortir grâce à une nouvelle approche de ce mal et à une meilleure compréhension de ses racines.



s'agisse de chacun-e de nous, de nos sociétés, de la civilisation, de notre espèce. Ladite "dissuasion nucléaire" est née à la suite d'un immense traumatisme qui fait suite à l'usage compulsif et inutile de bombes atomiques sur des populations civiles, alors que venait à peine d'être découverte la possibilité de déclencher le feu nucléaire. Les plaies restent encore ouvertes et cette tragique "stratégie" a pris la forme d'une mystique dont les manifestations contradictoires peuvent s'apparenter parfois à des troubles psychosomatiques.

Cette fausse "stratégie" est en effet construite comme la rationalisation post-traumatique du crime nucléaire originel refoulé dans l'inconscient collectif de l'humanité : falsification de l'histoire, puis construction de milliers de bombes atomiques de plus en plus puissantes, précises, projetables en tout point du globe en quelques minutes, dont l'usage de quelques-unes serait garant d'un suicide collectif d'ampleur mondiale et de destructions irréversibles de notre planète.

Simulacre de puissance

Selon l'expression d'Edgar Morin, il ne s'agit bien que d'un simulacre de puissance que la presque totalité des États a pourtant convenu d'éliminer. Les États dotés de ces armes entravent cependant cette transition et continuent à faire peser sur nous cette épée de Damoclès. Ladite "dissuasion nucléaire" qui en réalité ne dissuade rien se construit donc sur un déni, véritable "tentation psychotique". Pour en guérir, nous devons rechercher les fondements de cette menace, prétendue salvatrice, qui se place au sommet de toutes celles qui pèsent sur l'humanité et qui entrave lourdement leur résolution. Nous devons aussi en imaginer une thérapie adaptée. Avec l'ONU, une grande majorité de nations viennent de présenter, en 2017, un traité qui exige l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires, mais les États dotés résistent encore, au mépris de la volonté du plus grand nombre. Une autre démarche devra donc suivre, avec un véritable projet collectif de transition qui exigera que nous fassions tous le deuil de Hiroshima et de Nagasaki. Un projet sur lequel chacun-e de nous devra s'engager. La "dissuasion nucléaire" est une psychose dont nous pouvons guérir.

La menace de barbarie ultime comme prétendue garantie de sécurité

La France, qui continue à se fourvoyer avec une nouvelle loi de programmation militaire 2019-2025 qui prétend accroître encore la menace nucléaire pour des décennies malgré ses engagements internationaux au désarmement, peut et doit jouer un rôle majeur dans cette rémission. Cet appel à la plus extrême violence, cette menace de barbarie ultime comme prétendue garantie de sécurité et de paix concerne l'ensemble de l'humanité, qu'il

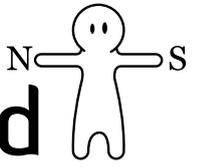
Annick Suzor-Weiner est professeur émérite à l'Université Paris-Sud, Vice-Présidente de Pugwash-France, membre du bureau d'IDN (Initiative pour le Désarmement nucléaire).

L'opposition à Eurosatory, le "salon de la mort", s'affiche

Une trentaine de collectifs, associations, syndicats, et organisations politiques se sont prononcés publiquement contre la tenue du "salon de la mort" qui s'est tenu à Villepinte en Seine-Saint-Denis du 11 au 15 juin 2018. Un rassemblement a eu lieu le mercredi 13 juin à 14 h devant l'entrée du salon Eurosatory, où exposent les professionnel·les de la défense et de la sécurité, et les alentours du salon ont vu fleurir des publicités dénonçant les entreprises liées à la production et à la vente

d'armes. Des activistes ont bloqué l'entrée du salon en s'allongeant par terre, d'autres ont remonté l'allée avec des valises dont s'écoulait du faux sang. Un groupe a réussi à s'introduire dans le périmètre d'un exercice de démonstration de matériel militaire et s'est interposé symboliquement devant les soldats, sous les yeux de délégations internationales. Rappelons que la France est la troisième puissance exportatrice d'armes avec 14 milliards d'euros d'exportations.





Guerre aux migrant·es

Et si Mamoudou Gassama, le jeune Malien naturalisé par Macron pour avoir sauvé un enfant pendu à un balcon, avait été soudanais ? Peut-être aurait-il connu les douceurs des services secrets de son pays plutôt que les ors de l'Élysée. Le 12 avril 2018, le *New York Times* a évoqué le cas d'un dissident politique expulsé de France et torturé à son arrivée à Khartoum, qui affirme avoir reçu la visite en France d'officiers de police soudanais. Or, officiellement, la France n'entretient pas de coopération avec le Soudan, dont le chef de l'État, Omar el Béchir, est toujours poursuivi pour « crimes de génocide » par la Cour pénale internationale.

Le 9 mai 2018, *Radio France International* a rappelé que, selon une enquête du site *Street Press* du 1^{er} octobre 2017, ce cas est loin d'être isolé. En effet, la France "collabore activement avec le régime" de Béchir depuis 2014 : "Partage d'informations, accueil d'agents soudanais chargés d'identifier les réfugiés, et même utilisation de bases de données de la police soudanaise par les pandores français..." Interrogées par RFI, des sources élyséennes dénoncent des "fantasmes" et assurent qu'il n'existe aucune forme "de coopération opérationnelle avec le régime soudanais sur ces questions-là". Pourtant en septembre dernier, le ministère de l'Intérieur lui-même avait reconnu la présence en France "d'une mission d'identification du Soudan"...

À qui profite le crime ?

La coopération des pays européens avec le Soudan en matière de répression de l'immigration n'est malheureusement pas une exception. Le rapport *Expanding the fortress* du 14 mai 2018, réalisé par TNI, une ONG danoise (1), confirme les conséquences politiques de l'externalisation des frontières de l'Union européenne dans les pays voisins, notamment le développement de la coopération avec des régimes autoritaires en dehors de tout contrôle du Parlement européen. Cette collaboration s'accompagne d'une militarisation et d'une brutalisation croissante de la lutte contre les migrant·es et renforce également les tendances criminelles de nombreux régimes contre leurs propres populations. Paradoxe apparent : les ventes d'armes européennes à ces régimes "alimentent les conflits, les actes de



violence et de répression, et de ce fait contribuent à l'augmentation du nombre de réfugiés".

Le rapport constate aussi que "l'augmentation des forces militaires et de sécurité européennes dans les pays tiers" et "la pression accrue sur les pays tiers pour qu'ils renforcent leurs capacités de sécurité aux frontières" ont conduit à une croissance du "marché de la sécurité en Afrique". Or, "l'augmentation des dépenses en matière de sécurité des frontières a bénéficié à un large éventail d'entreprises", comme "le géant de l'armement français Thales, qui est également un exportateur incontournable d'armes dans la région". Les contrats de conseil ou de formation profitent également à "un certain nombre d'entreprises semi-publiques et d'organisations internationales" comme la société para-gouvernementale française Civipol. Or "les groupes Thales, Airbus et Safran sont présents au capital de Civipol, qui a rédigé en 2003, à titre de consultant pour la Commission européenne, un document très influent établissant les fondations pour les mesures actuelles d'externalisation des frontières, dont elle bénéficie aujourd'hui". Et la boucle est bouclée...

(1) <https://www.tni.org>

Une chronique de : *Survie*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <https://survie.org>



Jardins du monde

Jardins du monde est une organisation française qui a pour objectif principal la valorisation de l'usage des plantes médicinales dans la santé communautaire, là où les populations ont difficilement accès à la médecine conventionnelle. Elle part du constat que dans de nombreux pays où la situation sanitaire est difficile, il existe une riche pharmacopée végétale. Face à la disparition des savoirs concernant l'usage des plantes médicinales et à l'érosion de la biodiversité, l'accès à ces pharmacopées traditionnelles a tendance à être plus difficile. Depuis 1992, *Jardins du Monde* étudie les plantes médicinales utilisées localement et partage ses données scientifiques avec ses partenaires, institutions sanitaires, ONG et organisations paysannes locales. Inventaires scientifiques, manuels, jardins pédagogiques de démonstration, formations des mères de famille, création de jardins thérapeutiques sont quelques-unes des ressources utilisées. Des équipes sont actives au Burkina-Faso, à Madagascar, au Guatemala, au Honduras, en Mongolie et au Tibet.

Jardins du monde, 1 rue des Senneurs, Z.I. du Moros, 29900 Concarneau, www.jardinsdumonde.org



La vacance de M. Hulot

Plus d'un an après la nomination de Nicolas Hulot en tant que ministre de la Transition écologique et solidaire, la liste des renoncements s'allonge. Ne rien attendre et être finalement déçu·e n'est pas le moindre des paradoxes. Mais l'état de la planète, les menaces climatiques, l'effondrement des écosystèmes nous invitent à garder l'espoir d'un sursaut vital, et ce malgré l'évidence d'un rapport de force défavorable et d'une orientation politique faisant la part belle aux "destructivistes".

Des ministres de l'écologie tenus en échec

Mais l'échec de Nicolas Hulot n'est malheureusement pas celui d'un individu. Il serait trop simple de croire qu'en le remplaçant par un autre, la situation serait différente. C'est tout un système qui est en cause, une incapacité à lire le jeu d'actrices et établir un rapport de force pesant sur les thuriféraires du système libéral.

Faute d'oser construire et assumer une radicalité écologique, les ministres de l'Écologie succombent successivement au syndrome de la plante verte. Au mieux, le ou la ministre est appelé·e à faire de la figuration ; au pire à justifier sous un verbiage vert pale des renoncements divers et variés.

Avec Nicolas Hulot, nous avons franchi un cap, celui d'une écologie télévisuelle qui simule une fausse radicalité sans en avoir sérieusement les attributs. Faute d'ancrage territorial et de relais locaux, c'est un homme seul ; seul face à la société du spectacle qui se délecte de ce vide télévisuel. Lorsqu'une personnalité publique accepte des responsabilités institutionnelles, elle renonce à sa part d'autonomie et d'exigence pour négocier

des compromis. Quel que soit le degré de radicalité du ou de la ministre, si ce·tte dernier·e est seul·e face à l'institution, il ou elle sera rapidement frappé·e d'apoplexie. C'est ce qui arrive à Nicolas Hulot, incapable de construire un rapport de force en s'appuyant sur un mouvement écologique déterminé.

Reconstruire un rapport de force écologique

De fait, l'échec de Nicolas Hulot nous renvoie à l'atonie du mouvement associatif, appelé à négocier sans fin des grenelles, conférences environnementales, états généraux, assises, etc. Et pendant que les négociatrices négocient, la base se désespère et les oiseaux ne chantent plus. L'heure est à la construction d'un véritable rapport de force, adossé à un vaste mouvement social fort de plusieurs dizaines de milliers d'adhérent·es. Sans majorité culturelle, sans base mobilisée, ministres et responsables associati·ves ne sont rien ; perdu dans les méandres du labyrinthe institutionnel, le mouvement associatif s'assèche. Comme le veut la formule, "on a souvent tort d'avoir raison tout seul".

L'échec était donc prévisible car la personne providentielle n'existe pas. Même si ce personnage médiatique était sincère et déterminé, il ne peut rien face à la puissance du système capitaliste. Faute d'oser formuler ce diagnostic, nous sommes condamnées à aller de déception en déception. L'heure est à la reconstruction d'une écologie populaire enracinée et prête à engager le fer. Sans cette première étape, le sommet continuera à négocier sans base mobilisée et persistera à cantonner l'écologie à sa version édulcorée, allégé en radicalité ; inefficace mais vu à la télé.

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

Plan banlieue : rien à attendre des pouvoirs politiques

Le 22 mai 2018, le gouvernement mettait de côté un plan d'envergure à destination des quartiers populaires en proposant des mesures à la marge, comme l'ouverture de 30 000 places de stages en entreprise pour les élèves de 3e de ces quartiers. Le rapport Borloo tirait pourtant la sonnette d'alarme sur le systématisme et l'ampleur des discriminations. Loin de l'Élysée, s'est tenue en parallèle l'Assemblée Générale de la coordination des quartiers populaires "Pas sans nous" les 12 et 13 mai à Marseille. Sans manifester de surprise, la coordination pointe l'absence d'implication des habitant·es et de démocratie participative dans l'élaboration de ces mesures et le manque de lutte contre toute forme de ségrégation. Après ces constats, la coordination réaffirme l'importance de se coordonner et d'agir en dehors de l'agenda institutionnel. À Marseille, les "Pas sans nous 13" organisent des espaces citoyens d'expression et de mobilisation par exemple.

(Source : *Le Ravi* n°163, juin 2018)

L'antispécisme, le futur de l'écologie politique ?

Le 8 février 2018, Aymeric Caron, journaliste et militant pour la cause animale, annonce la création d'un nouveau mouvement écologiste, le *Rassemblement des écologistes pour le vivant (REV)*. Le REV se positionne comme une alternative au parti politique *Europe Écologie Les Verts (EELV)*. Un des clivages entre les deux partis est le rapport au vivant. Le REV se définit comme anti-spéciste, une vision politique qui place le bien-être animal au même plan que le bien être humain et lutte contre l'exploitation animale et l'élevage quel qu'il soit. Les anti-spécistes sont très majoritairement vegans, un régime qui exclut la consommation de produits d'origine animale ou issus d'animaux : chair, fourrure, cuir, laine, soie, graisses animales. Le REV se positionne pour l'interdiction de la corrida, de la vivisection et l'interdiction progressive de la consommation de viande. Au-delà de la cause animale, ce nouveau parti se revendique féministe, antiraciste, non-violent, pro-migrant·es, pro-services publics, pour la réduction du temps de travail à 28 heures par semaine et pour la réinvention démocratique, notamment.

<https://rev-parti.fr>, contact@rev-parti.fr

» Violences policières

La France condamnée à une amende historique par l'Europe

Fin mai 2018, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné la France pour "traitement inhumain et dégradant" envers Abdelkader Ghedir, victime d'un coma en 2004 après une violente interpellation par des agents de la sûreté ferroviaire et des policiers dans une gare de la région parisienne. D'ici le 15 août 2018, elle devra donc verser 6,5 millions d'euros à Abdelkader Ghedir et sa famille.

Un sanctuaire vegan et féministe en Nouvelle-Zélande

Quand le féminisme, la lutte contre le gaspillage et la cause animale avancent main dans la main.

À une heure de Wellington, un couple de deux femmes militantes pour la cause animale fait vivre un sanctuaire recueillant des animaux d'élevage. Elles sont aidées au quotidien par un petit groupe de volontaires, allant de deux à huit personnes selon les périodes de l'année, et étant composé le plus souvent de routard-es venu-es en Océanie pour travailler, faire du *wwoo-fing* et voyager.

Il est 17h, le soleil commence à disparaître derrière les vertes collines néo-zélandaises en cette journée d'hiver, et Larry, Dorris et Squeaky grognent d'excitation en sentant l'odeur du repas qui approche. Larry est un petit *kunekune* – une race locale de cochons domestiques – abandonné par ses propriétaires. Dorris est une grande truie rose au regard doux, née dans un élevage industriel. Quant à Squeaky, elle a commencé sa vie dans un mini-zoo.



nombre d'animaux sont malades, âgés ou handicapés – sont couverts grâce à l'argent généré par un réseau de trois magasins de seconde main. Ce système permet au sanctuaire de ne pas être dépendant des dons, tout en encourageant une consommation plus responsable. Que ce soit par rapport aux produits animaux ou à la production industrielle de vêtements dans des conditions critiquables sur le plan éthique et environnemental, l'idée est

la même : dans une société capitaliste, le pouvoir du consommateur repose sur l'argent dépensé ou non. Dans ces boutiques, nul T-shirt sexiste ou décoration pseudo-maori : l'équipe du sanctuaire est en effet très vigilante vis-à-vis des stéréotypes en tous genres et de l'appropriation culturelle. Sur le comptoir, des stickers, badges et flyers visent à sensibiliser aux différents types d'oppression (sexisme, racisme, homophobie et transphobie...) et à encourager un changement des mentalités.

Échappées de justesse à l'abattoir

Les trois animaux ont échappé de justesse à l'abattoir et font aujourd'hui partie des deux cents pensionnaires qui coulent des jours paisibles au sanctuaire vegan.

Les cagettes pleines de légumes, de fruits et de riz, qui vont leur être apportées d'une minute à l'autre par l'un des volontaires, sont intégralement constituées de restes encore consommables récupérés dans les poubelles de plusieurs grandes surfaces environnantes. Alors que le "glanage alimentaire" est parfois découragé par le verrouillage des poubelles ou l'étalage de produits toxiques, ces supermarchés ont passé un accord avec le sanctuaire, voyant un avantage dans la réduction de leur quantité hebdomadaire de déchets. Près de 750 kilos de nourriture sont ainsi collectés chaque semaine, triés par les volontaires et distribués aux animaux.

La plus grande part des frais de fonctionnement – notamment les frais vétérinaires qui peuvent s'avérer élevés comme un certain

Sensibilisation aux droits humains et animaux

Toujours dans une optique féministe, les femmes sont encouragées à se saisir des outils et à s'atteler aux travaux de construction lorsque des enclos ou des abris doivent être construits ou réparés. Alors que le bricolage ou l'entretien des véhicules ne font généralement pas partie de la socialisation féminine, l'absence de jugement et l'encouragement par les pairs doivent ici permettre à celles qui le souhaitent d'élargir leurs compétences.

L'éducation jouant un rôle clef dans le changement des comportements, l'équipe du sanctuaire envisage dans le futur de mettre l'accent encore davantage sur la sensibilisation aux droits humains et animaux. En attendant, cela fait bientôt dix ans que cette initiative illustre quotidiennement la possibilité de mener plusieurs combats en même temps.

Chaque mois, retrouvez dans cette chronique un lieu habité dans un esprit féministe.

Vers une constitution plus égalitaire ?

Le *Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE)* a publié le 18 avril 2018 une série de recommandations visant à réviser la Constitution française et à la rendre plus égalitaire. Parmi les suggestions : remplacer l'expression "droits de l'homme" par "droits humains", recourir à une écriture égalitaire, inscrire le droit à la contraception et à l'avortement dans le préambule de la Constitution, remplacer le terme "fraternité" par "solidarité" ou "adelphité" (terme neutre peu usité qui regroupe les notions de fraternité et de sororité). Reste à savoir si ces recommandations rencontreront un écho quelconque.

» Palestine

Nisaa FM : la voix des femmes

À Ramallah, la capitale de l'Autorité palestinienne, il existe une radio entièrement composée de journalistes femmes. Créée en 2010, cette radio féministe aborde comme les autres radios tous les sujets, de l'actualité politique régionale aux enjeux économiques internationaux. *Nisaa* (ce qui veut dire "femme" en arabe) est portée par la fondation *Womanity*, qui a pour but d'accompagner l'émancipation des femmes à travers le monde. La station vise à transformer l'image des femmes dans les médias palestiniens et donne la parole aux auditrices. Elle compte aujourd'hui 300 000 auditrices (il y a aussi des hommes !) en Cisjordanie, en Israël et à Gaza.

<http://www.radionisaa.ps>





Environnement

Le gouvernement français préfère-t-il la sanction à la lutte contre la pollution ?

POLLUTION : LA FRANCE ENVOYÉE DEVANT LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE



6 pays, dont la France, ont été renvoyés devant la Cour de justice de l'Union européenne le jeudi 17 mai 2018, car ils ne respectent pas le taux de pollution de l'air fixé par l'Union européenne. Selon un article de *Public Sénat*, "depuis près de dix ans, la France vivait sous la menace d'une sanction de la Commission européenne, pour son non-respect de la directive européenne de 2008, sur la qualité de l'air. Bruxelles a annoncé le 17 mai 2018 qu'elle la renvoyait avec cinq autres États membres devant la Cour de justice de l'Union européenne." Il y a eu plus de six rappels à l'ordre avant l'arrivée de cette condamnation. "Publié ce mois-ci, le dernier rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), rappelle que la pollution de l'air tue environ 500 000 personnes en Europe chaque année, dont 48 000 en France." Les réponses proposées par le ministre de l'Écologie en février 2018, notamment autour de la réglementation de la circulation des véhicules polluants n'ont pas été jugées suffisantes. Le gouvernement s'expose à une amende de 11 millions d'euros, ainsi qu'à des pénalités journalières d'au moins 240 000 euros, jusqu'à ce que le seuil de qualité de l'air soit respecté. (Source : *Publicsenat.fr*)

» Vaucluse

Un autre horizon pour le Mont Ventoux ?

À Bedoin, au pied du Mont Ventoux, la colère gronde. Le maire défend en effet la construction d'un gros complexe commercial baptisé *All Bike Ventoux Provence*, qui comprendrait la construction d'un vélodrome couvert et enterré pouvant accueillir jusqu'à 2 000 spectateurs, d'un parking souterrain de 800 places, d'un hôtel quatre étoiles de 100 chambres, d'une galerie marchande, de bureaux, d'un cinéma, de trois musées, de deux restaurants, d'une piscine... à deux pas du centre historique de la ville. Structure complètement disproportionnée pour cette commune de 3 000 habitants, elle vise à dynamiser le tourisme au détriment de l'environnement, de l'économie locale et du bon sens. Le Mont Ventoux attire chaque année cyclistes et randonneuses, et l'activité touristique arrive déjà à saturation. Un collectif s'est donc monté pour s'opposer au projet, et a édité en mars 2018 le premier numéro de sa gazette, *Horizon Ventoux*, afin d'informer la population sur les enjeux d'un tel projet.

Contact : tél. : 06 25 73 43 37, collectifcbv@gmail.com, www.collectifcbv.wordpress.com



» Trains de nuit

S'endormir à Vienne, se réveiller à Berlin



Le train de nuit Berlin - Vienne / Budapest sera de retour dès décembre 2018 ! Les Chemins de fer fédéraux autrichiens (ÖBB) l'ont annoncé, le train de nuit entre Berlin et Vienne sera quotidien, et démarrera officiellement en décembre 2018. Ce train remplace le "Metropol", train de nuit hongrois, qui ne fonctionne plus depuis l'hiver 2017.

À l'heure où l'avion et la voiture, particulièrement énergivores, assurent une part importante des déplacements très longue distance, le train de nuit apparaît comme une solution économique et écologique.

» Science participative

Mesurer le déclin des oiseaux avec le STOC

Le programme STOC (Suivi temporel des oiseaux communs) est une structure scientifique originale liant d'un côté une instance française de recherche, le Muséum d'histoire naturelle, (et son Centre de Recherches sur la Biologie des Populations d'Oiseaux), de l'autre une myriade de volontaires qui seront chargés des observations de terrain.



Le but de cette expérience de science participative est simple : obtenir un comptage fiable des oiseaux de nos campagnes.

Chaque participant-e au dispositif, intervenant bénévolement, a en charge l'observation, en deux moments de l'année, d'un espace de 4 kilomètres carrés. Sur cet espace, chacun-e répartit 10 points de comptage et accorde un temps de 5 minutes pour chaque point.

Contact : vigenature.mnhn.fr et www.vigie-plume.fr. Adresse postale : Delachaux et Niestlé, 25, boulevard Romain Rolland, 75014 Paris.

» Saône-et-Loire

La ferme des 4 000 bovins ne verra pas le jour

Le bras de fer qui opposait population et industrie de la viande à Digoïn en Saône-et-Loire a abouti à l'arrêt d'un projet de taille industrielle. Un exploitant agricole avait fait la demande d'autorisation pour un centre de mise en quarantaine de bovins avant leur export, d'une capacité d'accueil de 3 910 individus. Le projet était dénoncé par des riverains ainsi que par la *Confédération Paysanne*. Une pétition lancée par *Agir pour l'environnement* a recueilli plus de 68 000 signatures. En décembre 2017 le commissaire enquêteur apportait une réponse négative, en raison des difficultés de l'exploitant à maîtriser les nuisances de son industrie. Le préfet du département a confirmé le rejet du projet le 4 mai 2018.



L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

Le glyphosate : la FNSEA gouverne en sous-main

Comment le gouvernement a renoncé à imposer par la loi une sortie du glyphosate malgré les annonces gouvernementales.

« J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans 3 ans » disait Emmanuel Macron le 27 novembre 2017. On pouvait donc penser à l'époque que l'État allait prendre des mesures fermes pour tracer une voie claire vers une sortie des herbicides à base de glyphosate – comme les fameux Round Up – sans attendre une hypothétique interdiction du glyphosate par l'Union européenne dans 5 ans. La précision du propos – le président de la République parlait de dispositions gouvernementales à prendre – laissait penser qu'un plan de sortie précis allait être adopté. Et comme la loi sur l'agriculture et l'alimentation, issue des États Généraux de l'Alimentation allait être discutée dans les mois suivants

beaucoup pensaient que l'interdiction du glyphosate pourrait être inscrite dans cette loi. Et les débats parlementaires allaient dans un premier temps aller dans ce sens. En effet, ce fut d'abord la commission environnement de l'Assemblée nationale qui adoptait, sous l'impulsion de la députée Delphine Batho, un amendement de sortie du glyphosate en trois ans. Dans la foulée, le rapporteur de la Commission des affaires économiques, le député En Marche Moreau allait lui aussi jusqu'à proposer un amendement pour une sortie du glyphosate en trois ans mais en l'assortissant de possibles dérogations. Cet amendement, bien que bien moins ambitieux, avait l'avantage de pouvoir facilement, sur le papier, trouver une majorité à l'Assemblée et donc acter dans la loi un virage, prudent, vers une sortie du glyphosate.

Le lobby fait sa loi

C'est à ce moment-là qu'eut lieu le tournant qui allait amener le gouvernement à renoncer à toute inscription de la sortie du glyphosate dans la loi. En effet, le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, allait s'opposer fermement à cet amendement du rapporteur de la loi et lui demander de le retirer... ce qui fut fait moyennant la promesse par le ministre que le Plan pesticides à paraître allait contenir des mesures sur le glyphosate. Mais celui-ci, présenté quelques jours plus tard ne contenait absolument aucune mesure relative à l'interdiction de cette molécule ! Le renoncement du gouvernement était donc officiel et définitif, tous les amendements proposés ultérieurement en séance plénière pour une sortie du glyphosate étant repoussés par le gouvernement.



On a donc assisté, en l'espace de quelques jours à un arbitrage gouvernemental favorable au ministre de l'Agriculture, très sensible aux pressions forcenées de la FNSEA, au détriment des demandes du ministre de l'Environnement et de nos propositions. Il s'agit clairement d'un tournant dans la politique gouvernementale qui signe un renoncement aux ambitions environnementales en matière d'agriculture... et sans doute au-delà !

» Chlordécone

Une contamination aux pesticides sans précédent aux Antilles

Au début du mois de juin 2018, le journal *Le Monde* sort une enquête alarmante. Elle affirme que la quasi-totalité des Guadeloupéennes et des Martiniquaises sont contaminées par un pesticide ultra-toxique, le chlordécone. Interdit aux États-Unis dès 1977, le chlordécone a été utilisé dans les plantations de bananes jusqu'en 1993 malgré les risques sanitaires déjà connus, sous couvert d'absence d'alternative (c'est le même débat avec le glyphosate aujourd'hui). Ce pesticide, qui est passé dans la chaîne alimentaire, a contaminé plus de 90 % de la population de ces territoires. Perturbateur endocrinien classé comme cancérigène possible par l'Organisation mondiale de la Santé depuis 1979, le chlordécone est responsable entre autres de problèmes neurologiques, de problèmes de fertilité et elle augmente fortement les risques de cancer de la prostate. La Martinique détient le record mondial du nombre de cancers de la prostate, avec 2272 cas pour 100 000 hommes chaque année. Il n'existe pas, pour l'instant, de technique de décontamination pour le chlordécone, qui continue de polluer les sols et d'empoisonner le vivant. Ce scandale sanitaire, environnemental et social, vieux de plus de 30 ans, est resté étrangement peu étudié et médiatisé en métropole, alors que c'est de la santé et de l'environnement quotidien de la quasi-totalité de la population de la Guadeloupe et de la Martinique dont il est question.

Les pesticides favorisent la maladie de Parkinson

Une étude scientifique réalisée fin 2017 et publiée par l'Agence nationale de santé publique début avril 2018, établit une corrélation claire entre usage ou exposition aux pesticides et maladie de Parkinson. Intitulée "Incidence de la maladie de Parkinson chez les agriculteurs et en population générale en fonction des caractéristiques agricoles des cantons français", elle montre que les exploitant-es agricoles ont 13% de risques supplémentaires par rapport à la population générale de déclarer cette maladie, et que les populations vivant dans des cantons fortement viticoles ont 10% de risques de plus que le reste de la population d'être atteintes. "Cette étude nationale confirme la spécificité de la population professionnelle agricole vis-à-vis de la maladie de Parkinson. En outre, ses résultats suggèrent que l'exposition environnementale liée à l'utilisation agricole de pesticides pourrait être associée à la maladie de parkinson", concluent les auteurs du rapport. (Source : *Généralions Futures*, 10 avril 2018).

Vélo (rution)

Vélo dans les trains, encore un effort !



Les associations de promotion du vélo s'unissent au printemps 2018 pour mener une campagne pour le vélo dans les trains. La situation se dégrade en effet de plus en plus : le nombre de places vélos dans les TGV se réduit fortement depuis quelques mois : les vélos à bord des Thalys sont interdits, les TGV vers l'Allemagne ont perdu leurs places vélos, le service a été supprimé en décembre 2017 dans les rames Lyria vers la Suisse, aucun train vers l'Italie ou l'Espagne n'a de places vélos. Les associations (notamment

la FNAUT, la FUB, la Vélorution, CyclotransEurope, FNE, AF3V) lancent une campagne de pression envers le Parlement européen pour que des mesures soient prises afin de réserver des espaces dédiés aux vélos non démontés dans tous les trains.

CyclotransEurope, 32, rue Raymond Losserand, 75014 Paris, www.eurovelo3.fr

Le vélo rassemble même à l'Assemblée

Deux-cents parlementaires ont rédigé et signé, fin avril 2018, une tribune appelant le gouvernement à mettre en place un plan vélo. Les signataires demandent à ce que ce moyen de transport soit mis "au cœur de la mobilité du quotidien", puisque le "tout-voiture est dans une impasse". Ils et elles rappellent que le vélo "croise de nombreux enjeux" : "l'accès à la mobilité pour tous, la lutte contre l'enclavement, la solidarité, la santé, l'accès à l'emploi, l'optimisation des infrastructures, la décongestion et la lutte contre le réchauffement climatique". Le vélo semble enfin être un sujet qui met les parlementaires d'accord. Initiée par Matthieu Orphelin de la République en marche, la tribune est signée aussi bien par des Républicain-es que des membres de la France insoumise.

Annonces

» DON

■ **Tarn-et-Garonne.** Je donne une cinquantaine de cartons de déménagement, solides et en parfait état. Pour les récupérer, veuillez m'appeler au 06 83 02 22 98. Mireille.

» VIVRE ENSEMBLE

■ **Sud-Ouest.** Elle a 31 ans, a fait des études et possède 10 ans d'expérience en cuisine, notamment bio et végétarienne. Excellent contact avec les enfants, BAFA. Sa vie s'est écroulée après une *burn-out* professionnel. Des médecins l'ont diagnostiquée bipolaire, des psychothérapeutes hypersensible, à haut potentiel, etc. Elle est pleine de talents, mais a perdu sa joie de vivre. Elle cherche à collaborer et à vivre dans un milieu bienveillant et non-jugeant, si jamais un tel lieu existe dans le Sud-Ouest et si des personnes stables peuvent s'associer avec elle, dans un projet où elle cuisinerait et d'autres gèreraient les devis, les commandes, etc. Si vous êtes un lieu, une structure où elle pourrait s'épanouir en faisant de la pâtisserie bio pour des anniversaires, etc. alors téléphonez-moi au 05 65 60 23 28 (le lundi). Merci pour elle.

Gratuites: Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces:** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais:** Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle:** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées:** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection:** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Échange d'encart contre stand



**EN FINIR
AVEC LA LOI DU
PLUS FORT**

IMAGES MOUVEMENTÉES
LE FESTIVAL DE CINÉMA D'ATTAC - 16^e ÉDITION
SEPT. - OCT. 2018 au cinéma 5 Caumartin (Paris St-Lazare) %

Toutes les informations sur le site: <http://imagesmouvementees.fr>

HAUTES-ALPES : FOIRE BIO GÉNÉPI 8-9 septembre

À Embrun. Pour la 20^e édition de la Foire, l'équipe de l'association *Génépi* d'Embrun reste fidèle aux objectifs recherchés au cours de toutes ces années : mettre en valeur des actions locales mais aussi sensibiliser le public de la Foire bio à des problématiques planétaires. 200 exposant-es du marché paysan, des artisan-es, des restaurat-rices et des associations, un concert exceptionnel, chants, spectacles, animations pour les enfants...

Plus d'infos : Association *Génépi*, Communauté de Communes de Serre-Ponçon, 6 impasse de l'observatoire, 05200 Embrun, courriel : genepi@genepi-foire-bio.org, tél. : 04 65 03 05 60 (laissez un message).

HAUTE-SAÛNE : LES BIO JOURS 8-9 septembre

À Faucogney-et-la-Mer, organisés par l'association *Terres* (Tremplin pour une économie responsable de l'environnement et solidaire). 100 exposant-es, village associatif sur les thèmes de l'environnement, des droits humains et du lien social : conférences, animations, bal folk, balades botaniques, marché bio de producteurs, marché artisanal.

Terres, 15, rue de l'Oratoire, 70110 Villafans, tél. : 03 84 20 97 17, www.lesbiojours.fr

SEMUR-EN-AUXOIS : FOIRE BIO 23 septembre

36^e édition de cette foire, qui avait en 2017 versé le résultat de ses ventes à la revue *Silence*. La Foire écologique est aujourd'hui la vitrine départementale et régionale des producteurs et des artisans bio. Elle est également une vitrine locale des associations qui œuvrent pour l'information, la sensibilisation, l'éducation, la préservation et la défense de la nature, de notre cadre de vie.

foireecologiqueseumur@laposte.net

Films, spectacle, culture

PARIS : FESTIVAL IMAGES MOVEMENTÉES 20 septembre-4 octobre

Le thème de cette 16^e édition est "En finir avec la loi du plus fort" : en finir avec l'hégémonie de la finance, avec la domination masculine, renouer avec la solidarité, trouver les moyens d'inverser les rapports de force... La programmation sera variée : courts et long-métrages, documentaires, fictions, films d'animation... À noter : deux films projetés en avant-première (*Libre* de Michel Toesca sur Cédric Herrou et *Rêver* sous le capitalisme de Sophie Bruneau) et un programme de courts-métrages. Nous associerons, comme toujours, le cinéma et la réflexion avec un débat à l'issue de chaque projection. Le festival est prévu du 20 septembre au 4 octobre 2018, les mardis et jeudis soirs, au cinéma Les 5 Caumartin (Paris 9^e).

Toutes les informations sur le site : <http://imagesmouvementees.fr>

santé

SAINT-ÉTIENNE : JOURNÉES D'ÉTÉ D'ALIS 7-10 septembre

L'Association *liberté information santé* (ALIS) organise ses 13^e journées d'été dans la Loire, au Centre international de séjour, 4 bis rue de Roubaix, 42000 Saint-Étienne. Le 8 septembre à 9h30 : "Cholestérol : ami ou ennemi ? Abaisser le cholestérol : utile ou inutile ?", avec Michel de Lorgeril ; 14h : "Les bactériophages" avec Paul-Hervé Riche ; 16h30 : "Plus jamais d'enfants malades" avec Robert Masson ; 20h30 : "La casse du système de santé français en 40 ans" avec Nicole Delépine. Le 9 septembre

FRANCE : QUINZAINE DE LA NON-VIOLENCE 21 septembre-2 octobre

Cette année la quinzaine a pour thème "Face à la précarité et à l'exclusion : de nouvelles formes de solidarité. Construire un monde où chacun ait sa place".

À Lyon : Vendredi 21 septembre à 18h-23h, espace Jean Couty, 9^e arrondissement : forums "La nuit nous appartient", "Pour une nouvelle convivialité nocturne dans les quartiers". Lundi 24 septembre à 18h, place Bellecour, 2^e arrondissement : "La solidarité n'est pas un délit : je continuerai à donner mon ticket", action contre l'interdiction de donner son ticket encore valide à la sortie des transports en commun lyonnais. Jeudi 27 septembre à 20h,

Le Zola, Villeurbanne : film *Youmeddine* de Abu Bakr Shawky. Vendredi 28 septembre à 20h, *Les Alizés*, Bron : film *Le vaurien* en présence du réalisateur Mehdi Senouss. Ateliers, journées et soirées théâtre-forum, contes, jeux coopératifs, formation à l'éducation bienveillante.

Au Creusot : Vendredi 21 septembre à 18h30, salle Guynemer : "Un an après la signature du Traité d'interdiction des armes nucléaires et le Nobel de la Paix à ICAN, où en est-on ?", avec Patrick Hubert.

Des initiatives pour cette quinzaine auront lieu également à Vitry et dans plusieurs autres villes de France.

Programme complet auprès du MAN, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr

décroissance, transition



MAINE-ET-LOIRE : FORUM DES ÉPICERIES D'INITIATIVE COLLECTIVE

15-18 septembre

Pour fêter ses 10 ans, l'épicerie associative de Rablay-sur-Layon organise le 1^{er} Forum des épiceries d'initiative collective, dans un cadre bucolique et convivial. Samedi 15 à 14h : conférence introductive "Portrait de l'alimentation d'aujourd'hui" ; 15h15 : tables-rondes "Système alimentaire durable : des producteurs s'engagent", "Revitaliser territoires et centres-bourgs : des élus s'impliquent" ; 17h30 : conférence "L'agro-écologie peut-elle nourrir le monde ?" ; 21h : concert "Fort rêveurs". Dimanche à partir de 10h : un marché local de producteurs et d'artisans ; 10h : film *Zéro phyto, 100 % bio* ; 11h : table-ronde "Du producteur au consommateur : des intermédiaires créent du lien" ; 14h30 : table-ronde "alimentation et santé : des consommateurs se mobilisent". Pendant tout le week-end, animations festives, bar et restauration.

Épicerie associative *Goût Layon*, 2 place du Mail, Rablay-sur-Layon, 49750 Bellevigne en Layon, Tél. : 02 41 79 81 62, forumgoutlayon@gmail.com, <https://www.goutlayon.com>

FÊTE DES POSSIBLES

15-30 septembre 2018

La Fête des Possibles, organisée par le Collectif pour une Transition Citoyenne, aspire à faire connaître un chemin vers un monde plus juste, plus écolo et plus humain, au travers d'événements partout en France et rencontrer celles et ceux qui agissent au quotidien.

Organisez, participez ou découvrez les événements près de chez vous sur <https://fete-des-possibles.org> ou Transition Citoyenne, Immeuble Woopa, 10 avenue des Canuts, 69120 Vaulx-en-velin, mail : contact@transitioncitoyenne.org

PARIS : ASSISES 2018 : AGRICULTURE, TECHNIQUE ET VIVANT 21-22 septembre 2018

À l'Institut de Paléontologie Humaine, organisées par l'association *Technologos*. Depuis une vingtaine d'années au moins, au Nord comme au Sud, les critiques adressées à l'agriculture industrielle se multiplient, tant au niveau environnemental que d'un point de vue économique et social. À rebours des discours dominants, ces Assises sont l'occasion de contribuer à démystifier le discours techniciste ambiant en alertant sur le danger de "nouvelles solutions" qui n'en sont pas, en replaçant les débats dans une perspective historique et anthropologique concernant nos rapports à la Terre et à la nature. Programme : Vendredi 21 au matin, 9h-12h30 : *Vieux problèmes, nouvelles solutions : introduction* (Hélène Tordjman), "Outils numériques et robotiques : nouvelle dépendance ou gain d'autonomie pour les agriculteurs ?" (Vincent Tardieu), "Les 'semences propriétaires'" (Sarah Vanhuxem), "Le complexe agrochimique" (Fabrice Nicolino). Vendredi après-midi, 14h-17h3 : *La nature profonde de la crise agricole contemporaine* : "Voir la vie comme un industriel : modernisations agricoles et biopouvoir aux 19^e et 20^e siècles" (Christophe Bonneuil), "Les coûts de la fuite en avant techniciste : industrialisation de la filière agroalimentaire, décomposition des 'savoir s'alimenter' et montée des déséquilibres alimentaires" (Daniel Cérézuella), "Vivre sans animaux domestiques, un projet inhumain" (Jocelyne Porcher), "Le sacrifice des paysans : pour quelles raisons et comment l'arrêter ?" (Pierre Bitoun). Samedi 22 au matin, 9h-13h : *Vers un nouveau système agricole* : table-ronde animée par Matthieu Calame : "L'agroécologie pour nourrir correctement et durablement la planète" (Marc Dufumier), "Quelles alternatives à la privatisation des semences : semences libres, open source, participatives, intelligentes... ou droits collectifs des agriculteurs ?" (Guy Kastler), "L'autonomie technique des paysans" (Fabrice Clerc), "Passer de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture bio (Daniel Evain), "Pour une agriculture qui appuie son développement sur les cinq propriétés de la durabilité : principes généraux et étude de cas de la Bergerie de Villarcieux avec la méthode idea v4" (Héloïse Bourreau) ; *Conclusion* (Hervé Le Meun).

Entrée libre. Institut de Paléontologie Humaine : 1, rue René Panhard Paris 13^e. Contact : assises@technologos.fr. Informations : www.technologos.fr/assises_nationales

Si vous désirez diffuser S! lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

énergies



MEUSE / BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

Les opposant-es à *Cigéo*, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaire en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejus sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.vmc.camp_sauvonslaforet@riseup.net,
tél. : 03 29 45 41 77.

environnement

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un *Center Parks*. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place. Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

ISÈRE : FESTIVAL DE L'AVENIR AU NATUREL 1-2 septembre

À Albenc. 22 ans après la première édition, le Festival de l'avenir au naturel a lieu cette année début septembre. Cet événement gratuit présente 220 exposant-es autour des thèmes de l'alimentation, l'habitat, les énergies renouvelables, le jardinage, mais aussi le tourisme vert, la presse, l'éducation à l'environnement, la protection de la nature, etc. Au programme du week-end, des conférences, des débats et de nombreuses animations, des concerts, des sorties... Cet événement a reçu plus de 30 000 visiteurs et 220 exposant-es en 2017. 32 place du Souvenir Français, 38470 L'Albenc, Tél./Fax. : 04 76 36 50 10, coordination@enisere.fr, <http://www.enisere.asso.fr>

FINISTÈRE FESTIVAL DES AUTRES MONDES : AUTOUR DE ZEHRA DOGAN

21 septembre-21 octobre

La Minoterie-À pleine voix et Les amis du Kedistan organisent dans le pays de Morlaix une exposition de 70 œuvres originales "évadées de Turquie et de prison" de Zehra Dogan, 28 ans, fondatrice de l'agence féministe *Jinha*. Elle a été emprisonnée tant pour son travail de journaliste que pour son œuvre artistique qui dépeignait, entre autres, des scènes de guerre contre les Kurdes (cf. numéro n°452 de janvier 2017). Des extraits de sa correspondance depuis sa geôle seront lus. Huit tables-rondes sur l'actualité turque et kurde accompagneront l'exposition, ainsi que des films, des concerts et un salon du livre.

Lieux, horaires et détail du programme sur <https://festivalautresmondes.wordpress.com>

fêtes, foires, salons



BELGIQUE : VALÉRIANE

31 août-2 septembre

Salon des producteurs bio et des initiatives écologiques. Valériane, c'est 300 exposant-es et 60 conférences autour de l'agriculture, du jardinage bio, de l'alimentation, de l'habitat, des énergies, de l'écobioconstruction, de l'habillement, du tourisme écologique et solidaire, des associations environnementales, de la mobilité et de l'hygiène. Créé en 1985 et organisé par Nature & Progrès ce rendez-vous international de l'alimentation biologique et de l'écologie pratique, a lieu chaque premier week-end de septembre à NamurExpo (Namur - Belgique).

Contact : Bemadette.Giot-Parisse,
tél. : 081/32.30.50,
mail : bemadette.parisse@natpro.be

ISÈRE : FÊTE D'LATÔTIPE

Samedi 1^{er} septembre

À Saint-Victor-de-Morestel, de 10h à 22h. Fête familiale sur le thème des cinq sens. Conférences de Jean-Pierre Leprie et du Mouvement pour une Alternative Non-violente, ateliers : parcours sensoriel, découverte du goût et de l'odorat, fresque collective, etc. ; espace lecture ; animations : contes de *Marie Dragic*, spectacle par la compagnie *Les Arts Verts* ; Biodanza famille, zone de gratuité, stands associatifs, buvette et restauration avec produits locaux, entrée à prix libre.

Informations : Association École des Couleurs, 10 rue des Bresses, tél. : 09 53 04 30 40, <http://ecoledescouleurs.blogspot.fr/>, ecoledescouleurs38@gmail.com.

BELGIQUE : FÊTE DE L'OPTIMISME

7-8 septembre

À la ferme Rue de Bedauwe à Grand-Manil, le groupement *Gembloux-Optimiste (GO)* vous invite à découvrir différentes facettes de la transition vers un Gembloux plus durable, dans une ambiance conviviale et familiale. Vendredi à partir de 20h, venez profiter de concerts et d'un bar à produits locaux. Samedi, dès 14h, venez retrouver vos manches avec nous dans des ateliers découverte pour petits et grands : bricolage, cuisine, création artistique, jeux en bois.

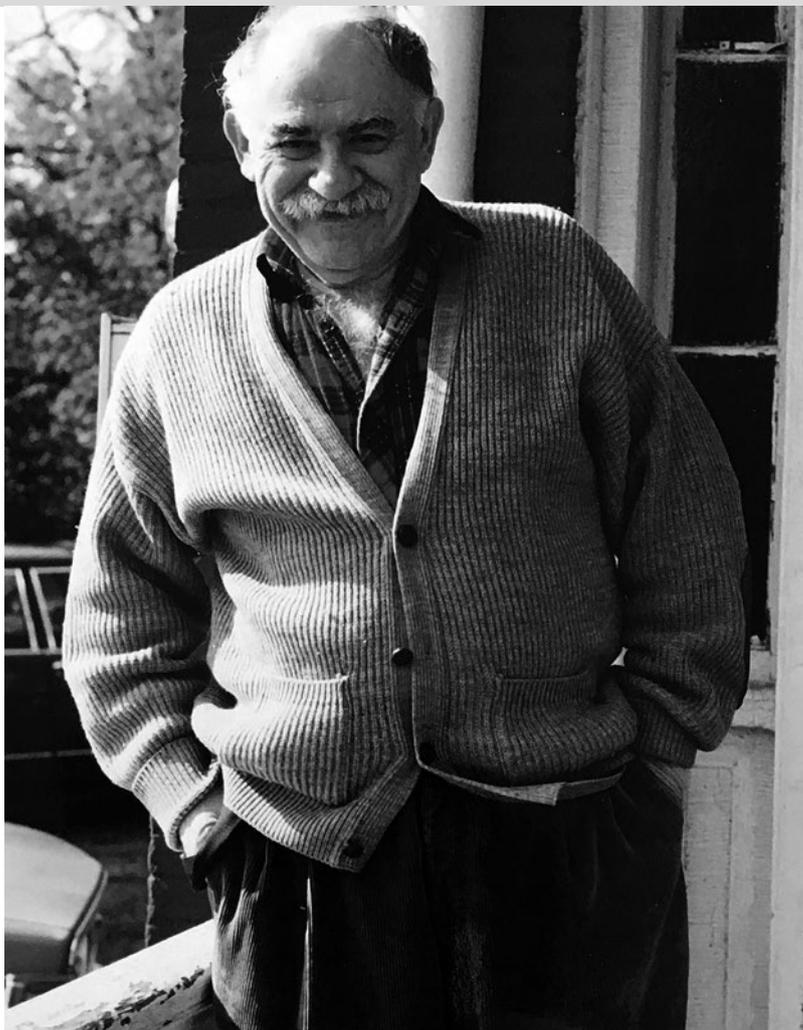
Dès 18h, buffet participatif (chacun amène un plat ou dessert à partager) et bal folk pour enfants, suivi en soirée d'un bal folk pour les grands. <http://www.gemblouxoptimiste.be>

CÔTES-D'ARMOR : BIOZONE

8-9 septembre

À Mûr-de-Bretagne. 33^e foire régionale biologique *BioZone*. 215 exposant-es : agriculture paysanne, transformation (alimentaire, cosmétiques), artisanat d'art, viticulture, habitat écologique, associations militantes, commerce. Restauration bio. Thème 2018 : "l'économie et ses alternatives". Conférences, films, débats, spectacle, animations pratiques pour adultes et enfants, espace luttes actuelles.

La Foire BioZone est organisée par l'Association Produire et Consommer Biologique (APCB) : 2



DR

Murray Bookchin nous aide à penser la crise écologique

Une biographie de Murray Bookchin a été publiée récemment en France. Pinar Selek, dont le parcours militant et la réflexion ont été marqués par celui-ci, s'adresse dans ce texte à l'inventeur de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire.

LA CRISE PERMANENTE DU SYSTÈME capitaliste, au niveau mondial, détruit tout ce qui est en dehors du marché. Même en France, un des pays parmi les plus riches de la planète, nous assistons à une déclaration de guerre sociale et politique. Ceux et celles qui veulent sortir de ce jeu se confrontent à une brutalité grossière de l'État. La destruction violente des communs de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes n'en est qu'un exemple.

Pourtant les tentatives de création nourries par les débats continuent, et cela, malgré les violences économiques et politiques. Connaître ton parcours complexe et enthousiaste, comprendre le cheminement de ta réflexion peut enrichir nos débats.

LA DIMENSION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE

S'il est des pays qui t'ont publié davantage que la France, tu n'es pas assez connu sur cette planète (1). Et cela, malgré ton apport théorique aux luttes sociales : tu as montré clairement la dimension sociale et politique de la crise écologique, autrement dit l'imbrication de la domination des humains sur les autres êtres avec les rapports sociaux de domination.

En te lisant, nous voyons comment la banalisation de l'esclavage des animaux ou l'occupation des forêts et des mers favorisent l'esclavage, la colonisation, l'exploitation des humains. C'est une même rationalité qui considère le vivant comme un simple produit de consommation et qui se donne la légitimité de remettre en "ordre" tout ce qui serait chaotique, marginal et extérieur à elle-même.

La domination occidentale, le racisme, l'intrusion au sein des civilisations dites "primitives", le contrôle de la folie, l'homophobie, les rapports sociaux de classe, s'appuient sur le même postulat. Dans le système patriarcal, tous les êtres dominés sont assimilés à la nature et tout ce qui se rapporte à la nature se dote de caractéristiques féminines. Analyser avec toi le rôle de l'anthropocentrisme dans la structuration de la civilisation humaine, permet de saisir pourquoi une sensibilisation, même massive, aux questions écologiques, ne peut arrêter ni l'effondrement de la planète ni le malheur qui pèse sur l'humanité. L'écologie peut devenir un levier important d'opposition au capitalisme, à condition de ne pas omettre les rapports de domination.

(1) Merci à l'Atelier de création libertaire qui a publié ces deux livres en France : Murray Bookchin, *Une société à refaire*, 1992 et Murray Bookchin, *Qu'est-ce que l'écologie sociale?*, 2012.



▲ Parc Gezi, 3 juin 2013. Le mouvement de protestation de la place Taksim a commencé par la protection du parc Gezi.

AUCUNE LUTTE N'EST PRIORITAIRE

Tu as vécu à une époque où l'espoir des révolutions par le haut régnait dans l'espace des luttes sociales, structurées par des organisations hiérarchiques. Malgré la multiplicité des mouvements et malgré des convergences temporaires, les luttes anarchistes, féministes, antiracistes, anticapitalistes, pacifistes et écologistes étaient cloisonnées, car chacune se limitait à sa "priorité". Il devait être difficile de t'entendre quand tu disais que rien n'est prioritaire, qu'il faut lutter à la fois contre l'anthropocentrisme, contre le sexisme, contre le capitalisme, contre le nationalisme, tout en refusant les outils de domination, les mécanismes d'exclusion, en mettant en question le traitement de la "folie", du "handicap", de "l'étranger", donc de la différence.

Ces idées, en avance sur l'époque, remettaient en cause les savoirs dominants, par conséquent, les certitudes de détenir la "vérité". Ta vision radicale était sincère, tu ne faisais aucune concession à ceux et celles qui étaient susceptibles de nourrir un rapport de pouvoir. En expliquant clairement pourquoi il fallait en finir avec le terme "environnement" pour définir la biosphère, tu as montré que l'être humain n'était pas au centre dans la planète, ni les hommes, ni les blancs, ni l'Occident. Tes idées rompaient avec tout le registre militant traditionnel. Avec le souci de la cohérence, tu as utilisé les théories féministes dans tes analyses et tu t'es inscrit dans la non-violence. Tu es allé de l'anarchosindicalisme à un mode d'engagement plus riche, pour aboutir à une revitalisation de l'anarchisme. Les réactions ont été fortes. Tu n'as pas cédé. Tu nous as laissé un projet inachevé, mais cohérent.

EN TURQUIE ET AILLEURS

Je ne suis en France que depuis 2012. Avant une longue trajectoire migratoire, je vivais en Turquie, dans un pays où se développe une vraie tentative de politique de création, malgré le régime oppressif.

Tu étais, tu es toujours une source d'influence importante dans cette création. Je m'en souviens clairement, tes livres, traduits bien avant de l'être en France, ont été discutés d'abord dans les milieux libertaires, puis féministes, LGBTI (2) et écologistes, jusqu'au mouvement kurde. Même si elle a été interprétée et utilisée diversement par les un-es et les autres, cette perspective a joué un rôle important dans la transformation des registres d'action contestataire en Turquie.

LE FÉMINISME ET L'ÉCOLOGIE SOCIALE

Je fais partie de cette histoire, donc tu fais partie de mon histoire : découvrir l'écologie sociale, cette aspiration à la liberté soucieuse d'être cohérente et courageuse, est une des charnières de mon parcours de lutte et de vie.

Dans les années 1980, au tout début de ma jeunesse, a émergé le mouvement féministe, initiateur d'un nouveau cycle de contestation qui a libéré les esprits et redéfini les formes de domination et le terme de "liberté".

L'antiautoritarisme est ainsi devenu le socle de ce nouveau registre militant. Dans ce contexte-là, j'ai réalisé que mes héroïnes ne possédaient pas la faculté de faire des miracles, car ils et elles ne voyaient rien d'autre que LEURS priorités. J'ai alors commencé à chercher une voie plus radicale (3).

Militante, écrivaine et sociologue de Turquie exilée en France, Pinar Selek n'a cessé de mettre en lumière par ses actions et par ses écrits l'entrecroisement des différents systèmes de domination (patriarcal, nationaliste, militariste, écologique, capitaliste, etc.) et la nécessité de créer des résistances et des alternatives créatrices qui prennent en compte toutes ces dimensions à la fois. Elle a participé à une coopérative d'écologie sociale à Istanbul tout en cultivant des engagements féministes et antimilitaristes. Elle a notamment publié en français les essais *Loin de chez moi mais jusqu'où ?* ; *Parce qu'ils sont Arméniens* et le roman *La maison du Bosphore*.

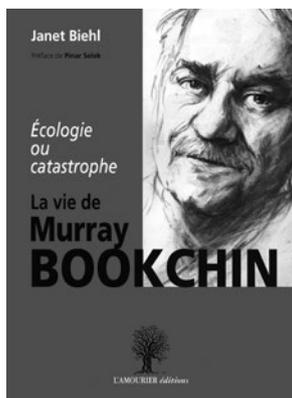
(2) L'expression "Lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexe" et son sigle *LGBTI* sont utilisés pour désigner les personnes non hétérosexuelles et/ou non cisgenres. Le terme "gay" est parfois abusivement utilisé pour désigner l'ensemble des personnes dites *LGBTI*, bien qu'il ne se réfère qu'à l'une de ses composantes (les hommes homosexuels).

(3) Non pas plus extrémiste, mais plus radicale, au sens originel : qui nous permet de comprendre et saisir les racines entremêlées des processus de domination.



G. Corlier

▲ Paiement en Gallécos à Rennes : l'utilisation de monnaies locales peut permettre de mieux définir nos besoins et de démonétiser ce qui relève des biens communs.



Ce texte est adapté de la préface du livre *Écologie ou catastrophe, la vie de Murray Bookchin*, une biographie de l'inventeur de l'écologie sociale par Janet Biehl, traduit par Élise Gaignebet et paru en juin 2018 aux éditions de l'Amourier, 624 p., 29 €.

L'Amourier éditions,
1 montée du Portal,
06390 Coaraze,
tél. : 04 93 79 32 85,
www.amourier.com.

J'ai pu saisir les liens invisibles, mais réels entre les différents phénomènes sociaux, grâce à deux rencontres charnières : avec le féminisme, puis avec l'écologie sociale, comme beaucoup de gens de ma génération. Tu étais parmi les auteur-es qui nous ont aidé-es à remettre en question plus que jamais les paradigmes de la société, à dépasser la raison conventionnelle et à nous concentrer sur les processus des luttes plus que sur la "victoire", et à devenir ainsi la Révolution.

Quand j'ai dû quitter cet espace, tu m'attendais sur mes chemins d'exil, en Allemagne, puis en France. Ici, tout le monde ne te connaît pas, mais tes idées vivent et voyagent. Dans de multiples espaces de luttes, j'observe une aspiration à une profonde remise en question, à l'imagination et à la création.

CRÉER ET CONTINUER À RÉFLÉCHIR

"Changer, oui, mais changer comment? Changer pour quoi? Derrière ces questions se pose celle de savoir par quels moyens et dans quelle optique la société pourrait s'accorder avec la nature. Une quête qui doit être liée à celle de l'amélioration réelle des conditions d'existence" (4). Comment dépasser les hiérarchies politiques, l'économie productiviste ou la centralisation du pouvoir? Tu montres comment les différentes questions sont liées : comment vivre? Comment s'organiser? Comment produire? Comment cultiver? Comment regarder le différent? Comment habiter? Comment décider? Comment partager? Ta réponse est inspirante : "Ne pas agir sans pensée utopique".

Avec toi, nous voyons d'abord qu'il faut pouvoir poser ces questions et chercher les réponses en même temps, sans en privilégier aucune. Ensuite, tu nous invites à imaginer et à œuvrer en dehors de la domination, la

compétition, l'exploitation, sur d'autres bases qui seraient la solidarité, la coopération et la liberté. Tu proposes la commune libertaire comme le lieu de l'épanouissement de l'individu.

Tu insistes sur les effets des relations de domination et d'exploitation établies de longue date sur la nature par l'être humain, proposant de créer des cités qui n'envahissent pas la nature, qui laissent place aux autres êtres. Tu montres que la taille idéale d'une cité serait celle qui favorise le mieux l'interaction humaine.

Tu expliques comment si on arrive à dépasser la logique militaire et commerciale, la technologie peut libérer l'humain du labeur physique : "Il est impératif de retrouver une mainmise populaire sur la technologie, de renouer le lien entre concepteurs et utilisateurs". (5) Cette utopie devient un projet en dehors des champs du pouvoir (académique, politique, économique, culturel).

Tu n'as jamais essayé de créer une doctrine, mais tu parles d'inspiration et de mise à jour permanente. Oui, des formes de municipalismes doivent être inventées à l'heure où en France des manœuvres délibérées pour supprimer le plus grand nombre possible de communes sont en cours.

Tu veux déconstruire et créer. Oui, nous pouvons créer des miracles. Nous voulons le faire. Nous sommes en train de le faire : nous rêvons pour créer des outils, des mécanismes, des espaces subversifs contre la domination du marché, la militarisation, la centralisation, l'homogénéisation et l'uniformisation de la civilisation humaine. Tu es le bienvenu, cher compañero!

Pinar Selek ■

(4) Vincent Gerber, *Murray Bookchin et l'écologie sociale*, Montréal, Écosociété, 2013, p.18

(5) Ibid, p.63



▲ La non-violence sur le tapis rouge à Cannes ! Congrès des notaires, mai 2018.



▲ Le stand de Non-Violence XXI au Congrès des notaires à Cannes le 27 mai 2018.

La non-violence en héritage

C'était une première, voire un saut dans l'inconnu... Du 27 au 30 mai 2018, *Non-violence XXI* a été présente au congrès annuel des notaires de France qui se tenait dans le palais du Festival de Cannes.

COMME NOUS L'AVIONS IMAGINÉ, NOTRE stand a surpris et attiré la curiosité d'une partie des 2 000 à 3 000 congressistes : "Vous êtes nouveaux ?"; "Mais qui êtes-vous ?"; "La non-violence, on en a bien besoin dans notre étude !"

Nous revenons avec plein d'idées sur la façon de parler à cette profession. Nous en attendions une sensibilisation générale et une mise au point de notre discours dans ce milieu ; après ces 4 jours, nous ne sommes pas déçus de notre investissement. Une cinquantaine de notaires ont été sensibilisés à la possibilité de faire un legs pour la non-violence et à la possibilité d'en parler à leurs client-es pour leur testament.

UNE PROFESSION DE MÉDIATION !

"Une succession sur deux est conflictuelle", "la profession de notaire c'est 50 % de droit et 50 % de gestion de conflit" : les témoignages se sont multipliés à notre stand. Cela peut aller jusqu'au refus de se voir ou de se parler, et même jusqu'à des violences physiques, obligeant le ou la notaire à mettre les héritier-es dans deux pièces différentes !

La gestion des conflits, notamment entre héritier-es est une partie intégrante du travail de notaire et nombre d'entre elles et eux ont ressenti le besoin de se former à la médiation, voire parfois à la communication non-violente (CNV) !

Nous avons découvert une profession beaucoup plus variée et ouverte que ne le laissent penser les clichés anciens. C'est une profession très consciente des problèmes de transmission des biens, mais aussi des transmissions de responsabilités entre générations.

LÉGUER À UN PROJET D'AVENIR

La moitié des personnes qui veulent léguer une partie ou tout leur patrimoine n'ont pas les contacts nécessaires avec les organismes légataires potentiels. Le ou la notaire joue un rôle de prescription et nombre d'entre elles et eux regrettent que les dernières volontés de leurs client-es aillent sur des fondations et projets qui manquent d'avenir. Il y avait 57 fondations présentes sur l'exposition, la grande majorité avait pour objet la protection des animaux, la protection des enfants et des objectifs médicaux. Il y avait aussi quelques humanitaires.

Le *Fonds de dotation de Non-violence XXI* était quasiment la seule organisation présente qui avait une offre de legs sur la paix et la non-violence d'une part, et sur l'éducation des enfants d'autre part ! C'est ce terreau que *Non-violence XXI* va cultiver les prochaines années.

François Marchand,
Président du Fonds de dotation pour
une culture de non-violence. ■

Non Violence XXI est une association française qui collecte des dons et des legs depuis 2001, dans le but de financer des projets à caractère non-violent et de promouvoir la culture de la non-violence au 21^e siècle en France et dans le monde.

Léguer à Silence, c'est possible !

Yaviez-vous pensé ? Un legs permet d'assurer l'avenir de votre revue *Silence*. Le *Fonds de dotation de Non-violence XXI* peut recevoir des legs pour le compte de ses membres dont *Silence*. Vous pensez à un legs pour la non-violence ? Vous connaissez une personne qui envisagerait de faire un legs ou bénéfice d'assurance-vie, n'hésitez pas à vous renseigner auprès de *Non-violence XXI* : coordination@nonviolence21.org ou tél. : 01 45 48 37 62.



▲ Google Car : voiture autonome développée par Google.

Les mirages écolo-sécuritaires de la voiture autonome

Après avoir supprimé le "chauffeur-mécanicien" embarqué au début du 20^e siècle, la voiture "moderne" entreprend aujourd'hui d'exclure la personne au volant.

A PRÈS UN DEMI-SIÈCLE DE tâtonnements technologiques dans les laboratoires de recherche, la voiture qui se conduit toute seule, véritable "ordinateur sur roues", n'est devenue que récemment la tête de gondole de salons automobiles toujours plus *high-tech*, où elle semble faire l'unanimité des bonnes consciences avant-gardistes. Les premières expérimentations de flottes en milieu urbain ont démarré (1) et les grands États se pressent pour être le théâtre de leur déploiement. Le discours ambiant la présente comme conçue pour optimiser l'efficacité de la mobilité urbaine des personnes, minimisant son impact environnemental par une conduite parfaitement adaptée et évitant tout risque d'accident grâce à ses multiples capteurs et à son intelligence artificielle connectée. La voiture autonome, c'est LA solution à tous nos problèmes de congestion, de pollution, d'accidents, de rage au volant ; elle nous promet simplement le bonheur du déplacement individuel urbain sans stress, toujours ponctuel. Du point de vue des constructeurs automobiles perpétuellement en quête de relais de croissance sur des marchés occidentaux matures, cela fleure bon l'Eldorado... ou alors le fiasco, si cette voiture leur échappe, par exemple au profit de multinationales de l'électronique et du *big data* qui y voient, elles aussi, un puissant outil de développement. Une telle situation, inédite, intrigue. [...]

Que penser de la voiture autonome ? Que fera réellement la passager-e une fois montée à bord ? Quel est le véritable modèle économique qui sous-tend cette technologie ? Son prix d'usage sera-t-il le reflet de ses coûts directs, ou bien sera-t-il particulièrement agaçant, maintenu bas par la "création" indirecte de valeur associée à la "mise à disposition d'un corps humain entièrement disponible" (2) ?

Concernant l'impact environnemental de la voiture autonome, doit-on en déduire que la moindre pollution kilométrique promise par sa conduite automatisée entraînera nécessairement une baisse des émissions ? Au niveau global, l'affaire est presque entendue : la surconsommation d'énergie des centres de serveurs connectés qu'elle sollicite en roulant promet une consommation énergétique démultipliée. Au niveau local, la pollution sera également affectée, vu la poursuite probable de l'étalement urbain, fléau énergétique de nos sociétés occidentales hyper motorisées — nord-américaines en tête. [...] Vu la possibilité d'y finir sa nuit, d'y prendre son petit déjeuner, d'y commencer sa journée de travail, voire d'assurer un environnement plus tranquille qu'un simple fauteuil chez soi ou au bureau parmi ses collègues, elle étend largement la durée maximale de trajet. Avec de subtiles marges arrière et des airs de "transport en commun individualisé", elle assouplit la contrainte budgétaire en garantissant un coût des plus concurrentiels. [...]

(1) À Singapour dès août 2016 et à Pittsburgh dès septembre 2016.

(2) Patrick Le Lay, ancien PDG de la chaîne de télévision TF1, indiquait que "ce que nous vendons [à nos annonceurs], c'est du temps de cerveau humain disponible". Les dirigeants face au changement, Les associés d'EIM, Paris, Éditions du huitième jour, 2004.



▲ La voiture de l'an 2000... comme on l'imaginait dans les années 50.



▲ Laurent Castaignède

Aujourd'hui, l'accès instantané à la mobilité motorisée, via la digitalisation de la commande sur les plateformes gérant des parcs "optimisés" de véhicules (provisoirement avec chauffeur-se) se développe rapidement. La baisse du coût d'accès qu'elle permet annulera-t-elle tout espoir de réduction des impacts? Que dire, dans un tel contexte, de l'accès qui pourrait être offert à des personnes n'ayant pas aujourd'hui la possibilité de conduire une voiture, tels les jeunes ou bien les personnes âgées, population "moins autonome"? Comment distinguer la part "substitutive" des déplacements — ceux qui se seraient quand même faits sans elle — de la part "additive" — qui en ajoute de nouveaux? À l'image de la généralisation du téléphone portable parmi les enfants occidentaux, conséquence du besoin d'apaisement de parents soudainement désireux de pouvoir joindre leur progéniture en permanence, la voiture autonome dispose d'un boulevard sécuritaire : habilement présentée comme plus "rassurante" que le vélo, les transports en commun ou même la marche à pied (dont on aura préalablement mis en exergue quelques dangers ciblés), la voiture autonome pourrait partir à la conquête de la mobilité des déplacements scolaires et de ceux des retraités-és âgés. Plus généralement, ce ressort sécuritaire pourrait l'emmener à concurrencer l'ensemble du secteur des modes doux, en encombrant les métropoles d'une multitude de déplacements motorisés supplémentaires. Sur les longues distances, elle permettrait de faciliter, et donc de multiplier, les longs trajets routiers directs actuellement impensables sans se relayer à plusieurs conductrices. On commanderait sa voiture le soir après souper devant sa porte et on se réveillerait le lendemain matin, à l'adresse de son rendez-vous, à 800 km de là, après une bonne nuit de sommeil et même un petit déjeuner au lit. Avec la voiture autonome, et au-delà le mini-hélicoptère autonome grâce auquel le-a passager-e

volerait comme un gros scarabée programmé, le rêve de la téléportation n'est plus bien loin.

Autorisant un usage quasi illimité, menaçant les emplois de chauffeur, la "robotisation de la route", acte ultime de son "ubérisation", pourrait, en intensifiant le déploiement de nouvelles infrastructures et en démultipliant les trajets, devenir la pire erreur technologique de l'histoire de l'automobile. Concrètement, on ne sait si le véhicule autonome, par addition de déplacements, provoquera une catastrophe environnementale, si par substitution il entrainera une déroute sociale, ou s'il engendrera les deux à la fois. Philosophiquement, on peut se demander si, dans un tel contexte, c'est le support de la mobilité qui doit "naturellement" devenir autonome ou si c'est l'humain qui doit lutter contre cette évolution technologique pour le rester.

Laurent Castaignède ■

Ce texte est extrait et adapté de *Airvore ou la face obscure des transports* de Laurent Castaignède aux publi éditions Écosociété.



Airvore ou la face obscure des transports, Chronique d'une pollution annoncée

Laurent Castaignède, éd. Écosociété, 2018, 368 p., 25 €

Comment dompter ces "monstres modernes", ces "dinosaures airvores", que sont les transports motorisés? Après une longue enquête historique et sociologique, des balbutiements de ces transports à nos jours, l'auteur s'interroge sur l'écart entre les progrès techniques accomplis pour réduire la pollution et les résultats catastrophiques constatés. Il nous délivre une liste exhaustive des fausses solutions, détaillant techniquement chacune de leurs tromperies. Enfin, il nous propose un ensemble de mesures à prendre dès aujourd'hui, pragmatiques dans nos sociétés soumises à la "culture de la mobilité motorisée".

Le gouvernement français a autorisé l'expérimentation sur route de la voiture autonome à partir de 2019, selon une déclaration de Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, du 14 mai 2018.



▲ Forum ouvert en avril 2018 à Lormont lors de la création de Rive droite en transition.

Les villes et territoires en transition en Gironde

Depuis 2010 une quinzaine de groupes de transition se sont progressivement installés en Gironde. Présentation de la philosophie de ce mouvement et de quelques initiatives marquantes.

FACE À L'AVANCÉE RAPIDE DES MENACES écologiques, il n'y aura ni sauveur bienveillant, ni lois miracles qui viendront, à notre place, empêcher la société de sombrer. Résister à la barbarie qui vient implique de changer de mode de pensée, de consommation et dans les interstices du système, de construire collectivement et localement le monde de demain.

NOUS SAVONS CE QU'IL FAUT FAIRE, ALORS AGISSONS !

S'il est nécessaire de se battre contre des projets aberrants, il est encore plus indispensable de se projeter dans l'avenir et de mener des actions positives qui inventent concrètement le monde de demain. C'est ce qui caractérise la transition : produire une vision positive de l'avenir et être résolument tourné-e vers l'action. Nous avons vu assez de films, lu assez de livres, écouté assez de conférences, nous savons ce qu'il faut faire, faisons !

Nous avons plus de pouvoir avec notre carte de crédit qu'avec notre carte d'électrices. Ce que nous achetons détermine le monde dans lequel nous vivons. Si les biens et les services que nous souhaitons consommer n'existent pas sur le territoire, à nous d'en organiser la production. Il nous faut retrouver la créativité des pionniers de cette économie sociale qui a créé les mutuelles, les coopératives, les associations, et qui pèse 10 % de l'économie et des emplois.

Notre économie sera en grande partie construite autour de "l'effet de multiplication locale" mis en évidence par la *New Economics Foundation* de Londres. Ce ratio montre que lorsqu'un-e consommateur-ice fait des achats à hauteur de 10 livres dans les supermarchés alentour et autres chaînes de commerce, il ou elle n'apporte en réalité que 3,6 livres d'activité économique dans sa ville. En revanche si cette personne fait ses courses dans les commerces locaux indépendants, elle génère des retombées à hauteur de 17,6 livres, soit près de 5 fois plus (1).

SOURCES D'INSPIRATION

Une de nos sources d'inspiration et d'action, c'est la permaculture, avec ses principes de base : prendre soin de la terre, prendre soin des êtres humains, produire et partager les excédents. Nous avons aussi : l'inclusivité, la sobriété, la coopération, la non-violence, la bienveillance, le changement de notre relation avec la nature, la transition intérieure, la relocalisation de la démocratie, un fonctionnement démocratique horizontal...

Il s'agit aujourd'hui de renforcer la résilience de nos territoires, leurs capacités à surmonter les chocs à venir, de développer les circuits-courts, de renforcer notre autonomie intellectuelle, alimentaire, énergétique... individuelle et collective, et enfin, de favoriser la convergence des initiatives locales et leur mise en réseau.

(1) *Le pouvoir d'agir ensemble ici et maintenant*, Hopkins et Astruc, éd Actes sud.



▲ Atelier Repar' en Jalles.

Une monnaie locale : la Miel

La création d'une monnaie locale citoyenne a été la première initiative lancée par *Libournais en transition* en 2011. Celui-ci a vu dans La Miel la possibilité de se recentrer sur l'échange de proximité et la redynamisation du territoire, d'interroger l'usage de la monnaie (rejet de la spéculation, refus que l'argent crée de l'argent, voire envie que l'argent perde de la valeur dans le temps, par le système de la fonte).

La forme papier a fait de La Miel un outil de lien, qui favorise une économie de "face à face", ainsi que le lien entre initiatives de transition. Avec La Miel, on choisit sur quel périmètre et avec qui on veut échanger, ce que l'on veut échanger. On oriente vers une création de richesse accrue sur le territoire, vers de nouveaux comportements d'achat, d'échange ou d'épargne pour des centaines d'utilisat-rices.

Pendant ce temps, le Fonds de réserve en euros, déposé sur un livret à La Nef, est consacré exclusivement au financement d'actions positives dans le domaine environnemental ou social. Notre monnaie fédère, sur six alvéoles girondines (Libournais, Entre-deux-Mers, Sud-Gironde, Bordelais, Saint-Loubès, Saint-Médard-en-Jalles), un réseau de 200 partenaires, commerçant-es, artisan-es, entrepreneur-es, associations, qui s'engagent sur une charte. Tous et toutes partagent les mêmes valeurs, choisissent de travailler ensemble sur la proximité, la qualité des services et des produits. Des "Fonds de soutien" (prêts sans intérêts) soutiennent nos partenaires professionnels et associatifs. Tout un chacun peut choisir de s'approprier La Miel et de contribuer à la piloter dans un bureau collégial.

■ La Miel, tél. : 05 57 51 03 41.

Repar' en Jalles

Sous l'impulsion de *Gironde en Transition*, le collectif citoyen *Saint-Médard et Saint-Aubin en Transition* mène depuis 2011 des actions alternatives sur le territoire nord-ouest de la métropole bordelaise : SEL, AMAP, événements sur les thèmes de la Transition et *Repar'en Jalles*. L'association *Repar'en Jalles* née en 2013, a pour objectifs de :

- diminuer les quantités de déchets
- donner une deuxième vie aux objets (petit électroménager, outils, ...)
- transmettre les savoirs-faires de la réparation
- lutter contre l'obsolescence programmée

Chaque 3^e samedi du mois, *Repar'en Jalles* propose des ateliers de réparation animés par des bénévoles. Elle reçoit plus de 200 adhérent-es par an dans le local permanent mis à disposition par la ville de Saint-Médard-en-Jalles. Des centaines d'objets y ont déjà été réparés ou diagnostiqués.

Afin d'appuyer sa démarche de sensibilisation et de transmission, *Repar'en Jalles* participe aux actions des partenaires associatifs et municipaux dont *La Fête des Possibles* sur sa commune en septembre et le *Festival Zéro Déchet Zéro Gaspillage* à Bordeaux fin 2018.

■ *Repar'en Jalles*, tél. : 05 56 05 44 59, reparenjalles.saintmedardasso.fr.



▲ Rizibizi et Cigales Libournaise.

Des actions à venir

Après une première rencontre organisée en 2017 par *Toulouse en transition* dans le Gers, *Gironde en transition* organise les 20 et 21 octobre 2018 la 2^e rencontre des groupes de transition du Sud-Ouest à Flaujacgues, en Gironde.

Nous envisageons aussi de rejoindre en vélo le Tour Alternatiba à Espelette le 4 octobre 2018 pour une arrivée à Bayonne le 6 octobre. Départ prévu le 29 septembre de l'agglomération bordelaise avec découverte d'initiatives en sud Gironde et dans les Landes.

La transition c'est finalement un prétexte pour rassembler quelques dizaines de personnes d'un même territoire, de se rendre compte que ces personnes ont des "rêves dormants" communs et de leur donner une méthode pour les réaliser. Par contagion de territoires en territoires, nous sommes proches de la masse critique qui fera que, ce qui semble aujourd'hui impossible, paraîtra demain évident...

Nous ne savons pas si ça va marcher, mais nous sommes convaincu-es que : si nous attendons les gouvernements, ça sera trop peu et trop tard ; si nous agissons individuellement, ça sera trop peu ; si nous agissons en tant que communautés locales, ça sera peut-être assez, peut-être juste à temps.

LES DYNAMIQUES LOCALES EN GIRONDE

Un groupe de personnes avait développé dans le cadre de la *Maison de la nature et de*

l'environnement Bordeaux-Aquitaine un blog sur l'actualité écologique (mneaquitaine.wordpress.com, 700 000 pages vues à ce jour) et une *Université populaire de l'environnement* qui a organisé 120 manifestations. Le mouvement des "transition towns" menée par Rob Hopkins a été repéré en 2010 dans la cadre de la veille pour alimenter ce blog. Une première présentation a eu lieu pendant la mise en place du Plan climat de la Communauté urbaine de Bordeaux. La rencontre qui a suivi a réuni des personnes de l'ensemble du département. Nous avons donc décidé de créer *Gironde en transition* pour accompagner la création de groupes dans le département. A ce jour : 15 groupes locaux, 2 en projet et 2 thématiques autour de la monnaie locale la MIEL et de l'encyclique *Laudato Si*.

Les groupes de transition ont mis en place dans le département des Amap, des SEL, des jardins partagés, des groupements d'achats bio, des marchés, des Incroyables Comestibles (2), des cafés-réparation, des recycleries, des monnaies locales, des Cigales (voir encadré), une école de la transition, un tour des initiatives de Gironde à vélo...

Ils mettent en œuvre des conférences-débat, des fêtes de la transition, des groupes de travail sur les déchets, la gouvernance, la santé...

Ils travaillent sur des projets d'habitat coopératif, de tiers-lieu, de cafés associatifs, d'épicerie bio coopérative et participative, d'espace de travail partagé, de collège de la transition, de nouvelles fêtes...

Les 5 exemples qui accompagnent cet article donnent une idée de leur richesse et de leur diversité.

Pascal Bourgois ■

La Cigales libournaise

Libournais en Transition a créé en 2015 un *Club d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire* : une Cigales. Elle regroupe 5 à 20 citoyen-nés qui épargnent ensemble, entre 10 et 30 € par mois pour celle du libournais. Ensuite le groupe investit dans le développement local, à travers la création ou le développement d'activités d'entreprises, d'associations, de coopératives... qui ont une plus-value sociale, environnementale ou culturelle pour le territoire. Sur le libournais la Cigales a permis le développement de la ressourcerie *Rizibizi* et d'une maraîchère bio.

Suite à la création de la Cigales Libournaise, 2 autres Cigales se sont créés en Gironde : les *Locaux Motivés* à Blanquefort et la *Cigales Bordeaux*. 2 autres sont en projet, dans le Médoc et dans le Nord-Bassin d'Arcachon.

Une Cigales, c'est un formidable levier économique pour les initiatives citoyennes, particulièrement pour le développement de l'économie sociale et solidaire.

■ La libournaise, 28 rue Goureau, 33 500 Libourne.

(2) Mouvement consistant à cultiver des plantes comestibles à partager en milieu urbain, afin de valoriser les espaces cultivables inutilisés pour le bien commun.



▲ Les rendez-vous Bio de Biotimarrons.

Biotimarrons : groupement d'achat, marché bio et éducatif pop'

Biotimarrons, association collégiale, est née de la volonté d'organiser un marché bio, local et festif en milieu rural à Targon dans l'Entre-deux-Mers. Ses objectifs visent à accroître la résilience alimentaire, promouvoir l'agriculture bio locale, relocaliser l'économie, se réapproprié l'espace et le dialogue public. Après avoir été la ceinture vivrière de Bordeaux, notre territoire est maintenant dédié à la monoculture de la vigne et sert de réserve foncière à l'agglomération.

Nourrie et soutenue par le groupe *Entre-deux-Mers en transition*, Biotimarrons travaille sur trois axes :

- **Les rendez-vous Bio** : un marché bio associatif le premier dimanche du mois sous la halle de Targon. Il propose des produits issus de l'agriculture bio locale, de l'artisanat et des stands associatifs ; un lieu de rencontre entre habitant-es du territoire autour d'un verre ou d'un repas pris sur place ; une ambiance festive sous la halle animée chaque mois par des musicien-nes.
- Le **Groupement d'Achat Solidaires et Participatif (GASP)** qui approvisionne 120 familles. Les produits sont d'origine biologique et sont livrés aux adhérent-es principalement sur le marché bio.
- L'association est membre du réseau *Katanton* qui participe à la co-construction et la mise en œuvre de projets, initiés ou non par les collectivités, sur l'autonomie (alimentaire, énergétique, mobilité...). Ses réflexions et interventions, empreintes d'éducation populaire, se veulent constructives afin de faire avancer les consciences vers la transition.

■ Biotimarrons, 24 domaine du Bois de Chartres, 33760 Targon.

Les groupes girondins :

- **Gironde** :
tél. : 05 57 84 18 88,
<http://gironde-en-transition.fr>.
- **Saint-Médard et Saint-Aubin** :
tél. : 05 56 05 44 59, <http://reparenjalles.saintmedardasso.fr>.
- **Parempuyre et Laudato si !** :
tél. : 05 57 34 30 92.
- **Libournais** :
tél. : 05 57 84 18 88.
- **La MIEL** : <http://www.lamiel.net>.
- **Transition France**
<http://www.entransition.fr>.
- **Autres groupes** :
Entre-deux-Mers, Landes girondines, BARVAL (Nord et Sud Bassin, Val de l'Eyre), Bordeaux, Pessac, ILES de Haute Gironde, Au fil de l'eau (Flaujacques, Castillon...), Saint Loubes, Canéjan, Rive droite.

Le projet de tiers-lieu à Castillon-la-Bataille

Castillon-la-Bataille, 3 200 habitant-es, commune située à l'est de la Gironde, pôle économique important il y a quelques décennies, est confrontée à un fort taux de chômage et à une fuite des commerces du centre ville vers la périphérie. Elle est devenue une des villes les plus pauvres de Gironde mais est aussi au cœur de l'appellation viticole Bordeaux-Côtes de Castillon, qui est à 25 % en bio. Des contacts avaient été pris par la municipalité pour installer un commerce bio ou un magasin de productrices, sans succès. Le groupe *Transition Au fil de l'eau* s'est créé en 2016 lors de l'installation d'une maraichère bio dans la commune voisine de Flaujacques. Il a repris l'idée d'un commerce bio pour en faire une épicerie bio coopérative et participative. Les coopératrices participeront au fonctionnement avec 3h de travail toutes les 4 semaines.

L'épicerie s'intègre dans un projet plus large de Tiers-lieu comprenant un café associatif et un espace de travail partagé. Une mobilisation collective s'est organisée depuis octobre 2017 avec plus de 80 personnes qui ont participé et 30 qui sont fortement mobilisées. L'ouverture est prévue en mars/avril 2019. En attendant l'épicerie, un groupement d'achat bio va se mettre en place et le café associatif va proposer des cafés éphémères.

■ Castillonnais en transition, tél. : 05 57 84 18 88.



Ekta Parishad

▲ Janadesh 2007, sur le pont Chambal, en direction de Delhi.

De New-Delhi à Genève, marcher pour "la victoire du monde" !

Le 21 septembre 2020 convergeront à Genève plusieurs marches internationales, dont l'une sera partie de l'Inde un an plus tôt pour porter la parole des sans grades rencontrés tout au long du chemin.

LES DATES N'ONT PAS ÉTÉ CHOISIES AU hasard : le départ de New Delhi le 2 octobre 2019 correspond au 150^e anniversaire de la naissance de Gandhi, journée mondiale de la non-violence. L'arrivée le 21 septembre 2020 correspond à la journée mondiale de la paix.

UNE INITIATIVE INDIENNE D'AMPLEUR MONDIALE

L'initiative a été lancée par *Ekta Parishad*, organisation indienne d'inspiration gandhienne qui coordonne depuis longtemps en Inde des Padyatra, marches non-violentes réunissant de nombreuses paysannes, sans-terres, pauvres et indigènes. Mené par son fondateur Rajagopal, travailleur social, le mouvement s'est illustré par une grande marche de 25 000 personnes en 2007 puis une autre de plus grande ampleur encore en 2012.

À la clé, des négociations avec les gouvernements fédéraux et avec le gouvernement central indien et l'obtention de nouveaux droits fonciers pour les plus pauvres. On estime à plus d'un million le nombre de foyers ayant pu accéder à des terres depuis 2008 suite

à ces actions. Des éléments de réforme agraire ont par ailleurs été acquis.

Mais bien souvent, lorsque Rajagopal et les membres d'*Ekta Parishad* négocient avec les dirigeants politiques indiens, ces derniers affirment leur impuissance face aux décrets des institutions internationales, qui les obligeraient à agir contre leur volonté. Si les organismes internationaux dominent les États, l'idée est donc de s'adresser directement à eux. C'est ainsi qu'a germé le projet d'une marche reliant New Delhi à Genève. La ville abrite le siège de l'ONU et s'affiche volontiers "capitale de la paix".

CONTRAINDRE LES PAYS SIGNATAIRES À RESPECTER LEUR ENGAGEMENT

L'objectif de la marche est de faire pression sur l'ONU pour qu'elle applique les principes des *Objectifs de développement durable des Nations Unies pour 2030*, agenda adopté en 2015 par 193 États (1). Et en particulier 4 de ces principes relatifs à l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion, au souci écologique et à la construction de la paix par d'autres moyens de résoudre les conflits (2). *Ekta Parishad* reste fondamentalement critique face à l'idéologie du développement, mais estime que

(1) Voir le détail par exemple sur le site du PNUD, *Programme des Nations-Unies pour le développement*, www.undp.org

(2) Parmi les 17 objectifs on note également des mesures liées à la lutte contre les inégalités, à la "faim zéro", à la lutte contre le changement climatique et à l'égalité entre les sexes.



▲ Marche de protestation de femmes de la tribu Baiga, 2003 avec Ekta Parishad.

l'engagement pris par les États signataires en 2015 d'atteindre ces objectifs constitue un levier sur lequel il est possible d'appuyer pour les faire agir. "Il s'agit d'une mobilisation de la société civile pour pousser à accomplir les objectifs du développement durable", explique Birendra Kumar, travailleur social et fondateur d'une organisation gandhienne associée à Ekta Parishad. "Il s'agit de dire à tous les pays traversés: 'Vous devez appliquer ce que vous avez signé'".

Le problème est que ces objectifs du développement durable n'ont pas été médiatisés ni portés par la société civile et restent donc aujourd'hui largement ignorés. Un autre objectif de la marche est donc de les faire connaître au sein des différentes sociétés traversées.

Enfin, la marche semble être aussi un but en soi. "La marche est une action en soi. C'est un outil très puissant. Elle a un pouvoir non-violent de transformation", estime Yann Forget, son organisateur, de passage à Lyon. Le processus mis en œuvre, la transformation vécue au quotidien par les acteurs et les actrices de cette action, sont importants. Aller rencontrer les gens tout au long de la marche, recueillir leurs avis directement, se nourrir des exemples locaux afin de trouver des solutions par le bas pour transformer le monde. Tout au long de la marche dans les divers pays traversés, le but est aussi d'organiser de mini forums sociaux ainsi que des formations à la non-violence.

SUIVRE LA ROUTE DES MIGRANT·ES

Le départ de la marche *Jai Jagat* ("La victoire du monde") (3) à New-Delhi sera l'occasion d'un grand rassemblement avec ses parrains et marraines (4). Plus de 500 personnes marcheront jusqu'à la frontière avec le Pakistan. Le Padyatra devrait ensuite se poursuivre, si c'est possible, au Pakistan puis en Iran, en Arménie, en Géorgie,

en Turquie, en Grèce, en Macédoine, en Serbie, au Kosovo, en Croatie, en Slovénie et en Italie avant d'arriver en Suisse. La marche suivra ainsi en partie la route des migrant·es. Pour ne pas oublier que l'un de ses buts affichés est d'entraîner une autre politique européenne vis-à-vis des migrant·es (5).

Dans les pays où les marcheuses ne pourront pas pénétrer faute de visas (Iran ?) ou pour des raisons de sécurité (Pakistan), ils et elles espèrent pouvoir être relayé·es par des personnes locales qui réaliseront l'étape à l'intérieur de leur pays. Le périple en son entier sera mené par un groupe fixe de trente à cinquante personnes, rejointes par de nombreuses autres lors de chaque étape.

À l'arrivée à Genève, une quinzaine de jours de mobilisation est prévue en lien avec les autres marches qui convergeront vers la ville, du 23 septembre au 2 octobre 2020. Symboliquement, un grand repas solidaire sera organisé le 28 septembre, "The meal". L'équipe d'Ekta Parishad s'est rendue à Genève fin 2017 pour rencontrer des associations ainsi que des acteurs publics (mairie, canton) qui se sont montrés intéressés, à l'instar du maire de Genève qui souhaite mettre des infrastructures à disposition pour l'événement.

LES MARCHES AILLEURS DANS LE MONDE

Parallèlement à cette grande traversée qui reliera l'Inde à la Suisse, des marches seront organisées sur tous les continents dans le même esprit. Il y en a déjà de prévues au Népal, au Sénégal, au Mexique, en Colombie, en Thaïlande, au Nigeria, au Brésil, aux Philippines, aux États-Unis, en Afrique du Sud, au Nicaragua et au Kenya.

En Europe, plusieurs marches devraient converger au même moment sur Genève pour

- Ekta Europe, www.ektaeurope.org
- SOL, Alternatives agroécologiques et solidaires, 20 rue de Rochechouart, 75 009 Paris, tél. : 01 48 78 33 26, www.sol-asso.fr
- www.jaijagat2020.org

(3) Expression proche du *Sarvodaya*, "le bien-être de tou·tes" cher à Gandhi.

(4) Parmi ceux-ci et celles-ci, Vandana Shiva, Chico Whitaker ou encore Olivier De Sutter.

(5) Avec comme objectif : "zéro morts" aux frontières de l'espace Schengen.

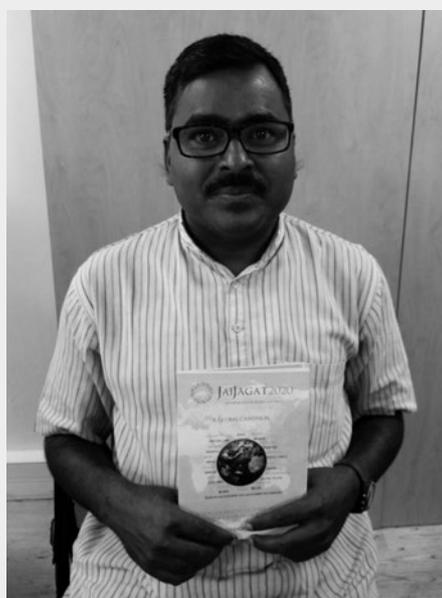


(6) La marche est soutenue par *Ekta Europe* et en France par *SOL*, et compte déjà parmi ses partenaires *Peuples solidaires*, *La coordination française pour une éducation à la paix et à la non-violence*, *l'Arche de Lanza del vasto*, *le MAN*, *Pax Christi*, *les Désobéissants*, *le Centre de recherche et d'information pour le développement*.

amplifier la mobilisation. L'une d'elles devrait partir de Gibraltar en Espagne pour suivre également la route des migrant-es. Une autre devrait partir de Suède et passer par l'Allemagne. Les Belges souhaitent également marcher au mois de juillet 2020. En France, les mobilisations sont en cours d'organisation. Plusieurs marches

pourraient partir de différents points de l'hexagone, notamment Lyon. La dynamique est ouverte aux mouvements et aux personnes intéressées. (6).

Guillaume Gamblin ■



Rencontre avec Birandra Kumar, l'un des porteurs de la marche

avons des mines de charbon, d'uranium, de bauxite, etc. Les entreprises qui les exploitent accaparent les terres sans dédommagement ; 6 millions de personnes ont été déjà déplacées de force dans notre État, se retrouvant sans ressources et sans logis. Les mines se trouvent souvent sur les terres des peuples tribaux, qui sont considérés en Inde comme des moins que rien. Ce sont eux surtout qui souffrent de la situation. Ils vivent dans et par la forêt, qui est détruite par les mines. Leur population décroît. La mortalité infantile des moins de 5 ans est de 95% dans la ceinture tribale du Jharkhand. Nous nous opposons à cela mais il y a une répression terrible, on tire à balle réelle sur les manifestations. Les communautés villageoises sont prises entre deux feux, entre le gouvernement et les Naxalites, guérillas maoïstes armées. On nous accuse d'en faire partie".

Birandra Kumar vit dans l'État du Jharkhand, en Inde. Travailleur social depuis 22 ans, il s'est également formé au droit et est devenu avocat. Il a fondé en 1999 l'organisation *Naya Sawera Vikas Kendra* (NSVK), "Terre, forêt, eau et moyens de subsistance".

L'organisation, d'inspiration gandhienne, est notamment engagée dans les luttes non-violentes contre les mines qui ravagent son État, explique-t-il lors de son passage à Lyon en juin 2018. "35% du charbon indien vient du Jharkhand. Nous

Une loi a été votée au niveau fédéral pour la protection de la forêt en 2016, censée garantir le droit pour chaque personne et chaque communauté de vivre dans son lieu d'habitation traditionnel. Mais son application est mise à mal par les projets miniers, qui détruisent les forêts où vivent les populations tribales.

NSVK est associée à *Ekta Parishad* et à ses grandes mobilisations. Elle est donc partie prenante de la grande marche mondiale *Jai Jagat* en 2020. Elle est également active localement sur le terrain de l'éducation des jeunes Birhor, un peuple tribal local qui se nomme "peuple de la forêt", avec l'ouverture d'une école dans le respect de leur langue et de leur culture. Pour inventer des alternatives au modèle extractiviste, NSVK développe également la réflexion sur une économie non-violente.



Pour une vision plus critique de la réforme du rail

J'ai été déçue par le contenu de votre article sur le rail (*Silence* de mai 2018, n° 467 page 34) et surprise par le choix de la personne que vous avez interviewée.

En effet, la petite BD de la blogueuse Emma Clit qui surplombe l'ensemble de l'article laissait présager toute autre chose. (...)

Je m'attendais dans cet article à une lecture critique de la politique gouvernementale à l'égard de la SNCF (et des services publics en général) et à une vision autre du rôle de la SNCF. Au lieu de cela, le vice-président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, qui se désintéresse du sort des cheminots, nous livre une vision du rail, certes différente de celle de notre gouvernement actuel, mais encore très économique avec une idée de rentabilité permanente, allant même jusqu'à prôner le développement des LGV. Quelle surprise de lire de tels propos dans une revue comme *Silence* alors que vous avez toujours montré votre opposition aux projets de grande envergure, économiquement et écologiquement coûteux. (...)



On le sait, les petites lignes ferroviaires n'ont jamais été et ne pourront jamais être rentables d'un point de vue strictement économique. Et c'est bien là qu'entre en jeu la notion de service public. Un service public n'a jamais été créé pour être rentable, mais bien parce que l'on considère qu'il permet de répondre

à un besoin essentiel de l'ensemble de la population, en l'occurrence, ici, le besoin de se déplacer. Un service public permet d'équilibrer budgétairement des domaines peu rentables (exemple : en milieu rural) grâce aux bénéfices réalisés ailleurs (en milieu urbain).

J'aurais donc attendu de votre part un point de vue plus radical, que ce soit sur la notion de service public, mais aussi d'un point de vue écologique et social, ce qui aurait permis d'ailleurs d'approfondir à la fois les critiques esquissées par Emma Clit, mais aussi la liste des 10 contre-propositions au rapport Spinetta figurant dans l'encart, à la fin de l'article.

Pour finir, hormis cette critique négative, je tiens à rappeler mon attachement à la revue que je lis assidûment depuis plus de 10 ans et qui, outre me donner une foule de petites informations utiles et intéressantes, me permet de continuer à nourrir ma réflexion et mon esprit critique.

Marie Fleury
Pyrénées-Atlantiques



Épandages

Les amis, début septembre 2017 je vous ai adressé un texte pouvant s'introduire dans la rubrique "courrier" au sujet d'épandages aériens pour faire des nuages. Il n'a pas été utilisé, et dans *Silence* je n'ai rien vu sur le sujet. Participeriez-vous, vous aussi, à "l'absorption d'informations" sur le sujet pour ne pas aborder cette information sur ces épandages avec des avions aux moteurs polluants, gouffres à énergie, en plus des saloperies pulvérisées et qui, bien sûr, nous retombent sur le nez ? Ceux qui organisent ces épandages auraient donc les moyens pour faire taire l'information, peut-être à coups de subventions puisque, légalement,

je ne crois pas qu'il existe de loi sur le sujet ? Si vous ne me croyez pas, consultez www.acseipica.blogspot.com. N'oubliez pas : qui ne dit rien consent et qui consent participe. Auriez-vous un intérêt dans la participation à ces épandages ?

Michel Marko
Lot-et-Garonne

Silence a demandé à **Fabien Piasecki**, de l'association Sciences Citoyennes, d'apporter quelques éléments d'éclaircissement sur la question des épandages aériens et de la géo-ingénierie :

Quand les chemtrailers occultent les vrais dangers de la géo-ingénierie...

La question des *chemtrails* (ou traînées chimiques) perturbe sérieusement les débats sur la géo-ingénierie (1) (ou manipulation du climat à grande échelle). À l'instar de la majorité des scientifiques et des organisations militantes, nous considérons que l'affirmation selon laquelle un épandage atmosphérique est systématiquement orchestré par une poignée d'individus à l'insu des populations et dans le seul but de manipuler le climat est infondée et s'appuie sur des ressorts conspirationnistes. Nous n'entendons que trop l'argument selon lequel "ça se voit". Non seulement la communauté scientifique considère que ce sont des traînées de condensation (ou *contrails*), mais il n'est pas inutile de rappeler que l'assertion "ça se voit" est inaudible pour un-e scientifique notamment parce qu'elle était utilisée par des intellectuel·les racistes afin de justifier la supériorité de la race blanche sur les autres au siècle dernier.

Nous pensons que de telles idées relèvent d'une forme particulière de défiance à l'égard du pouvoir politique et de la montée en puissance de la post-vérité, l'émotion ou la croyance prenant le dessus sur la véracité des faits.

Nous assistons aussi à un mélange des genres : il faut distinguer ce qui relève, d'une part, des techniques de géo-ingénierie et, d'autre part, des changements météorologiques locaux à des fins agricoles ou militaires (comme ce fut le cas lors de la guerre du Vietnam, avec l'utilisation d'iodure d'argent, pour faire pleuvoir sur la piste Hô Chi Minh) ou de la pollution générée par les émissions carbonées liées à l'aviation, qu'elle soit civile ou militaire.

Nous ne pouvons que regretter l'attitude des "chemtrailers" qui risquent de renvoyer toute forme de contestation de la géo-ingénierie à de l'agitation obscurantiste, une tactique de décrédibilisation générale souvent employée (plantes génétiquement modifiées, nanotechnologies, etc.). Dans le cas présent, elle baliserait le chemin pour le seul bénéfice des apprentis sorciers du climat.

Fabien Piasecki,
pour l'association Sciences Citoyennes.

(1) Pour mieux appréhender les techniques de géo-ingénierie et les débats qu'elles suscitent, nous vous invitons à visiter la page : <https://sciencescitoyennes.org/geo-ingenierie/>

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de *Silence* : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Livres

B. D.

Le voile noir, les aventures de Gina et Tante Alice en Syrakie

Dodo et Cha



Pauline est partie rejoindre le Grand Khalifat en Syrakie. Gina, proche de la famille, décide d'aller la chercher en se faisant enrôler à son tour par le biais des réseaux sociaux. Sa tante Alice, féministe soixante-huitarde, s'inquiète pour elles et met au point un stratagème pour les rejoindre : déguisée en homme, elle se fait passer pour un islamiste. La situation, bien que dramatique, reste toujours drôle, un exploit sur un tel sujet. Les deux autrices s'en donnent à cœur joie pour dénoncer le machisme des islamistes. Espérons que les jeunes seront nombreux à lire cette histoire pour mieux se méfier des discours de ces soi-disant radicaux. MB

Éd. Casterman, 2018, 48 p., 14 €

Chibanis

Collectif



Cela se présente comme un album de BD, mais si les auteurs (pas de femmes !) sont des BDistes, il s'agit plutôt d'une suite d'illustrations pour accompagner des rappels bienvenus sur la situation des Chibanis, les retraités algériens, le plus souvent nés dans un pays alors considéré comme un département français. On y découvre que les "apports positifs" de la colonisation ne sont pas si brillants que cela et qu'en France, ces immigrés de l'intérieur ont été particulièrement mis à l'écart. Une histoire à intégrer dans la grande histoire hexagonale. FV

Éd. du long bec, 2017, 56 p., 15,50 €

Seule

Denis Lapière et Ricard Efa



1936. Dans une Espagne déchirée par la guerre civile, Lola, petite fille de 6 ans, vit avec ses grands-parents. Elle est séparée de ses parents depuis trois ans, la moitié de sa vie déjà, et ne sait plus pourquoi. Qu'est-ce donc que la guerre, pour une enfant de cet âge ?

Inspirée d'une histoire vécue, et servie par de beaux dessins et couleurs, Seule témoigne avec pudeur et émotion des questions de l'enfant aux prises avec les conflits des adultes. CG

Éd. Futuropolis, 2018, 72 p., 16 €

Féministes Récits militants sur la cause des femmes

Collectif



Une équipe de quinze autrices et un auteur transgenre abordent dans des styles très variés des questions liées aux luttes féministes. À partir de témoignages personnels parfois, leurs 12 histoires évoquent notamment la question du harcèlement de rue, du travail du sexe, de la grossesse, des clichés envers les femmes asiatiques, de la fabrication des normes corporelles, de la connaissance du vagin, de l'intersectionnalité, de la transidentité et de l'intersexuation, de l'écriture inclusive, du viol, de la confiance en soi. Un album qui offre une très riche diversité de sensibilités graphiques et politiques dans un travail d'une grande qualité générale. Une belle introduction au féminisme à plusieurs mains. Et l'occasion de mettre en avant la bande dessinée féministe dans un milieu qui l'est encore très peu. GG

Éd. Vide cocagne, 2018, 136 p., 17 €

Vies volées

Buenos Aires, place de Mai

Matz et Mayalen Coust



De 1976 à 1983, une dictature règne en Argentine. De l'histoire ancienne ? Non, car la dictature a eu l'idée sinistre de récupérer les jeunes enfants des opposant-es politiques tué-es pour les placer dans des familles proches du pouvoir. Encore aujourd'hui, les grands-mères continuent d'être présentes sur la place de Mai, dans la capitale, pour demander la vérité sur les quelques 500 enfants disparus. Les tests ADN ont permis de retrouver environ 125 enfants. Cette fiction imagine un jeune qui passant sur la place et voyant les grands-mères va se souvenir qu'il n'y a aucune photo de sa mère enceinte. Ce soupçon le conduira, avec un ami, à faire un test ADN, le début d'une histoire riche en rebondissements et terriblement bouleversante. Si l'art, c'est de l'émotion, alors ici c'est du grand art. MB

Éd. Rue de Sèvres, 2018, 80 p., 15 €

Peyi an nou

Jessica Oublié et Marie-Ange Rousseau



Que savons-nous de l'histoire des dom-tom ? Pas grand-chose. Les autrices mènent l'enquête pour comprendre pourquoi il y a une telle population antillaise en région parisienne. L'indépendance de l'Algérie en 1962 s'est traduite par une pénurie de main-d'œuvre et la mise en place d'un programme pour inciter les Guadeloupéen-nes et les Martiniquai-ses à venir travailler en "métropole". La BD faite de rencontres avec des universitaires, des militant-es politiques et des personnes ayant fait

le voyage, montre à l'évidence qu'un pan entier de l'histoire de France a été oublié. Et pas le moindre : car c'est la poursuite sous une autre forme de la colonisation. Le racisme est toujours là, comme les inégalités de richesse. Un livre à faire lire pour se rendre compte qu'il n'y a pas que "nos ancêtres les gaulois" et que nous restons dans des situations de domination blanc-noir, riche-pauvre, homme-femme. MB

Éd. Steinkis, 2017, 210 p., 20 €

Interférences

Jeanne Puchol et Laurent Chalendon



En 1973, deux amis entendent *Radio-Caroline*, la radio-pirate anglaise qui émet depuis un navire stationné dans les eaux internationales. En 1978, lorsqu'ils rencontrent un technicien du son qui a travaillé sur ce bateau, ils décident de lancer sur Paris *Radio-Nomade*, une radio-pirate qui alterne entre musique rebelle et entretien avec des personnes qui n'ont jamais la parole habituellement. Mais pour ne pas se faire attraper par les autorités, il faut pas mal de jugeote. À travers cette histoire fictive et passionnante, c'est une véritable histoire des radios pirates avant l'autorisation des radios-libres en 1981 que propose ce recueil. FV

Éd. Dargaud, 2018, 128 p., 18 €

Mondo reverso

Dominique Bertail et Arnaud Le Gouëfflec



Imaginez le monde machiste du western entièrement revu en inversant les genres. Cela donne déjà un univers très particulier... mais si en plus une femme part en quête d'une potion indienne qui lui permettrait de changer de sexe pour devenir le sexe faible (un homme donc), cela se complique encore. Les auteurs s'en sortent à merveille avec un dessin bien dans l'ambiance des cow-girls (où l'on constate qu'un féminin change le sens !) Ils jonglent de manière très drôle avec les clichés du genre. Lect-rices, vous rirez bien en découvrant toutes les situations inversées du Nouveau Monde ! MB

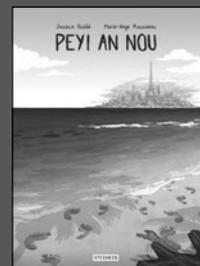
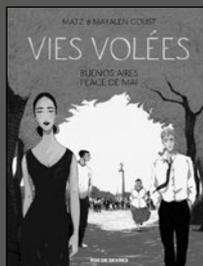
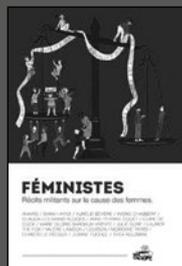
Éd. Fluide Glacial, 2018, 88 p., 17 €

Les Danois

Clarke



Une femme jordanienne donne naissance à un enfant blond. Pourtant les analyses ADN sont formelles : le mari est bien le père. C'est le premier cas d'une sorte d'épidémie : des milliers d'enfants naissent alors blonds. Un virus est identifié, mais pour concevoir un vaccin un laboratoire pharmaceutique va chercher à retrouver cette première femme chez qui a eu lieu une mutation. Se mêlent alors avec brio une enquête journalistique, la course au profit des multinationales, la vie de tous les jours, les attentats de Daesch qui veut empêcher la



mutation d'atteindre les pays musulmans, le désir des immigré-es de rentrer chez e-lls. Clarke nous régale avec une histoire dont la morale est fort agréable : un simple virus pourrait mettre fin au racisme ! MB

Éd. Le Lombard, 2018, 104 p., 18 €

Vivre en terre occupée Un voyage en Palestine de Naplouse à Gaza

José Pablo Garcia



L'auteur a accompagné pendant une semaine une délégation d'Action contre la Faim en Espagne à Jérusalem et dans les territoires palestiniens.

C'est raconté comme un documentaire, au jour le jour, pratiquement sans débat politique : le seul récit des conditions de vie des personnes rencontrées se suffit à lui-même. On y voit comment Israël fait pression en permanence, détruit peu à peu des maisons (y compris celles des ONG) pour gagner du terrain. On y voit le travail de coopératives qui malgré tout maintiennent une activité économique vitale, les questions liées à la rareté de l'eau. Un beau témoignage. FV

Traduction de l'espagnol Guénaëlle Marquis, éd. La Boîte à bulles, 2018, 88 p., 15 €

Maison sans fenêtres

Marc Ellison et Didier Kassai



La République Centrafricaine connaît de multiples conflits internes, alimentés par la fièvre des diamants. Marc Ellison, photographe écossais, et Didier Kassai, dessinateur centrafricain, s'intéressent ici aux premières victimes : les enfants. Certains vivent dans les rues, d'autres ont trouvé refuge dans des camps humanitaires... Alternant photos et BD, une plongée dans l'histoire de ce pays oublié des médias (d'où le titre). L'alternance entre les deux modes de narration fonctionne parfaitement : la photo montre les enfants en situation, le dessin permet de reprendre en image ce qu'ils et elles racontent. Les témoignages sont poignants. Espérons que ces récits contribueront à faire bouger les choses : pourquoi un pays riche en diamants est-il aussi pauvre en moyens humains ? MB

Éd. La Boîte à bulles, 2018, 160, p. 18 €

La tomate

Anne-Laure Reboul et Régis Penet



Dans un monde devenu "parfait", entièrement contrôlé par les multinationales, Anne Bréjinsly est chargé de détruire les objets de l'ancien monde. C'est comme cela qu'elle va découvrir un sachet de graines de tomates. Elle met longtemps à comprendre ce que c'est et va se lancer dans une activité interdite : cultiver un pied de tomate. Le monde parfait va vite réussir à l'arrêter et à lui faire payer

sa désobéissance. Alors qu'aujourd'hui les multinationales essaient d'empêcher la diffusion de semences non produites par elles, une dérive telle que présentée ici n'a rien d'impossible. Le dessin assez froid, l'usage très limité des couleurs, tout est là pour créer un malaise permanent. De quoi donner envie de se révolter avant qu'il ne soit trop tard. FV

Éd. Glénat, 2018, 96 p., 19,50 €

Essais

Ma zad

Jean-Bernard Pouy



À travers l'histoire personnelle de Camille Destroit, l'auteur nous entraîne dans un polar qui gravite autour du mouvement zadiste. Petit à petit Camille se retrouve sans emploi, à cause de son engagement, avec une partie de sa ferme incendiée et autour de lui un vivier de militants, dont la jeune Claire, qui involontairement le conduit à vouloir lutter contre la famille ennemie des zadistes, dont cette dernière est originaire. Avec ce polar, il ne faut pas s'attendre à une plongée dans les méandres d'une zad, il s'agit plutôt pour l'auteur de nous présenter les travers d'une société capitaliste et violente, où nous croisons un groupe de fascistes, des imbroglis économiques et les tourments psychologiques et amoureux du personnage principal. Ma zad, est une virée tragico-comique-décalée, une histoire légère qui aborde succinctement de nombreux sujets portés par les alternatifs. JP

Éd. Série Noire Gallimard, 2018, 206 p., 18 €

Ré-ensauvageons la France Plaidoyer pour une nature sauvage et libre

Gilbert Cochet, Stéphane Durand



La France a largement dilapidé le trésor de sa diversité animale, mais rien n'est encore irrémédiable. La nature possède des capacités de réparation extraordinaires et les animaux ne connaissent pas les frontières. Ainsi avons nous retrouvé, en faibles quantités mais elles pourraient augmenter, le loup, le lynx, le vautour fauve, le castor ou le veau marin. Nous pourrions même revoir des bisons, réintroduits en Allemagne. Les auteurs nous entraînent, territoire par territoire (les montagnes, les forêts, les rivières sauvages, les côtes et marais), sur les voies de possibles repeuplements. Ils ne cachent pas l'étendue des difficultés mais se montrent optimistes et ambitieux. Leur plaidoyer, appuyé par cartes, tableaux et propositions concrètes, enthousiasme. La conclusion un peu moins : le "tourisme de la nature", vu comme la clé de voute de la reconquête du sauvage, pose des questions qui ne sont pas abordées. DG

Éd. Actes Sud, 2018, 168 p., 20 €

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **En quoi Macron est-il un mythe ? L'ambiguïté d'une posture souveraine**, Pierre Fontaine, éd. Libre et Solidaire, 2018, 139 p., 13,50 €. L'ascension fulgurante du plus jeune président de la République française n'est pas sans rappeler celle du personnage emblématique de la mythologie grecque, Œdipe. En quoi la comparaison est-elle pertinente ? Et dans quelle mesure ce nouveau président brillant, cultivé, précoce est-il conscient de ce qu'il dit et fait ?

■ **Cabanons à vivre. Habitat minimaliste : philosophie, plans, conseils techniques**, Christian La Grange, éd. Terran, 2018, 191 p., 22 €. Beau livre alternant textes, photos, dessins et 30 plans de cabanons tous plus jolis les uns que les autres. Quant à les construire soi-même facilement, il faut sans doute savoir déjà bien bricoler ou se reporter aux autres ouvrages signalés par l'auteur. Et quant à trouver là une solution pour les plus pauvres, non : même si les budgets peuvent être réduits, les ambitions esthétiques et inspirations zen du livre ciblent plutôt les bobos en transition.

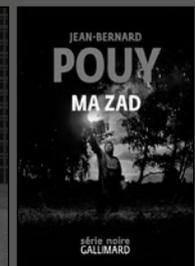
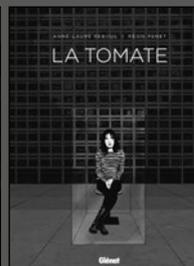
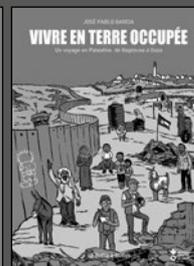
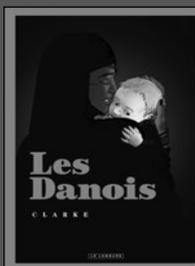
■ **La pollution atmosphérique est-elle dangereuse pour la santé ?**, Olivier Brun, éd. Phase 5, 2018, 128 p. Pour qui se poserait encore la question, une synthèse des travaux scientifiques qui apportent la réponse, abondantes références bibliographiques à l'appui. Détaillé, clair et pédagogique.

■ **L'anarchie. Suivi de Le programme anarchiste**, Errico Malatesta, préface de Serge Roy, Lux Editeur, 2018, 91 p., 6 €. La réédition de deux courts textes de l'anarchiste italien Malatesta (1853-1932). L'État, qui fait mine d'organiser la solidarité via quelques services publics, y apparaît comme l'ennemi premier à abattre. Aujourd'hui, la lutte s'est déplacée vers la défense des services publics contre les prédatations du capitalisme. Un glissement qui ne constitue qu'une contradiction apparente nous explique l'intéressante préface.

■ **Errico Malatesta, Vittorio Giacopini, traduit de l'italien par Serge Quadruppani**, Lux Editeur, 2018, 233 p., 18 €. Le sous-titre du livre "Vie extraordinaire du révolutionnaire redouté de tous les gouvernements et polices du royaume d'Italie" en annonce un peu le genre. Il s'agit du roman de la vie de l'anarchiste et non de sa biographie au sens classique. Si l'on ne connaît pas déjà Malatesta ou l'anarchisme, on reste à un niveau un peu superficiel de compréhension mais on se console avec une belle écriture.

■ **Chaïm Nissim, un écologiste insoumis**, Cléo Jansen, suivi de *Les chemins de la liberté*, Chaïm Nissim, éd. Slatkine, 2018, 283 p., 28 €. Chaïm Nissim, militant et activiste anti-nucléaire et anti-armes (entre autres combats), nous est raconté ici sur le mode intime par une de ses proches, puis par lui-même lors d'un texte écrit peu avant sa mort en 2017. Évocations alertes d'une figure de l'action directe non-violente (sauf envers les biens !).

■ **Abolir la prison. L'indispensable réforme pénale**, Tony Ferri, préface Thierry Paquot, postface Thierry Lodé, éd. Libre & Solidaire, 2018, 158 p., 14 €. Le plaidoyer en faveur de l'abolition de la prison convainc entièrement, les propositions pour la remplacer un peu moins. Mais le livre dans son ensemble a le grand mérite de remettre à plat toute notre conception de l'accompagnement pénal et social des délinquant-es, dans la perspective de leur réconciliation avec les victimes et la société.





Choisir l'habitat partagé L'aventure de Kraftwerk

Adrien Poullain

Kraftwerk est né à Zurich (Suisse) d'un texte de réflexion écrit par trois personnes en 1993. Après avoir réuni jusqu'à plusieurs centaines de personnes, ce sont finalement une petite centaine qui

s'est lancé dans l'aventure de la construction d'un premier immeuble en coopérative habitée depuis 2001. Depuis deux autres immeubles ont vu le jour (2011 et 2016). Si le résultat est fait de compromis, cela reste un modèle pour les projets d'habitats coopératifs tant on y compte un grand nombre de réussites : espaces communs (salle de réunions, buanderie, chambres d'amis, toit-terrasse), mixité architecturale (grands appartements de colocation, studio, appartement familiaux), mixité sociale (migrants, handicapés, adolescents difficiles), entraide et bénévolat (bar, journée de chantiers collectifs, groupement d'achat), relocalisation de l'économie (ateliers de travail dans le bâtiment), écologie (isolation, matériaux, parking vélos...). Le livre montre intelligemment ce qui a été réussi, ce qui a été abandonné et ce qui arrive ensuite (tentative d'une monnaie locale). La dernière partie rappelle la situation en France et la difficulté à transposer un tel modèle. Cela devrait aider à booster les projets actuels. MB

Éd. Parenthèses, 2018, 188 p., 24 €

Civils, irréductiblement Service civil et refus de servir 1964-1969

Ju Rutebesc



Que s'est-il passé une fois que le premier statut de l'objection de conscience a été adopté en 1963, suite à la grève de la faim de l'anarchiste Louis Lecoin ? Les premiers objecteurs français se sont heurtés à un statut inadapté voire clairement hostile à leurs aspirations. Pris en charge par la sécurité civile, soumis à une discipline militaire, brimés, ils se sont vite révoltés. De refus d'obéir en grèves de la faim et en emprisonnements, ont réussi à obtenir d'être affectés à des associations de solidarité. Mais devant les pratiques autoritaires et le régime de tribunaux militaires, les révoltes se poursuivent. Ce livre revient dans les plus infimes détails sur cette période des débuts de l'objection de conscience politique en France à travers les lettres et courriers que les objecteurs adressaient à leur entourage, montrant une diversité de sensibilités. GG

Les éditions libertaires, 2018, 400 p., 20 €

Le monde des grands projets et ses ennemis

Serge Quadrupani



Serge Quadrupani, militant de terrain qui navigue entre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et le Val-de-Suse, présente ici une analyse militante des mouvements d'occupation, de leur dynamique, de leur force et de leur opposition construite contre le monde des grands projets. Il ne s'agit pas ici de répéter en boucle ce que nous savons déjà sur ces mouvements. Il est plutôt question de démonter l'image d'extrémistes que veulent leur coller les gouvernements respectifs et montrer par l'exemple et la pratique que les ennemis de ces grands projets inutiles représentent une diversité d'opinions, de classes sociales, culturelles et d'origines géographiques. Au niveau international, les passerelles entre diverses luttes au niveau international sont là pour prouver qu'il ne s'agit pas de défendre son pré carré, mais bien d'une réflexion globale contre un système capitaliste. Un capitalisme qui nie les réalités humaines et nos aspirations à vivre en dehors du monde, dessiné et imposé par les économistes, financiers et autres ingénieurs développant une irrationnelle rationalité ! JP

Éd. La Découverte, 2018, 152 p., 13 €

127 jours en mars

Nathalie Astolfi et Alain Dervin



Le dernier jour de mars 2016, l'appel à la convergence des luttes invite à rester dans la rue après les manifestations. Ce sera le début des Nuits debout... Sous forme d'un abécédaire, les autrices militantes libertaires prolongent le mouvement en rappelant le contexte politique, les mobilisations contre la loi travail, le développement des cortèges de tête et des manif sauvages, ceci en plein état d'urgence. On passe de témoignages d'ambiances de manif à de longs rappels historiques, tout en digressant sur les mouvements sociaux d'aujourd'hui. C'est inégal, certains problèmes sont éludés : pourquoi tout cela s'arrête ? La violence en tête de manif se fait-elle vraiment sans mettre en danger le reste de la manif ? Mais, alors que la forme abécédaire est souvent casse-gueule, le résultat est réussi. MB

Éd. Le Passager clandestin, 2018, 150 p., 9 €

Guide philosophique des déchets

Jean-Luc Coudray



Beaucoup d'idées intéressantes dans cette analyse de la fonction centrale et délibérée du gaspillage et des déchets dans un système capitaliste conduisant à la totale artificialisation de la planète.

Les liens entre destruction de la nature et perte de liberté, celui entre hygiène et surproduction ainsi que le double sens du mot "propre", l'asservissement du monde paysan par la dette car le pouvoir centralisé redoute sa potentielle autonomie, etc. D'autres sujets en revanche laissent sceptique. La dichotomie entre l'ordre, et donc la beauté, de la nature d'autrefois agrémentée par une architecture traditionnelle harmonieuse, et d'autre part le désordre, et donc la laideur, du monde contemporain et de ses créations inesthétiques, semble quelque peu simpliste. Le regard sur "l'art contemporain" en lien avec les déchets et sa condamnation en bloc, sur la base de quelques sempiternels exemples, ne dépasse guère les poncifs. Au global toutefois, l'ouvrage se révèle très stimulant. DG

Éditions I, 2018, 272 p., 16 €

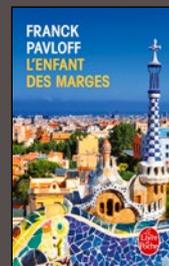
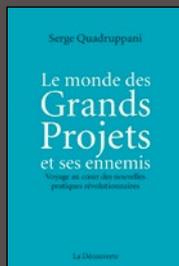
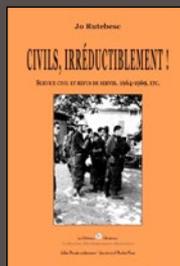
Romans

Le grand B.A.L.

Gilles Clément



Dans un futur proche, après une guerre mondiale, la société est dominée par le triptyque banques - assurances - laboratoires (BAL). Les multinationales essaient d'achever la marchandisation du monde. Et lorsqu'on annonce la mort de la dernière musaraigne dans



une calanque de Marseille, la rédaction de l'hebdomadaire *Le journal du lundi* se mobilise pour faire un reportage. Une équipe surréaliste va croiser la route d'un footballeur repent qui veut investir ses milliards dans la culture. Les photos de musaraigne rapportées par le photographe sont-elles d'habiles montages (de l'art) ou la preuve que les labos mentent pour affirmer leurs pouvoirs ? Dans un style qui rappelle Boris Vian, Gilles Clément, paysagiste mondialement connu, se lance dans un roman épique qui sous forme humoristique pose des questions fondamentales sur la privatisation du vivant. Une réussite ! MB

Éd. Actes Sud, 2018, 350 p., 21,80 €

L'enfant des marges

Franck Pavloff



Son petit-fils a disparu à Barcelone. Un homme qui vit reclus part enquêter dans le monde des squats et des lieux alternatifs de la capitale catalane (des lieux existants réellement). Avec un scénario tout en finesse, Franck Pavloff peut ainsi aborder l'héritage de la guerre civile, les problèmes générationnels et confronte leurs pratiques. Agréable. FV

Éd. Le livre de poche, 2017 [2014], 188 p., 6,30 €

Jeunes

Renard et l'argent gratuit

Fibretigre, Floriane Ricard



Dès 6 ans. La suite des aventures décalées de Renard, incorrigible naïf qui est ici confronté au fait de devenir immensément riche du jour au lendemain. Avec Voisin et leurs amis, ils vont tomber tête baissée dans les pièges de l'argent, qui ne feront pas leur bonheur mais vont au contraire rapidement détruire la société et leur milieu de vie. Au final, c'est une vie sobre au contact de la nature qui sera nécessaire pour survivre. Toujours cet esprit "punk", loufoque et décalé pour un album très éloigné des fables moralistes, qui devrait réjouir petites et grandes. GG

Éd. Rue de l'échiquier jeunesse, 2017, 40 p., 12,90 €

Marin Morhange et la robe mandarine

Christine Baldacchino, Isabelle Malenfant



Dès 4 ans. Marin aime l'école pour jouer, apprendre et aussi aller dans le coin des déguisements où il enfle une belle robe mandarine. Il se sent bien dedans et ne veut pas la quitter. Mais les autres enfants se moquent de lui et le rejettent. Marin en tombe malade et doit rester chez lui. Un jour, il ose se montrer avec sa belle robe devant sa mère. Sa maman va l'accepter

comme il est. Grâce à elle, il va retrouver confiance en lui et cette confiance deviendra contagieuse à l'école aussi. Une manière très touchante et astucieuse de parler de la différence en matière de genre et de manière plus générale. Un beau récit joyeux et finement ciselé, illustré avec douceur et émotion. Une réussite. GG

Trad. Karen Kechis, éd. Goater, 2017, 32 p., 15 €

Musique

Ballade en mélancolie

Pigalle



Un album de folk et de rock, poétique et électrique, composé d'une multitude de paysages sonores. L'univers de Pigalle est fait de ces petits riens qui font partie du quotidien, qui nous touchent et nous émerveillent.

Quand Pigalle chante, il est souvent question de critiques sociales, de témoignages de vie ou de ritournelles gaies et enivrantes.

François Hadji-Lazaro, multi-instrumentistes impressionnant, guide de mains de maître ce nouvel album de Pigalle qui, l'air de rien, apporte fraîcheur et mélodie à travers des textes mêlant tendresse et humour, réalisme et absurdité.

Un album où "ça vielle à roue, banjotte, cornemuse, clarinettise, accordéonise, et j'en passe." Pour notre plus grand plaisir.

14 titres, 40 mn, 3 C Tour production, 12 €

Films

Lire se livre

Jean Pierre Lepri



"Dans le jeu de Lego, l'important, ce ne sont pas les briques, mais l'ensemble qu'elles constituent. C'est le joueur — et lui seul — qui lie les briques. Comme au jeu de Lego, le lecteur lie entre eux les mots-briques pour constituer un sens général. Lego : je lie ou je lis (même source latine). Un tas de mots ne fait pas plus de sens qu'un tas de briques ne fait une maison." On comprend que les méthodes scolaires d'apprentissage de la lecture, qu'elles soient globales ou syllabiques, ne font pas appel au contexte qui, seul, permet au lecteur de dégager un sens. Le disque n°1 offre une série de réflexions percutantes de Jean-Pierre Lepri qui font écho au livre éponyme. Le disque n°2 contient des témoignages : une pédagogue (Yvonne Chenouf, chercheuse), plusieurs écrivains (dont François Bégaudeau qui explique qu'il n'y a pas besoin d'école pour savoir lire). Trois femmes sourdes expliquent leur processus d'apprentissage personnel. Pour l'une, l'écrit a même été sa première langue. Passionnant ! MD

Éd. Le Hêtre-Myriadis, 2018, 22 € (Livre+ DVD 33 €)

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Pratiquer l'éthique du débat. Le défi de la délibération démocratique**, Jean-Claude Devèze, éd. *Chronique sociale*, 2018, 132 p., 10 €. Pour renouveler la démocratie, il faut rendre les débats plus constructifs et réussir à déboucher sur des délibérations de qualité. Ce manuel propose une éthique du débat et des manières de "mieux communiquer" sous forme d'ateliers pratiques comme le débat mouvant par exemple.

Roman

■ **Camarade Anna**, Irina Bogatyreva, éd. Albin Michel, 2018, 274 p., 22 €. Premier roman de l'autrice russe traduit en Français, il dépeint avec une écriture simple et précise la jeunesse moscovite contemporaine. Le roman suit Valia, étudiant nouvellement arrivé en ville et son attachement pour Anna, membre de l'Union de réflexion des jeunes patriotes et en pleine construction politique.

■ **La route sauvage**, Willy Vlautin, traduction Luc Baranger, Albin Michel, 2018, 308 p., 20 €. Une épopée à travers les Etats-Unis en compagnie d'un garçon de 14 ans en rupture familiale qui tente de sauver un cheval de course promis à l'abattoir. Dans un style très sobre et réaliste, un récit puissant qui n'épargne rien de la dureté de la société et une belle galerie de portraits.

B. D.

■ **Voyage en république de crabe**, Tarmasz, Delcourt, 2018, 112 p., 20 €. La narratrice est envoyée porter un colis sur une île dont elle détaille les mœurs étranges. Ce carnet d'une exploration dans un pays imaginaire est illustré d'une manière originale et quasi-cubiste.

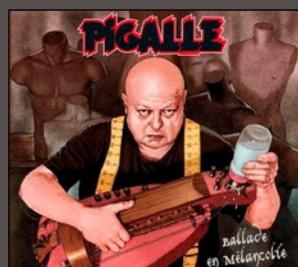
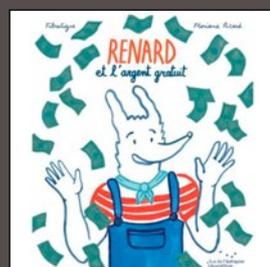
■ **Sous les bouclettes**, Gudule et Mélaka, éd. Delcourt, 2018, 256 p., 19 €. Mélaka met en image la fin de vie de sa mère Gudule, écrivaine très connue pour ses prises de position dans Hara-Kiri. En alternant mise en image d'anecdotes de vie et avancée inexorable du cancer, on arrive à résister à l'émotion qui vous prend aux tripes. Une thérapie familiale par le dessin qui touchera toutes les personnes confrontées à la maladie. Un hommage grandiose à sa mère et à sa famille.

■ **Albert 1er de Monaco, le prince explorateur**, Christian Iot, Philippe Thirault, Sandro, éd. Glénat, 2018, 64 p., 15 €. Le prince de Monaco a passé une partie de sa vie à monter des expéditions scientifiques pour explorer les océans. Si la partie documentaire est intéressante, l'histoire en BD manque cruellement d'un scénario.

Jeunesse

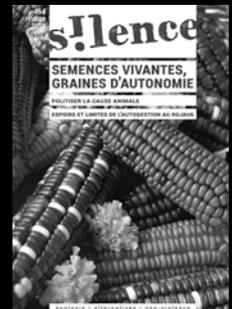
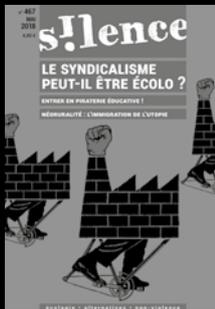
■ **Moins que rien**, Yves-Marie Clément, soutenu par Amnesty International, éd. Talents Hauts, 2018, 83 p., 12 €. Dès 9 ans. Éliette est une petite "lapourça", quand elle est malade on ne la soigne pas, elle travaille dur pour un boss sans cœur, ni plus ni moins méchant que tous les autres boss de "Ville Bonheur", car elle est "là pour ça". Mais un jour, quelque chose va se passer. Elle apprend que les esclaves de St Domingue se sont révoltés.

■ **Bon voyage, petit bisou !**, Manuela Monari, Evelyn Davidi, éd. Rue du Monde, 2018, 32 p., 17 €. Dès 3 ans. La jeune narratrice envoie au loin un bisou, représenté poétiquement par une boule multicolore. Celui-ci va voyager de personne en personne, apportant lumière, tendresse et sourires partout où il se pose.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?



Suite à l'AG de Silence

Suite à l'assemblée générale de *Silence* du 16 juin 2018, l'équipe qui anime l'association reste la même : Claire Grenet et Olivier Chamarande pour la gestion, Guillaume Gamblin et Martha Gilson pour la rédaction.

Les administrateurs sont Eric Cazin, Francis Levasseur, et en tant que membres de droit : un-e représentant-e des *Ami-es de Silence*, un-e salarié-e par binôme (gestion et rédaction) par rotation, et un-e représentant-e de chaque autre groupe ou comité.

La directrice de publication reste Gaëlle Ronsin. Elle est également membre du comité de rédaction avec Anaïs Zuccari, Danièle Gonzalez, Guillaume Gamblin et Martha Gilson.

Le Comité images qui effectue le choix des couvertures, est composé de Michel Bernard, Damien Bouveret, Anne-Sophie Cléménçon et Claire Grenet.

Le comité de développement est composé des salarié-es et de Michel Bernard, Damien Bouveret, Éric Cazin, Maud Ingarao et Francis Levasseur.

Et si cette année vous vous engagez à Silence ?

Silence est une revue associative et participative. Telle une bicyclette, elle fonctionne grâce aux deux jambes que sont les salarié-es et les bénévoles.

Pour continuer à faire avancer la bicyclette, *Silence* a besoin de personnes pour venir étoffer le conseil d'administration et le comité de rédaction. N'hésitez pas à venir découvrir leur fonctionnement, si vous habitez à Lyon ou dans les environs.

Nous sommes par ailleurs en recherche de personnes référentes pour le suivi de nos partenariats avec différents réseaux :

-le *Réseau d'Échanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires (Repas)*, qui organise chaque année des rencontres d'échanges de pratiques entre structures coopératives.

-*La Coordination permanente des médias libres (CPML)*, en binôme avec une personne déjà investie.

-*La Gonette*, monnaie locale lyonnaise.

Silence recherche également des personnes qui seraient prêtes à tenir des stands, selon leur rythme et leurs envies, en tant que "relais locaux", dans chaque département, et particulièrement à Paris et en Île-de-France.

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 20 et 21 septembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **18 et 19 octobre, 15 et 16 novembre, 13 et 14 décembre, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10h** les mercredis **22 août** (pour le numéro d'octobre), **26 septembre** (pour le numéro de novembre), **24 octobre** (pour le numéro de décembre), etc. Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net/ / rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr

> **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99

> **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

> **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

> **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

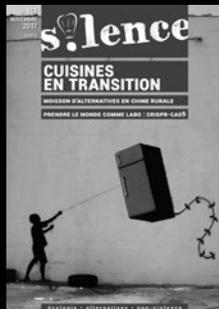
Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 20 = 100 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
des MÉDIAS LIBRES





Affiche

□ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €**

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle !
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps : conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats

- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !

Numéros régionaux

- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardenne
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire

Cochez le (s) numéro (s) désiré (s). Faites le total (4,80€ l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres

□ **L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €***

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



□ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €****

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



□ **Non-violence dans la révolution syrienne 120 p. - 9 €*****

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syrienne, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2,5€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCİ D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

8 € par trimestre (abonnement petit budget)

12 € par trimestre (abonnement normal)

..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Compagnonnage alternatif et solidaire 2019

Le Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (Repas) regroupe différentes structures (GAEC et SCOP agricoles, coopératives, associations loi 1901, ...) expérimentant d'autres rapports au travail et à l'argent et s'investissant dans la dynamique de leur territoire.

Pour la 22^e année, il organise une formation destinée aux jeunes adultes souhaitant découvrir les valeurs et les pratiques qui y sont expérimentées. Ce tour de France dure 4 à 8 mois et est destiné non à apprendre un métier mais à transmettre des valeurs au cœur du projet coopératif. La formation alterne entre temps collectifs et immersions dans diverses structures.



Chantier collectif.



Chantier collectif.



Désherber permet aussi de faire ensemble et se rencontrer.



Le compagnonnage se termine par un regroupement festif où les compagnons et le comité de pilotage font le bilan du parcours.



La marche est un moment privilégié pour parler, faire le bilan, et se projeter.

Le compagnonnage alternatif et solidaire aura lieu en 2019 entre le 13 février et le 28 octobre. On peut s'y inscrire avant le 24 septembre 2018 en remplissant et en envoyant un dossier de candidature au Comité de pilotage du Repas, Centre de formation du MAT, Le Viel Audon, 07 120 Balazuc, www.compagnonnage-repas.org, www.reseautrepas.free.fr